

NAZ  
FILE III

BIBLIOTHECA NAZ.

142

C

41

NAPOLI

BIBL. NAZ.  
VITT. EMANUELE III

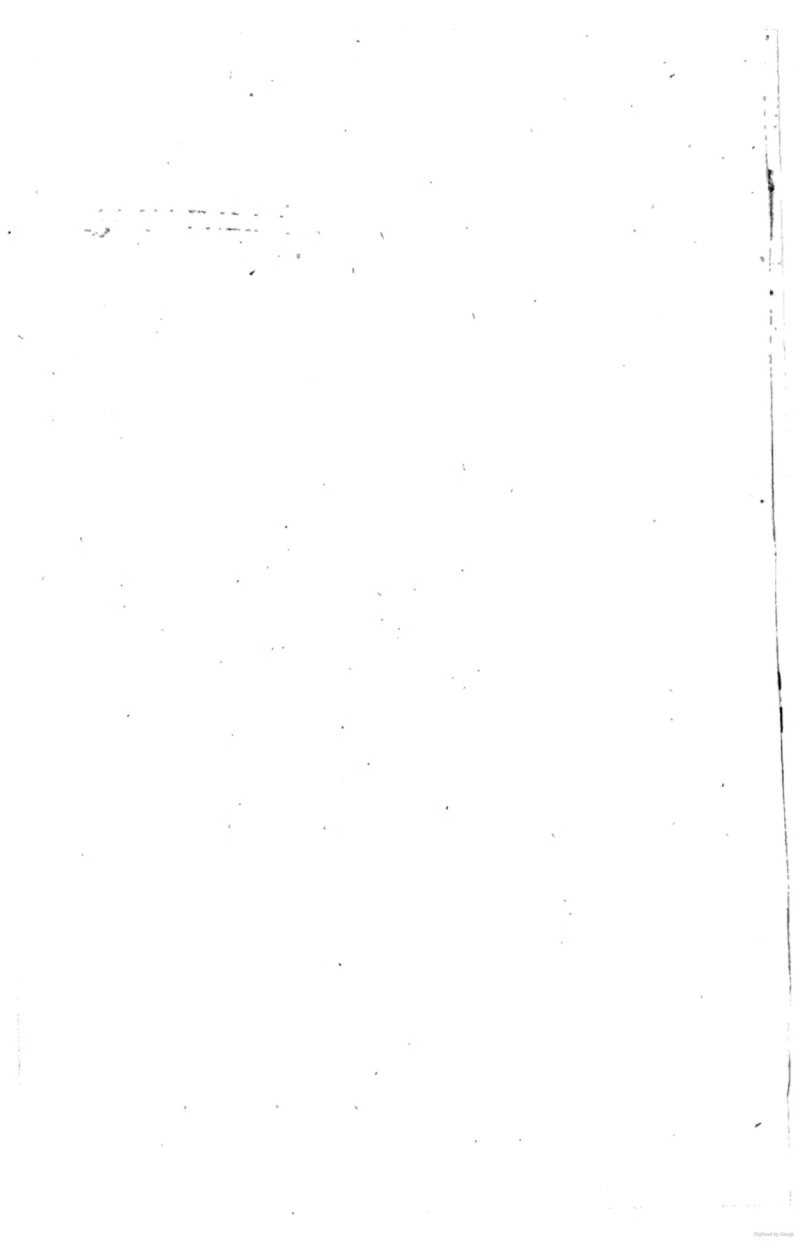
142

C

41

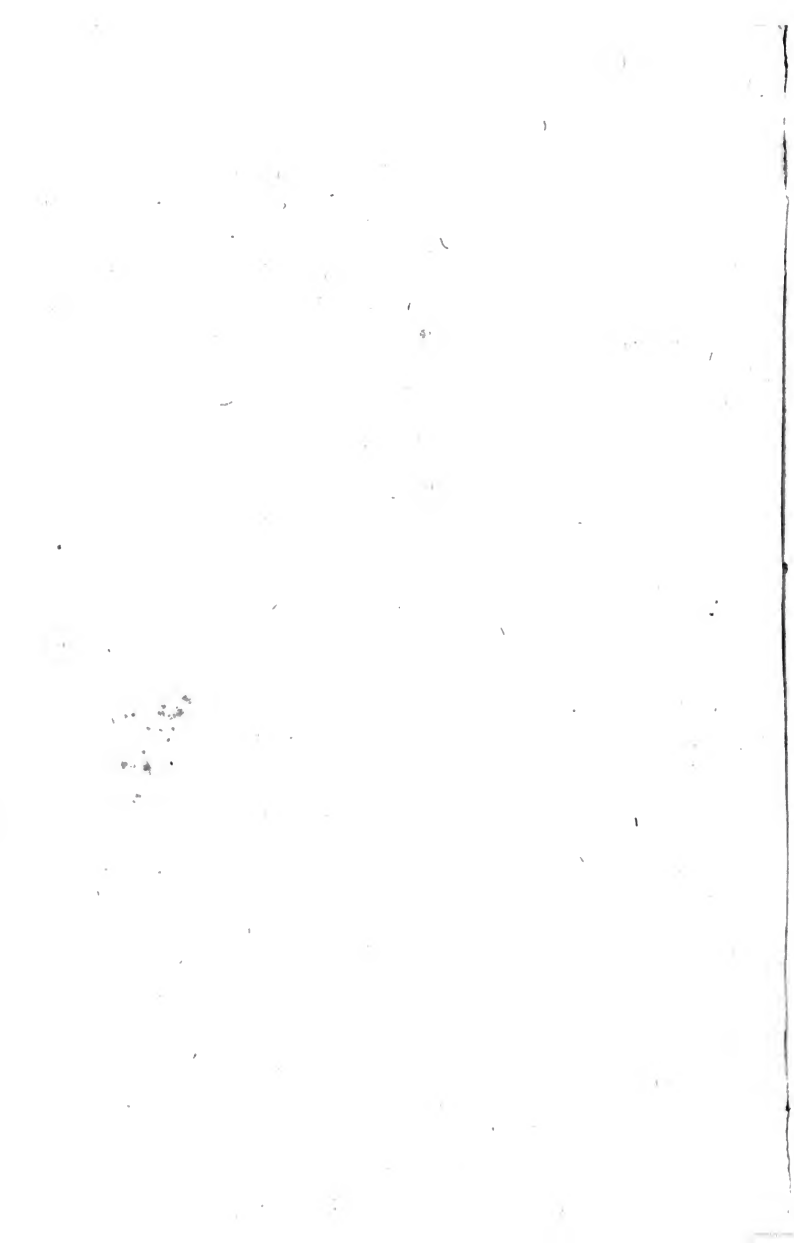
NAPOLI

97-6-42



*LE CITOYEN*

FRANÇOIS,



LE  
CITOYEN  
FRANÇOIS

OU

MEMOIRES  
HISTORIQUES, POLITIQUES, PHYSIQUES, &c.

---

*Quid verum atque decens, curo & rogo, & omnis in hoc sum,*  
HOR. Epit. I.

---



À L O N D R E S.

---

M. DCC. LXXXV.





*AVERTISSEMENT*



**J**E ne fais point demander à un homme la permission de le louer publiquement. Si j'avois à dédier cet ouvrage à quelqu'un , & qu'il ne fallut pas en solliciter la faveur , (a) ce seroit à M. Lenoir , conseiller d'état , lieutenant-général de la police de Paris , que j'en offrirois l'hommage , & je lui dirois :

MONSIEUR ,

“ En vous présentant cet ouvrage , c'est vous offrir un juste tribut. Tout ce qui traite du bien public , vous appartient à toutes sortes de titres. Successeur d'un homme doué d'un rare mérite , à qui la nation entière doit peut-être plus qu'elle ne le pense ; vous avez trouvé , monsieur , cette machine admirable , merveilleuse , étonnante , presque incompréhensible , & qu'on ne peut mieux comparer qu'à ce chef-d'œuvre de l'art , où le tems est retenu dans sa course rapide par de légères chaînes ; vous

---

(a) Un règlement défend aux libraires d'imprimer des épîtres dédicatoires , sans avoir par écrit , l'agrément des personnes à qui elles sont adressées.

vj      *A V E R T I S S E M E N T.*

avez, dis-je<sup>t</sup>, trouvé la police ingénieusement établie. M. de Sartine a poli, adouci, fini les ressorts imperceptibles, les mouvemens subtils de ce grand mécanisme.

Après avoir répandu la lumière, l'ordre & la tranquillité dans le sein du royaume ; il les a propagés au-dehors ; il a invinciblement armé le bras de la France, enrichi ses ports, augmenté ses forces, encouragé ses défenseurs, déconcerté ses ennemis, & préparé l'heureuse paix dont nous jouissons.

Vous suivez, monsieur, la même carrière ; la destinée vous a appelé sur ses traces ; le Châtelet, ce premier tribunal du royaume, de tout tems si distingué, & par ses juges & par ses jugemens, justement glorieux d'avoir formé tant de grands hommes, & de compter parmi eux le législateur de la France, l'immortel d'Aguesseau ; le Châtelet fut, pour ainsi dire, le berceau où M. de Sartine & vous, fûtes nourris des principes de la législation.

L'amitié, cette vertu attractive des grandes âmes unit bientôt votre âme à la sienne : vos cœurs n'eurent besoin de se chercher qu'un instant pour se trouver pour toujours. Un même penchant, un même goût, un même zèle, une même ardeur pour le bien public, furent les heureux auspices, sous lesquels vous formâtes cette douce union,

## A V E R T I S S E M E N T. vij

Si la nature a mis en vous une affinité d'esprit, une ressemblance de caractère ; on peut dire aussi que le sort s'est plu à vous assimiler : tous deux conseillers au Châtelet, tous deux lieutenans criminels, tous deux lieutenans des police, tous deux maîtres des requêtes, tous deux conseillers d'état ; l'un ayant cessé d'être le magistrat de la police, mais rétabli glorieusement dans cette auguste fonction ; l'autre ayant quitté ce poste important, pour un autre plus important encore ; mais éprouvant, hélas ! le revers presque toujours attaché aux grandes places & aux grands hommes, & qui, peut-être un jour. . . . . ; mais il ne m'appartient pas d'approfondir les mystères de la politique.

M. de Sartine, appelé au ministère par le souverain & par la voix publique, semble, monsieur, vous avoir remis au nom du roi le timon de la police, comme un ami remet à un ami, un dépôt cher qu'il a toujours précieusement conservé. Ah ! dans quelles mains plus dignes pouvoit-il être placé ; que dis-je ! il ne paroît pas en avoir changé : oui, ce sont toujours les mêmes mains qui semblent tenir les rênes de l'administration : le même astre éclaire la police.

Et si la renommée ne vous mettoit, mon-

viii *A V E R T I S S E M E N T.*

fieur , au - dessus de mes éloges ; je dirois ici que non - seulement vous avez suivi les plans , la marche , l'ordre & l'économie de votre prédécesseur , mais encore que vous avez ajouté à leur éclat : & s'ils ne déposoient en votre faveur , je parlerois de tous ces monumens publics , élevés par vos soins , qui feront à jamais la gloire & le bonheur de la France ; enfin , je représenterois à vos ennemis , car , c'est le sort de votre place d'en avoir ; je représenterois , dis-je , ce simple & sublime établissement , où , à vos propres frais , vous avez fait éprouver & ensuite multiplier pour le peuple une nourriture première , saine & économique ; établissement assez connu sous le nom d'école de boulangerie , & qu'il suffit de nommer pour être pénétré pour vous de la plus pure reconnoissance.

Mais , monsieur , l'estime & la confiance dont vous honorent un prince & une princesse adorés de leurs sujets , en disent plus que toutes les expressions. C'est être loué par la vertu même. „

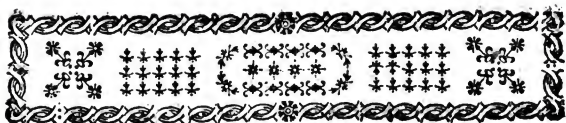
Je suis avec respect ,

M O N S I E U R ,

*Votre très-humble & très-obéissant serviteur ,*

\* \* \* \* \*

LE



L E  
CITOYEN FRANÇOIS  
O U  
M É M O I R E S

*HISTORIQUES, POLITIQUES, PHYSIQUES, &c.*



I N T R O D U C T I O N :

**L**ES partisans de l'antiquité reprochent à notre siècle d'être celui des systêmes ; nos peres étoient plus sages que nous, disent - ils , il faut respecter leurs usages. Vouloir les changer, c'est vouloir tout bouleverser, c'est être ennemi de l'ordre public , c'est ne pas avoir le sens commun.

On seroit tenté de répondre à quelques - uns de ces déclamateurs emportés ; *monseigneur Joffe vous êtes orfevre* ; mais il leur faut des raisons & non pas des épigrammes ; leurs réflexions un peu chagrinées peuvent séduire la multitude qui ne juge que sur parole. L'observateur éclairé ne se trompe pas sur les motifs de leurs plaintes , il fait que ces politiques accoutumés à regarder

leur bien particulier comme le bien général , ne paroient pas tant des dangers de la réforme , s'ils ne profitoient pas des avantages des abus ; quand il examine de nouveaux plans d'administration , il compte pour rien tous les petits intérêts de l'avarice qui calcule toujours , & les vues étroites de la timidité qui respecte fervilement les anciens usages ; mais il en faïfit les détails , en confidere les résultats & voit les rapports qu'ils peuvent avoir avec l'utilité publique.

Les loix qui ne regardent que la police d'un état & qui ne tiennent point à sa constitution , ne sont jamais respectables , quand elles sont vicieuses ; si elles doivent leur origine à la nécessité des circonstances , ou à quelques avantages qui ont pu d'abord résulter de leur établissement , il faut les abroger quand ces tems de crise sont passés , & qu'elles n'offrent plus que des abus dangereux.

Nous convenons que nos peres se sont trompés souvent ; nous sommes tous les jours victimes des erreurs qu'ils nous ont transmises ; pourquoi chérir des méprises si funestes , & ne pas profiter des découvertes de ceux qui veulent nous rendre heureux ? Il semble que les peuples dont l'origine se perd dans l'antiquité des tems soient comme ces vieillards qui tiennent à leurs opinions par habitude & par obstination ; l'âge n'ajoute rien à leur expérience , & loin de les rendre plus éclairés , il ne fait que renforcer les préjugés qu'ils ont reçus dans

leur enfance ; foyons plus vrais & plus sages ; ne croyons pas que des systêmes soient faux , parce que nos peres ne les ont pas adopté ; mais jugeons-en sur les avantages qu'ils pourront procurer à nos enfans.

Ceux qui déclament contre les idées neuves , contre les projets , croient les rendre odieux , en disant qu'ils sont le fruit des spéculations de quelques courtisans ambitieux ; ils sont assez semblables à ces théologiens emportés qui se vengent des sarcasmes d'un bel esprit en l'appellant philosophe , & regardent un philosophe comme un homme qui ne croit pas en Dieu , & qui renverse tous les fondemens de la morale ; ainsi l'esprit de parti , l'intérêt , la prévention dégradent les titres les plus respectables , & substituent à des raisonnemens solides , des plaisanteries fastidieuses , ou des invectives grossières.

Qu'un financier trouve les moyens d'augmenter le revenu du prince en établissant un impôt , l'inventeur du projet pourra paroître suspect , s'il demande pour récompense la ferme ou la régie des nouveaux droits ; mais que gagne à ses spéculations le citoyen qui préfère à son repos & à sa fortune , l'avantage stérile d'éclairer son pays ? son systême est contredit , ses intentions sont mal interprétées ; l'ignorance lui oppose des usages ; la prévention des préjugés , la paresse , les difficultés de l'exécution , la cupidité des calculs ; s'il a le courage de braver tous ces obstacles , il mérite au moins que l'on ap-

précie ses découvertes , & qu'on ne les juge pas sans examen.

Je fais que de sages observateurs peuvent se tromper ; les institutions qui paroissent les plus parfaites sont encore très-éloignées du bien ; il dépend des tems , des lieux , des circonstances ; il varie avec les mœurs & les préjugés ; faut-il pour cela renoncer à instruire les hommes ? Non sans doute , parce que dans l'ordre politique comme dans l'ordre physique , les erreurs préparent des vérités intéressantes , & quand ces erreurs sont moins dangereuses que celles qui les ont précédées , leurs auteurs ont encore des droits à notre reconnoissance.

Un sage , à qui le ciel a donné le précieux talent de plaire & de persuader , a jugé les sciences avec un désintéressement qui honore sa franchise & son amour pour la vérité.

„ L'éloquence , dit-il , ne dût ses premiers efforts qu'à l'ambition d'un fourbe qui eut intérêt de cacher la vérité , & ses premiers succès qu'à la foiblesse d'un homme vicieux & lâche qui voulut la méconnoître ; les sciences les plus sublimes nâquirent de l'inquiétude & de l'inconstance ; l'étude de l'Être suprême & de son essence , d'une curiosité indiscrete ; la politique , de la mauvaise foi ; tous les arts agréables , de l'oïveté. De cette boîte fatale sortirent nos préjugés , nos erreurs & nos maux , & s'il s'en échappa quelques vérités , elles n'ont servi qu'à nous rendre malheureux.

Ces réflexions qui n'ont peut-être été regardées comme des paradoxes , que parce qu'elles attaquoient l'amour-propre , sont le résultat des observations profondes faites sur les principes & les suites de nos connoissances ; mais il est dangereux de dire aux hommes des vérités humiliantes , & le philosophe dû à la tolérance de son siècle de n'avoir que des contradicteurs. „

Il assure cependant „ que si les sciences ont contribué à corrompre nos mœurs , il ne faut pas rappeler les hommes à leur première ignorance , parce qu'ayant renoncé à leur simplicité native , ils auroient les mêmes besoins qu'ils ont à présent , avec moins de ressources pour les satisfaire ; les mêmes erreurs qui les séduisent , avec moins de secours pour être éclairés. „

Il est certain que le plan de notre éducation & le système social établissent un rapport immédiat entre nos mœurs & nos connoissances , depuis que nous avons substitué à la vertu solitaire de l'homme naturel , la pratique des devoirs relatifs à notre liberté originelle , des loix qui nous obligent aux premiers principes , des vertus secondaires ; l'étude de la morale , la connoissance de la politique , les découvertes du génie , sont devenues utiles , & souvent nécessaires.

Elles ne le sont pas également pour tous les hommes : si la société n'étoit composée que de philosophes & de littérateurs , qui auroit le courage de renoncer aux méditations tranquilles des sciences , & au plaisir flatteur de

communiquer ses découvertes pour se livrer au travail pénible d'un artisan , & à la simplicité uniforme de ses spéculations ?

Ces réflexions suivies qui sont le fruit de la contention d'esprit , ralentiroient l'activité du peuple , si utile à l'économie sociale : heureux dans son ignorance , il n'est pas tenté de mesurer l'intervalle qui le sépare d'avec ceux qui le gouvernent , & s'il les voit occupés de son bonheur , il se console de sa dépendance.

Mais comme les moyens de le rendre heureux exigent des connoissances ; l'examen de ces connoissances est une obligation que s'imposent tous ceux qui se chargent d'une partie de l'administration publique. C'est ainsi qu'ils peuvent faire concourir les sciences au bien général. L'étude n'est point pour eux le résultat d'un choix libre , inspiré par le génie & dirigé par l'amour de la gloire ; mais un devoir essentiel dont le goût & l'insuffisance ne peuvent dispenser.

C'est dans la magistrature , sur-tout , que l'on contracte avec la société ces engagements sévères. Le magistrat occupe un des premiers rangs de la société , & comme la dignité de son état lui donne des droits à la vénération du peuple , il doit l'honorer par ses lumières. Créateur des loix , il doit connoître les relations d'homme à homme ; d'homme à la société ; de la société à lui-même. Exécuteur des loix , il doit connoître leur application , les exceptions particulières ; combien elles

doivent être rares ; comment elles doivent céder au tems , aux mœurs ; comment elles influent sur les préjugés ; comment il faut les rapprocher de leur institution native , quand les révolutions des tems les ont éloignées.

Un magistrat est obligé de savoir les loix générales qui tiennent au droit public des gens ; pour le droit public des gens , il faut qu'il connoisse la politique , qu'il concilie cette politique avec l'intérêt & la justice , & au droit conventionnel ; il faut , pour qu'il connoisse le droit conventionnel , qu'il ait une idée nette de l'histoire & des traités faits , soit à raison des alliances , soit à raison des conventions.

Il est aussi obligé de savoir les loix particulieres , le droit & les coutumes. Dans le droit romain , il doit distinguer les exceptions qui naissent de nos mœurs , les exemples de ces exceptions , les coutumes , leur bizarrerie , leur origine ; les unes adoptées par un peuple qui est entré dans le corps de la monarchie , & a voulu conserver ses loix ; les autres données aux peuples conquis pour assurer leur dépendance ; enfin , il doit connoître la différence de ces coutumes & leur force réciproque.

Pour la connoissance du droit considéré relativement à son rapport avec la littérature , il faut qu'il étudie le droit ecclésiastique , les usurpations de la cour de Rome , les progrès de ces usurpations , leurs causes dans les croisades , la désunion des princes , la division des corps des royaumes , les vices de l'administration , la propriété du

plergé, les moyens de la rendre utile à la société, les bornes que la prudence doit opposer à son avidité.

Il est nécessaire que le magistrat sache respecter son état ; mais son respect pour son état doit être fondé d'abord sur celui que tout homme doit avoir pour lui-même : or, il acquerra cette estime de lui-même en donnant ses loisirs à la littérature ; les sciences lui apprennent à préférer l'estime des hommes aux honneurs qui ne sont le plus souvent que le fruit de l'intrigue ; elles le garantissent de l'avarice en substituant aux petites passions qui ont la cupidité pour germe, l'amour de la gloire ; elles lui font goûter le plaisir pur que l'amour du bien, réduit en pratique, fait sentir à toute ame honnête ; ainsi fut Pichou, ce même homme qui défendit les droits du trône contre l'ambition ultramontaine, se délassoit en enrichissant la littérature ; le public lui doit les ouvrages de jurisprudence qui ont éclairé les magistrats sur les usurpations de la cour de Rome ; les lettres lui doivent l'édition de Phedre ; ainsi fut Montesquieu, politique profond, historien éclairé, littérateur agréable ; il a travaillé pour tous les âges & pour tous les hommes ; ses travaux littéraires instruiront tous les peuples ; ses loisirs serviront à délasser les hommes de goût ; ainsi fut le sage d'Aguesseau, créateur pour ainsi dire des loix criminelles ; ainsi avoient été dans la Grece Demosthenes, le plus éloquent des hommes, & chez les Latins, Cicéron.

C'est cette idée vraie que j'ai toujours eu de mon état,

c'est cette connoissance instructive de mes devoirs qui m'a porté à l'étude des sciences & des lettres, qui m'a fait rechercher des instructions dans mes voyages, dans les plus habiles écrivains, dans le commerce de la société, & qui m'encourage à donner aujourd'hui au public ce foible résidu de mes observations & de mes loisirs. On y verra que j'ai tâché de me conformer le plus souvent à la maxime d'Horace ; *Si vous voulez donner des préceptes, soyez court.* J'y ai sacrifié la parure imposante de la diction à la valeur & au sens des expressions techniques ; enfin j'ai employé un style naïf & simple, afin d'être entendu de tous les lecteurs. Que cet ouvrage soit utile à mes concitoyens ; c'est tout mon but & l'objet de mes vœux.



*Des Postes, Diligences & Messageries.*

**L**A politique des rois de Perse qui vouloient être informés de ce qui se passoit dans tout l'empire, leur fit imaginer d'établir des postillons, afin d'envoyer des ordres plus prompts selon les conjonctures & les besoins des villes éloignées. Les villes assiégées se sont assez souvent servies d'oiseaux ; & l'on dit d'un roi d'Egypte, qu'il avoit une Corneille si bien instruite qu'elle portoit ses lettres où il lui commandoit. Juste Lipse & M. Bochart citent un grand nombre d'exemples de pigeons qui étoient les

messagers ordinaires de ceux qui les avoient apprivoisés. Diodore de Sicile rapporte que dans la Perse outre l'usage des flambeaux qui ne pouvoient servir que de signal , le pays étant presque par-tout interrompu par des vallées & des côteaux ; l'on plaçoit sur ces éminences , & d'espace en espace , de petites tours un peu élevées sur lesquelles on mettoit en faction des hommes pourvus d'une voix extrêmement forte & sonore , qui transportant les nouvelles de l'un à l'autre , les faisoient parvenir dans l'espace de vingt-quatre heures à la distance de trente journées , cela s'appelloit la poste au cri ; mais comme elle ne pouvoit servir qu'aux nouvelles générales , Cyrus ou Xercès , selon Hérodote , établit des couriers & des chevaux de lieu en lieu , & fut le premier instituteur d'une commodité si avantageuse.

Jules César fait mention de l'établissement d'une poste au cri chez les Gaulois.

L'usage des messagers passa des Perses aux Grecs ; ces derniers les nommoient Hémérodromes : suivant le rapport de Suidas , on choisissoit à cet effet des jeunes gens lestes & bons marcheurs. Alexandre le Grand avoit d'excellens coureurs ; entr'autres , un certain Ladar dont on n'appercevoit pas les pas sur le sable ; un autre , nommé Philonis , fit en 9 heures , douze cents stades de Sicyon à Elis. Cornelius Nepos , dit , du fameux Hémérodrome Philippides , qu'il courut en 24 heures , d'Athènes à Lacédémone pour y porter la nouvelle de l'approche des

Perfes , ce qui faisoit une distance de 1240 stades , ou 150 milles romains. Un autre , qui porta à Athenes la nouvelle de la défaite des Perfes , avoit couru avec tant de vitesse , qui ne put dire que ces mots , *nous avons gagné la bataille* , & tomba mort.

Les Romains avoient aussi des coureurs publics. Auguste établit ensuite des chevaux & des chariots pour faciliter les expéditions & pour la commodité de ceux qui voyageoient pour les affaires de la cour ; mais à la décadence de l'empire romain , cet établissement déclina : il n'a repris un peu de vigueur qu'au huitieme siecle , où les Visconti publierent à cet effet plusieurs réglemens utiles. Néanmoins la poste en Italie n'a été véritablement mise sur le pied où elle est actuellement qu'à peu près vers l'an 1579.

Charlemagne établit en France trois postes sur les principales routes : savoir , la route d'Italie , celle d'Allemagne & celle d'Espagne : si l'on en croit quelques auteurs , ce fut en 807<sup>1</sup>, mais à sa mort les divisions de l'état les firent cesser.

Louis XI , d'après les plans de l'Université , remit en vigueur cet établissement & l'étendit. Il ordonna le changement des chevaux de deux en deux lieues pour une plus grande promptitude ; au lieu que les Perfes n'en plaçoient qu'au bout de l'espace de chemin qu'un cheval pouvoit faire par jour , & que Charlemagne , comme on vient de le voir , n'avoit établi que trois postes sur trois différentes routes.

Depuis Louis XI jusqu'à présent tous les rois se sont occupés de l'entretien des postes , & il existe à ce sujet une foule d'ordonnances relatives aux circonstances & à l'intérêt public.

Sous Louis dont le regne fait aujourd'hui le bonheur de la France , les voyageurs ont trouvé de grands avantages dans l'établissement des diligences en postes formé par M. Turgot.

Cet établissement n'existe déjà plus , parce que le mal , hélas ! se trouve presque toujours à côté du bien : on n'a jamais eu une idée plus heureuse que de faire servir les diligences par la poste , à l'exemple de l'Angleterre : aussi cette idée a-t-elle eu le plus grand succès. Le public fut content & les maîtres de poste satisfaits. Tout réussit dans le commencement ; les voitures roulerent à merveille ; les chevaux sembloient avoir des ailes : on ne parloit que de la commodité , de l'ordre & de la célérité des turgotines , nom qu'on avoit donné à ces voitures par un enthousiasme de reconnaissance pour leur auteur.

Peu - à - peu tout a changé , monsieur Turgot n'a pas été plutôt mort ministériellement , que les ressorts de cette grande machine se sont ralentis , & peut-être que sans le zèle de M. Neker ils auroient été dissouts. Ce tuteur des turgotines ayant à son tour quitté ces orphelines , car ainsi on les appelloit alors ; elles ont été presque entièrement abandonnées. Des fermiers incapables , & peut-être trop avides les ont surchargées , écrasées ;

ils les ont prodigieusement grossies , appésanties au point de les transformer en magasins ambulans. Les chevaux de poste tous d'un assez mauvais acabit en France , se sont éreintés à émouvoir & traîner ces masses. Les maîtres de poste furieux de voir ainsi leurs chevaux abimés , ont conspiré la ruine des turgotines ; dès ce moment , ils ne les ont plus vues abordées qu'avec les plus grossières imprécations ; ils ne les ont plus attelées que du rebut de leurs écuries ; enfin , & je l'ai entendu dire à certains d'entr'eux , ils prenoient à tâche de les mal servir pour faire tomber l'entreprise ; aussi en sont-ils venus à bout , & les diligences sont à présent une espece de martyrologe.

Le public a fait une perte réelle & essentielle dans la suppression des turgotines ; mais cette perte heureusement n'est pas irréparable , & c'est pour la réparer que je propose ce plan , où je prouverai premièrement que les voitures publiques peuvent être conduites en poste. Secondement , que pour trois louis d'or , une fois payé par an , chaque individu pourra voyager & parcourir au moyen de cette modique somme , tous les pays de la France qu'il jugera à propos ; troisièmement , enfin que l'état , le public , les maîtres de poste , tout le monde y gagnera. Je m'explique.

Deux choses sont nécessaires à l'établissement des voitures publiques , relativement aux voyageurs ; la célérité & le bon marché. Quant à la célérité , peut-être , pourroit-elle être portée plus loin quelle ne l'est , parce que

beaucoup de stations de poste sont mal montées en chevaux, que les inspecteurs n'y ont pas assez l'œil (a) ; mais cela est assez indifférent à mon sujet. Je ne me propose que d'examiner le prix, savoir, en le répartissant sur un plus grand nombre d'individus de le diminuer pour chaque individu privativement, ou bien en le percevant en masse, de le diminuer également pour tout le monde ; & loin par là, de l'affoiblir pour la caisse nationale, de l'augmenter considérablement, & de procurer à l'état le double avantage de voir les citoyens voyager à très-peu de frais, & le commerce, vraie source de la richesse des royaumes, porté au plus haut point de vigueur & d'activité.

On compte suivant le calcul de M. Neker vingt-quatre millions d'hommes en France. (b) On se persuadera aisément, & c'est une chose certaine que sur ces vingt-quatre millions d'hommes, il y en a au moins deux cents cinquante mille qui voyagent chaque année par les diligences, messageries, coches, &c. lesquels dépensent des sommes considérables pour être ainsi transportés, & dont

---

(a) Un inspecteur arrive chez un maître de poste, on lui fait faire bonne chère, boire du bon vin ; il demande si les chevaux vont bien, ont dit qu'oui : on met les meilleurs sur sa voiture, & il part bien content, comme ces médecins qui disent à leurs malades, vous vous portez bien, buvez de la tisanne, je repasserai demain.

(b) Voyez l'ouvrage sur la législation & le commerce des grains. Chap. VIII. p. 39.

ependant le trésor royal ne reçoit que onze cents mille livres pendant six ans , par les mains des fermiers. Or , si je démontre qu'en exigeant proportionnellement de bien moindres sommes des voyageurs , que le service se fera très-bien , que le commerce gagnera , & que l'état retirera bien au-delà de ces onze cents mille livres , sans contredit , le plan que je propose paroîtra préférable à celui qu'on suit actuellement. Eh bien ! en voici la démonstration.

Que l'on propose un abonnement de 72 liv. par année par personne , & ses malles , paquets , effets , &c. pour voyager dans les voitures publiques par tout le royaume ; c'est-à-dire , par tout où vont à présent ces voitures ; nous avons déjà dit , qu'il y avoit deux cents cinquante mille voyageurs en France , certainement , le modique prix de 72 liv. pour jouir toute l'année de la faculté de voyager , attirera au moins le double de voyageurs.

On pourroit donc compter sur cinq cents mille voyageurs ; eh bien ! ces cinq cents mille hommes payant chacun 72 liv. , fourniroient un produit net de trente-six millions. Voyons maintenant la dépense.

Il y a environ trois cents , tant diligences que guimbardes , fourgons , coches , &c. Je les double : cela fait six cents voitures.

Il faut près de quatre mille chevaux pour le service , & douze cents postillons.

De tout cela , je fais l'affaire unique des maîtres de poste.

Il y a quatorze cents douze maîtres de poste en France, & comme les voitures publiques ne passent pas devant toutes les stations des maîtres de poste, je les fixe au nombre de treize cents, ce qui est certainement encore beaucoup ; mais je porte, tout au plus haut, pour éviter les objections. Je donne vingt mille livres par an à chaque maître de poste, l'un portant l'autre, avec les privilèges ordinaires, brevets, &c. au moyen de cela, je les charge de fournir voitures, maisons, remises, chevaux, écuries, valets & postillons : cela fait au total une dépense de trente millions.

Les maîtres de poste des villes où l'on prend les voitures, fourniront les voitures ; aussi l'état leur donnera une somme plus forte qu'à ceux qui ne fourniront que les chevaux ; voilà aussi pourquoi, pour éviter de se jeter dans des calculs à perte de vue, je distribue entr'eux tous vingt mille livres l'un dans l'autre ; mais on sent assez que ces vingt mille livres doivent être répartis proportionnellement, qu'il y aura des maîtres de poste qui n'auront pas la moitié de cette somme, & que d'autres auront bien davantage, comme celui de Paris, celui de Lyon, &c.

Il y a des postes où, & je le prouverois aisément, le produit des turgotines ne montoit pas par an à quatre mille livres, ainsi il ne s'agit que de saisir à leur égard les proportions, chose qui, comme on le verra par la suite, sera facile à faire.

De

De la patience & de l'attention , & tout ce plan s'éclaircira insensiblement.

Dans chaque ville où il y a un bureau pour les voitures publiques , chaque maître de poste en aura la direction : il aura moins d'embarras que les directeurs actuels , puisqu'il aura très-peu d'argent à recevoir , & aucun à porter en recette , qu'il n'y aura simplement que les noms des voyageurs à inscrire pour fixer les places & les vérifier en cas de besoin , & inscrire aussi les effets , malles , &c. le tout ainsi qu'on le verra plus amplement par la suite.

Il reste six millions sur la recette puisque nous venons de faire l'état de dépense des trente autres millions.

Mais aussi il nous reste la partie des coches d'eau. Je les laisse à la charge du gouvernement , il les fera régir à son compte , où les affermera au rabais. Cet objet peut coûter au plus , tant pour la haute que basse Seine , deux millions , ce qui fait au total trente-deux millions de dépense sur trente-six de recette. Le roi aura donc quatre millions de produit , au lieu de onze cents mille livres ; par-conséquent , deux millions neuf cents mille livres de bénéfice pour une année seule , & pendant six ans , quatre millions , où il ne reçoit rien , puisque les onze cents mille livres que les fermiers lui ont donnés , sont le prix d'un bail de six ans. Enfin , il en tireroit continuellement un lucre bien supérieur à celui qu'il en retire présentement , sans parler du produit des intérêts des trente-six millions

qu'il recevroit comptant à une époque fixe , du produit des effets excédans deux cents livres pesant pour les abonnés , sur tout par les coches d'eau & de celui des effets des personnes qui ne seront pas abonnées.

A l'égard du produit des effets dont le poids excédera cent livres par personnes abonnés dans les diligences ou fourgons , il sera si petit qu'on pourra l'abandonner aux maîtres de poste propriétaires des voitures où ils seront chargés.

A l'égard du produit de ces effets par les coches d'eau , les régisseurs ou les fermiers de ces coches le recevront , & ce sera d'autant à rabattre sur la dépense de cette partie , ou si l'on ne trouve pas les deux millions que j'y ai assignés suffisans , on pourra y réunir ce supplément.

Supposons maintenant que d'après ce nouvel ordre de choses , le roi ne fit aucun bénéfice , ne retirât pas même les onze cents mille livres qu'on lui a remis pour le bail , ce qui fait un petit objet , & qu'on fait qu'il sacrifieroit volontiers pour le bien de l'établissement. Compte-t-on pour peu l'avantage qui résultera pour lui , pour son peuple , relativement au commerce d'un tel établissement. Mais ne précipitons pas les opinions , suivons l'ordre que doit avoir ce plan. Commençons par exposer les conditions de l'abonnement ; nous passerons ensuite aux objections & aux réfutations.



*Conditions de l'abonnement.*

1°. Chaque particulier paiera dans le tems fixé à cet effet 72 liv.

2°. Les caisses d'abonnement s'ouvriront depuis le premier jour de jusqu'au dernier jour de

3°. Les personnes qui ne feront pas abonnées paieront le double du tarif aétuel tant pour les places que pour le poids des effets, & la moitié de ce prix double tournera au profit des maîtres de poste qui l'auront reçu.

4°. Les directeurs qui seront chargés dans différentes villes de recevoir les souscriptions, donneront *gratis* une quittance revêtue de leur signature timbrée aux armes du roi.

5°. Les particuliers abonnés représenteront cette quittance à chaque directeur des bureaux où ils se présenteront pour prendre place ou pour faire placer des effets. Cette quittance contiendra les noms, surnoms, âges, qualités & demeure de ces particuliers ; toutes les fois qu'ils changeront de qualités ou de demeure, ils en préviendront le directeur du bureau qui aura reçu leur souscription, & s'ils ne l'en préviennent, ils seront déchus de leur abonnement. De plus, ils représenteront avec leurs quittances, leur extrait baptismal, ou s'ils sont étrangers, leurs passeports, &c.

6°. Ceux qui se serviroient de la quittance & de l'extrait baptismal, passeport, &c. d'un abonné, ou qui

en fabriqueroient de faux , feroient punis comme fauffaires , & l'abonné qui les auroit prêtés , condamné en la même peine & privé de l'abonnement.

7°. La connoiffance de ces délits fera réfervé aux juges ordinaires.

8°. Celui qui dénonceroit un fauffaire auroit la moitié de l'amende , & l'abonnement d'une année *gratis*.

9°. Les effets des abonnés ne feront placés *gratis* dans les diligences , fourgons ou coches d'eau , que lorsque lesdits abonnés voyageront , & ils ne pourront faire placer que jufqu'à la concurrence de cinquante livres pefant ; le furplus paiera comme à l'ordinaire. Ceux qui ne feront pas abonnés paieront, le double du tarif actuel, le poids des effets jufqu'à ladite concurrence de cinquante livres , & le furplus auffi comme à l'ordinaire.

10°. Le nombre actuel des diligences fera doublé. Les abonnés partiront à leur tour , & fuivant l'ordre des places qu'ils auront retenues , & ils auront toujours la préférence pour les places avant les non-abonnés.

11°. On ne pourra avoir de places dans les voitures de Paris , qu'autant qu'on ira à dix lieues au-delà de de cette ville.

12°. Défense aux postillons de demander des pour boire.

13°. Les maîtres de pofte auront toujours le même nombre de chevaux pour les perfonnes qui voudront



## OBJECTIONS ET RÉPONSES.

## I. O B J E C T I O N .

En exigeant 72 liv. d'abonnement & en imposant la condition que ceux qui ne seront pas abonnés paieront le double du prix des places, c'est établir une servitude, mettre un impôt sur le public.

*Réponse.*

On doit s'attendre à cette objection ; car il y a toujours des censeurs , ou plutôt des boudeurs contre les opérations publiques. Il faut leur répondre par le grand principe que le bien général l'emporte sur le bien particulier , qu'il est certain que le public gagnera à cet établissement-ci , que pour le déterminer, il faut lui faire voir son avantage, lui assurer, pour ainsi dire , son bonheur pour le forcer d'être heureux. Au reste , on ne peut regarder cette condition comme une servitude , un impôt , puisqu'on ne cherche point ici à enrichir le prince aux dépens de son peuple , qu'au contraire on ne cherche que le soulagement & le bien public , qu'on enlève à personne la faculté qu'il a de voyager toujours dans sa propre voiture ; & enfin doit-on compter pour rien la facilité & la rapidité avec lesquelles le commerce circulera dans tout le royaume , & ira recevoir de l'étranger un prompt échange de ses productions ?

## II. O B J E C T I O N.

Il est difficile de croire que cet établissement donne le double de voyageurs, c'est-à-dire, cinq cents mille personnes.

*Réponse.*

En procurant à chaque citoyen la faculté de voyager à si bon compte par-tout le royaume, on aura une foule de souscripteurs, parce que sans contredit une multitude de personnes qui voyagent par nécessité s'empresseront de profiter de cet avantage. Un autre par plaisir ou par caprice, vu la modicité du prix, voudra voyager. Bien des gens dans l'incertitude d'y être obligés par des affaires imprévues; les artisans, les ouvriers qui parcourent à la sueur de leur corps différens pays; les militaires qui sont toujours en mouvement; les prêtres & les moines dont le séjour n'est pas stable; les employés des fermes qui sont souvent déplacés; les particuliers même qui courent la poste à grand frais dans leurs voitures; les étrangers, presque tout le monde enfin voudra souscrire, & les personnes extrêmement riches ou titrées seront sans doute les seules qui ne s'abonneront pas, encore souscriront-elles pour leurs gens d'affaires, & toute leur suite. Il y a plus, quand, comme je le prétends, le nombre des voyageurs ne doubleroit pas, qu'arriveroit-il? qu'on recevroit moins, & qu'on dépenseroit moins; & quand on

n'auroit que le nombre actuel de deux cents cinquante mille personnes , le gouvernement au lieu de trente-six millions de recette , n'en auroit que dix - huit ; au lieu de doubler les diligences & les chevaux , on laisseroit leur nombre tel qu'il est ; par - conséquent , la dépense au lieu d'être de trente-deux millions , ne seroit que de quinze millions : ainsi ou moitié de recette & moitié de dépense , ou les trois-quarts de l'une & de l'autre , ou la totalité des deux , comme je l'ai établi incontestablement ; c'est - à - dire , trente-six millions de recette , non-compris les paiemens des non-abonnés , & trente-deux millions de dépense. Il n'y a pas de réplique à cette réponse.

### III. O B J E C T I O N.

Les mêmes personnes voudront trop souvent voyager , par exemple , un Lyonnais qui ne venoit que trois ou quatre fois par an à Paris , voudra y venir vingt fois.

*Réponse.*

On ne doit pas s'imaginer que tous les abonnés auront la fureur de voyager ; car les gens sensés considéreront qu'il leur en coûtera cher pour le fréquent déplacement , pour les hébergemens , &c. cette dépense forcée mettra toujours un frein à l'ardeur qu'ils pourroient avoir de voyager très-souvent. Au surplus , ils voyageront tant qu'il leur plaira & tant qu'ils trouveront

places dans les voitures publiques ; peu importe , ce fera à ceux qui seront pressés de partir à prendre leurs précautions pour assurer les premiers leurs places. Si on a le double de voyageurs , alors les voitures seront augmentées du double , & ils auront une égale facilité à celle présente. Si l'on n'a que le même nombre , alors il n'y aura pas plus d'embarras qu'à présent.

#### IV. ET DERNIERE OBJECTION.

Il en coûtera des sommes énormes aux maîtres de poste pour fonder cet établissement , augmenter le nombre des voitures , des chevaux & tout ce qui en dépend.

##### *Réponse.*

On ne leur donnera pas de forts appointemens pour rien , & certainement dans le gâteau de trente-six millions , ils feront dans le cas d'avoir tous une bonne part. D'ailleurs ils pourront reprendre les voitures actuelles qui leurs coûteront beaucoup moins qu'elles n'ont coûté d'abord avec les harnois , &c. s'ils n'en veulent point , ils en feront faire : voilà aussi pourquoi j'ai dit qu'on paieroit six mois d'avance , en donnant caution , c'est-à-dire , aussi-tôt la clôture des abonnemens. Ils feront faire ces voitures comme ils voudront , plus légères , rondes ou quarrées ; ils fourniront aussi des chevaux comme ils voudront ; leur mettront , s'ils jugent à propos , des colliers comme cela se pratique dans les

postes d'Angleterre , pourvu que le service se fasse bien , le reste fera leur affaire (a). Pour alléger les voitures , ils pourront avoir des fourgons ; en un mot , ils prendront des arrangemens entr'eux pour que leurs chevaux ne reviennent pas à vuide , ce qui fera un grand avantage ; car il est prouvé que les chevaux de poste en France , font autant de chemin à vuide qu'ils en font étant chargés ; j'observerai de plus , qu'on doit convenir

---

(a) Des compagnies ainsi qu'en Angleterre pourront entreprendre les postes de différentes routes. Dans l'Angleterre de dix-huit mille en dix-huit mille , c'est-à-dire , de six lieues en six lieues , il y a des relais de quatre chevaux pour des berlines à six , & le bagage qui tient dans un panier derriere , & sur le devant , dans une espece de cofre , dessous le siege du cocher. Les chevaux renforcés par des colliers , font quatre lieues par heure. Sur l'impériale de cette voiture , on reçoit quatre personnes qui paient moitié , & qui sont à leur aise , au moyen de tringles de fer en forme de balcon qui regne dans les pourtours. Trois personnes sur le derriere , trois sur le devant & quelquefois deux sur le siege du cocher , font quatorze personnes : il en coûte dix-sept schelins pour faire vingt-cinq lieues , ce n'est que la moitié à-peu-près du prix des postes de France. Il y a en outre une diligence qui va également en poste , mais à jour & heure fixe , & il en coûte vingt-un schelings pour vingt-cinq lieues : elle est attelée de deux chevaux , & ne contient que quatre personnes dedans & quatre sur l'impérial. Ce sont différentes compagnies qui se chargent des postes , & qui ont de six lieues en six lieues un hôtelier qui fournit les chevaux & la nourriture des voyageurs. On ne connoit point de privileges ; les aubergistes sont intéressés avec les compagnies. La concurrence y fait tout , c'est celui qui offre le meilleur marché qui a la préférence.

que la partie des voitures sera beaucoup mieux dans leurs mains , ou celles de leurs compagnies , puisqu'ils s'y connoissent , & que c'est leur métier , que dans celles de régisseurs & de fermiers , qui ne sont pas dans le cas de s'y connoître , & qui ne peuvent qu'être dupes ; ce qui est démontré la plupart du tems par l'expérience.

*Conclusion.*

Je crois avoir rempli la tâche que je me suis imposé ; j'ai cherché à démontrer un avantage inestimable pour la nation , dans une nouvelle administration des diligences. Pour rendre ce plan plus simple , plus clair & facile à saisir , je l'ai dégagé de quelques petits détails ; mais le bon sens & les lumières des lecteurs y suppléeront. Enfin , je pense qu'en attendant , que sur des chars volans on dépêche les hommes dans la région des cieux , on ne peut se servir de moyens plus commodes & plus prompts pour les faire voyager humblement sur la terre & sur l'eau.



*Des abus pernicieux qui regnent dans le commerce des cires en France , & les moyens de réformer ces abus.*

**D**ANS un tems où des hommes voués au bien public , où des ministres éclairés , où un roi plein de bonté pour ses sujets , s'empressent de travailler au bonheur

de la nation , en ranimant par une sage administration toutes les forces des finances & du commerce ; une des branches du commerce aussi essentielle que l'est celle des cires , pourroit - elle échapper à leurs regards vigilans ? Non , sans doute , & c'est dans cette heureuse confiance que nous osons présenter nos réflexions à ce sujet. Premièrement nous ferons voir que les abus qui s'introduisent tous les jours dans le commerce des cires en entraînent la décadence , causent le dépérissement des insectes qui forment la cire , privent la France d'un bien précieux , & la forcent d'acheter à grand frais à l'étranger ce même bien qu'elle pourroit si facilement se procurer (a) ; en second lieu , nous tâcherons d'indiquer les remèdes convenables à ces abus & de démontrer qu'en donnant un encouragement salutaire à cette partie du commerce , elle se ranimera promptement , & que par-là , la France s'enrichira en conservant tout l'argent qu'elle fait passer dans des mains étrangères.

---

(a) Nous tirons beaucoup de cire de Barbarie , de Smirne , de Constantinople , & sur-tout des pays du Nord , où les mouches à miel sont très-multipliées. On estime la consommation qui se fait en France de cire étrangère à plus d'un million de livres pesant.



## P R E M I E R O B J E T .

*Des abus.*

L'avarice cruelle des marchands de cire & de miel est cause de la destruction de la plupart des abeilles. En effet, il est reconnu que dans l'arrière saison, ces marchands vont dans toutes les campagnes acheter des ruches, & font aussi-tôt mourir toutes les abeilles par le moyen d'une mèche soufrée qu'ils introduisent toute allumée dans la ruche pour en retirer toute la cire & le miel que les mouches avoient amassé pour se substantier l'hiver, tandis que ces ruches produiroient dans le printems au moins le double; & qu'ainsi en continuant d'année en année, la multiplication de ces insectes iroit à l'infini; mais l'avidité que ces propriétaires ont de recevoir sur-le-champ le prix d'une ruche, leur fait renoncer à l'espoir d'en avoir un plus grand prix l'année suivante. Pour s'en convaincre & pour prouver la vérité de ce que nous avançons, il suffit de rapporter ce que dit à ce sujet un auteur estimé.

Chomel dans son dictionnaire économique s'exprime ainsi: "on cherche envain à justifier les procédés malhabiles & cruels qui ne font que trop fréquemment employés contre les abeilles. Tantôt on dit qu'on ne fait périr que de vieilles mouches, de qui il n'y a plus à attendre d'essaims, & qui consommeroient pendant l'hiver une grande partie du miel qu'elles ont amassé;

mais une ruche formant une succession habituelle de vivans & de mourans , on ne peut jamais dire exactement que toutes les abeilles qui la composent , soient incapables de fournir une nouvelle génération ; d'ailleurs , en convenant qu'elles consommeroient la plus grande partie de leur miel , ou même sa totalité si l'on veut ; car après tout , elles ne l'ont amassé que pour elles ; pourquoi ne pas se contenter d'en retrancher une portion en différentes années & en différentes saisons de la même année , au lieu de vouloir tout enlever à la fois ? On se porte à soi-même un préjudice notable en se privant de ces utiles insectes. Aussi parle-t-on d'une loi de Toscane , qui défend sous peine de punition , de faire ainsi mourir les abeilles. Il y a long-tems que le bien public fait hautement des plaintes sur un abus si commun parmi nous. „

M. Valmont de Bomare , directeur du cabinet d'histoire naturelle de S. A. le prince de Condé , s'exprime ainsi dans son dictionnaire : “ les abeilles font une branche de l'économie rustique , branche d'autant plus précieuse qu'elle est à portée des gens les plus pauvres , & qu'elle ne demande ni labours , ni engrais , ni bétail ; c'est dans ce genre qu'il est exactement vrai qu'on recueille sans semer : on doit donc déraciner autant qu'on le peut , le préjugé des payfans sur cet objet ; savoir , qu'on gagne plus à faire périr les abeilles qu'à les conserver. Combien , ajoute-t-il ? combien entendent peu

leurs intérêts ceux qui , pour recueillir le miel & la cire , font périr les mouches par la vapeur du soufre ! Cette coutume condamnable est adoptée dans bien des pays ; elle devrait être défendue , comme on dit qu'elle l'est en Toscane , on sauveroit chaque année un grand nombre de ruches , & l'on parviendroit à les multiplier beaucoup dans le royaume , où il ne sauroit y en avoir trop. „

Tout confirme le sentiment de ces deux auteurs. L'expérience prouve qu'au lieu de faire mourir les abeilles dans l'arrière saison pour avoir tout leur miel & leur cire , on peut les tirer de plusieurs façons , qu'à la fin de mars , on peut leur retrancher moitié de la cire & du miel en coupant en - dedans la moitié de la ruche depuis le bas jusqu'en haut , & que l'année suivante on peut leur prendre la moitié qu'on a laissé pour renouveler ; enfin , que cela n'empêche pas que la ruche ne donne un essaim nouveau en mai ou en juin suivans.

Il est encore d'autres manières d'extraire le miel sans faire mourir les abeilles : plusieurs ouvrages sur les insectes les démontrent assez ; ainsi nous pouvons nous dispenser d'en parler.

Bien des gens livrés aux soins de l'agriculture & de l'économie rurale , si livreroient encore avec plus d'ardeur & d'utilité , si le gouvernement secondoit tous leurs efforts. Il est dans les campagnes quantité d'habitans

qui entretiendroient un grand nombre de ruches, si la situation du pays qu'ils habitent étoit favorable pour cela. S'il étoit environné de prairies émaillées de fleurs, entrecoupées de petits ruisseaux, de bois, de plaines couvertes de farrazin, de fainfoin, de luzerne, &c. ou si ce pays étoit abondant en thin, rosiers à fleurs simples, lavandes, jasmins, jonquilles, marjolaines, mellisses, mélilots, sauges, origans, serpolet, romarin, genêts & autres herbes odoriférantes & balsamiques, telles qu'on en voit sur les côteaux du Roussillon & la montagne de Clapé auprès de Narbonne, & qui, à défaut de ces avantages, les transporteroient dans d'autres pays où ils les trouveroient, si on leur permettoit gratuitement, s'ils y étoient particulièrement autorisés; mais faute de tout cela, ils n'élèvent point d'abeilles, ils sont privés d'une aïssance que des essaims leurs procu-  
reroient (a). Delà, la France manque de cire & de

---

(a) Un évêque faisant la visite de son diocèse, alla demander à dîner à un curé, à portion congrue, & lui recommanda d'épargner la dépense. Le curé promit, mais ne tint pas, car il donna un repas splendide à monseigneur. Sa grandeur ne put revenir de sa surprise, & fit des reproches au curé, lui représentant qu'il étoit fou de tant se constituer en frais, que sa portion congrue ne lui permettoit pas, & qu'il alloit la manger en un jour. — Monseigneur, que votre grandeur veuille bien ne pas en être inquiète, tout ce qu'elle voit ne prend rien sur le revenu de ma cure, que je donne tout entier aux pauvres. — Mais vous avez donc du bien de patrimoine? — Non, monseigneur. — C'est inconcevable. Comment faites-vous donc? —

— niel,

miel, & elle est obligée de la payer très-cher à l'étranger; tandis qu'elle pourroit en avoir assez pour sa consommation, & même en vendre à ses voisins. Delà des plaintes continuelles contre la cherté, & les mal-façons de la bougie; delà il se fait une consommation beaucoup plus grande qu'elle ne devroit l'être de chandelle infecte, mal-saine, nuisible à la vue, & si nuisible que jamais on n'a tant fait usage de lorgnettes qu'à présent.

On a déjà reconnu les abus funestes qu'avoit occasionnés la taille de deux sols au moins qu'on avoit mis sur chaque panier de mouches à miel : aussi tous ceux qui ont traité de l'économie rurale, ont généralement dit, que l'imposition connue sous le nom de taille, a fait

---

J'ai ici un petit couvent de jeunes pucelles qui ont soin de moi, & ne me laissent manquer de rien. --- Quoi, vous avez un couvent? Je n'en connois point en ce lieu. Tout cela est très-singulier & même suspect, monsieur le curé. --- Monseigneur, vous voulez rire. --- Mais quoi? je veux savoir cette énigme, voir ce couvent, absolument je veux le voir? --- Après le dîner votre grandeur le verra, & elle en sera contente.

Effectivement, après le dîner le curé conduisit le prélat dans un vaste enclos couvert de paniers de mouches à miel, & lui dit, monseigneur, voilà le petit couvent qui nous a donné à dîner; il me procure tous les ans 1800 liv. avec lesquels je vis & reçois bien les honnêtes gens qui me viennent voir. Qu'on juge de l'étonnement & de la satisfaction de l'évêque! Quelques tems après, de retour dans son palais, plusieurs curés à portion congrue allèrent lui faire la cour pour obtenir de meilleures cures : il leur cita l'exemple de ce curé, en s'écriant, ayez des mouches, ayez des mouches.

périr en France ces utiles insectes : on les a exécutés ; vendus & souffrés hors de saison. Pour emporter les ruches en sûreté, les huissiers & fergens ont brûlés les mouches. Le gouvernement attentif au bien public a levé cette imposition de taille : il faut espérer qu'il levera tous les autres obstacles. J'ai parlé des abus qui , à cet égard, sont à réformer. Je vais en proposer les moyens.

### I I. O B J E T.

#### *Remedes aux abus.*

Tout commerce qui est encouragé par le gouvernement, est presque toujours florissant. Le commerce de la cire & du miel, ne paroît pas jusqu'à présent avoir reçu assez d'encouragement ; par - conséquent, il n'est pas étonnant qu'il languisse ; j'ai démontré que l'on détrui-soit l'espece de l'insecte qui distille le miel. Pour réformer un abus si funeste, il seroit à desirer qu'il plût au roi de donner une loi qui fit défense à toutes personnes de faire mourir des abeilles de telle façon que ce puisse être, sous les peines que Sa Majesté ordonneroit. En empêchant la destruction de ces insectes, leur multiplication sera immanquable, & l'on en verra en aussi grande quantité en France, qu'autrefois où le nombre en étoit si considérable, que les princes ont fait des loix pour leur conduite : témoin ce qu'en disent les coutumes, entr'autres celles d'Anjou & du Maine. (a)

---

(a) On voit dans Plutarque que le sage législateur Solon, fit aussi des loix à ce sujet pour Lacédémone.

Secondement , pour mettre à portée la plupart des habitans de la campagne d'établir des ruches , il seroit nécessaire de les autoriser à les transporter auprès des prairies , bois & champs de farrazins , quoi qu'autre part que dans leurs pays & leur paroisse , sous la garde gratuite des merceilliers des lieux , en proportionnant le nombre des ruches à la quantité de nourriture que peut fournir un canton , afin qu'on ne place pas cent ruches dans un lieu qui n'en peut tenir que cinquante , en plaçant les paniers dans les endroits propres , comme les terres en jachere ou en friche ; en un mot , de maniere qu'ils ne puissent nuire à la culture , ni aux voyageurs , ce qui seroit réglé par le syndic ou procureur fiscal , ou tel autre qu'on choisiroit pour cette manutention , ( le privilege des propriétaires toutes fois réservé pour toute la quantité de paniers qu'ils voudroient mettre sur leurs terres ) ; enfin en faisant par lesdits possesseurs de mouches leur déclaration au greffe du lieu , le tout avec défense , à qui que ce soit , d'y porter aucun trouble , à peine d'amende envers Sa Majesté & lesdits possesseurs , & plus forte punition si le cas y échoit.

Il résultera de là un bien général ; la plupart des pays n'ayant qu'une saison , & parce que , par ce transport ils profiteroient des deux saisons ; le printems pour les prés & les bois ; l'automne , pour les farrazins. L'avantage seroit réciproque ; au printems , on ameneroit des pays secs les mouches aux prés & aux bois ; au

contraire , ceux des pays de prés & de bois feroient conduire leurs mouches dans les pays secs aux farrazins pour en recevoir la pousière des étamines qui entre dans la composition du miel & de la cire , ce qui ne pourroit jamais porter aucun préjudice aux plantes.

On dira peut-être que leur translation causeroit trop d'embarras & de risque. Je réponds par la négative ; en effet , comme l'observe M. de Bomare , " il est très-possible de les conduire par eau ou dans des charrettes. Aussi a-t-on vu & voit-on encore en France dans le Gâtinois , un économe intelligent faire transporter ses ruches en charrettes , après la récolte du fainfoin , dans les plaines de Beauce , où abonde le mélilot ; puis en Sologne , où la campagne est couverte de farrazin fleuri jusques vers la fin de septembre. La plupart des habitans de ce pays , font maintenant dans l'usage d'imiter cet économe , & de faire en petit , ce qu'il fait en grand. On fait que le profit que l'on retire des abeilles de ce pays-là , avec de pareils soins , est très-considérable ; car ils retirent d'un bon panier soixante à soixante & dix livres de miel , & deux livres un quart & demi de cire. Voilà , à l'aide de l'industrie humaine des récoltes surprenantes ! Quelle en est la source , c'est le transport des ruches dans les différens pays , suivant les différentes saisons. „

Il est vrai de dire , que ces gens , ou obtiennent facilement , ou achètent à bon marché la faculté de trans-

férier leurs paniers dans la Beauce , la Sologne , &c. & que des habitans d'autres campagnes ne peuvent obtenir cette faculté des propriétaires de terre , ou ne peuvent l'acquérir ; voilà pourquoi je sollicite pour eux cette permission gratuite.

Troisièmement , pour encourager ce genre de commerce , il seroit à propos de favoriser les particuliers qui auroient des ruches , en leur accordant pendant quelques années cinq sols , ou plus ou moins de diminution de taille par ruches. Par ce moyen , tous les habitans des campagnes , s'empresseront d'en avoir , & lorsqu'on leur retireroit cette faveur , l'expérience leur auroit trop bien fait connoître l'intérêt qu'il y a d'élever des abeilles pour jamais y renoncer.

M. Feydeau de Brou , intendant de Rouen , a rendu une ordonnance en 1757 , qui diminueoit , supprimeoit même , s'il étoit nécessaire , la capitation de quiconque , auroit dix ruches garnies de mouches au mois d'avril de chaque année , taxoit outre cela d'office à la taille les possesseurs de vingt-cinq ruches , & déclaroit expressément que ces diminutions d'impôts ne seroient point rejetées sur d'autres habitans ; mais qu'elles passeroient en décharge dans les comptes des receveurs.

La sagesse de cette ordonnance se fait trop bien sentir pour que nous y ajoutions quelques réflexions.

La société établie à Londres depuis 1753 , pour le progrès des arts &c. , a proposé en 1764 , des médailles

d'or & d'argent , & des récompenses pécuniaires proportionnées au nombre de ruches bien garnies de mouches vivantes ; que chacun de ceux qui se présenteront en 1764 , 1765 & 1766 , possédera provenant de ses soins annuels pour les multiplier & faire prospérer , ces récompenses vont jusqu'à quatre-vingt livres sterlings pour quatre cents ruches.

Nous pourrions citer encore plusieurs loix , plusieurs exemples ; mais ce seroit surcharger ce mémoire & fatiguer trop long-tems l'attention des lecteurs.



*Reffources pour les tems de guerre.*

**J'**OUVRE un emprunt viager sur une & deux têtes. Je laisse l'évaluation de l'intérêt & le *quantum* de l'emprunt à fixer ; cela dépend des besoins de l'état & de la prudence du conseil. Tout ce que je puis dire à cet égard , c'est que ce plan peut faire au moins la base d'un emprunt de cent millions.

J'expose que Sa Majesté s'est fait rendre compte de l'état des sommes qui lui restent pour soutenir la guerre ; qu'elle a vu avec peine , qu'il ne s'en trouvoit pas dans son trésor autant que les besoins de l'état paroissent l'exiger : que pour s'en procurer , elle recherche les moyens les plus doux pour son peuple ; qu'en conséquence , elle a pensé qu'il lui étoit plus avantageux , ainsi qu'à ces sujets , d'établir un nouvel emprunt viager.

Que voulant donner une marque particuliere de son affection à ceux de ses sujets qui concoureront à remplir cet emprunt, & qui par la, lui éviteront la fâcheuse nécessité de fixer de nouveaux impôts : elle se détermine avec plaisir à reconnoître leur zele & leur dévouement pour la patrie, de la maniere la plus éclatante, &c.

Je dis que celui qui prêtera vingt mille livres, outre l'intérêt de son argent qui sera à huit ou neuf pour cent sur une tête à sept ou huit sur deux têtes, ainsi qu'on le jugera à propos, jouira aussi-tôt des privileges de la noblesse, lui & la personne sur la tête de laquelle il aura conjointement placé.

Celui qui en prêtera quarante, jouira aussi-tôt des privileges de la noblesse ; je ne répéterai pas ici, ni par la suite, que la personne associée aura le même avantage. Cela s'entend.

Celui qui en prêtera quatre-vingt, jouira des privileges de la noblesse, & dans dix ans, de la noblesse personnelle.

Celui qui en prêtera cent cinquante, jouira de la noblesse personnelle, & dans vingt ans, de la noblesse transmissible.

Celui qui en prêtera deux cents, jouira de la noblesse personnelle, & dans dix ans, de la noblesse transmissible.

Celui qui prêtera trois cents mille livres, jouira aussi-tôt de la noblesse transmissible.

Enfin, que ceux qui posséteroient des états dérogeans

à la noblesse, aux époques où ils se trouveroient devoir jouir de celle personnelle, ou de celle transmissible, feroient tenus de les quitter.

*Résumé.*

L'état a toujours besoin d'argent pour alimenter une guerre. Il n'y a que trois moyens pour s'en procurer, ou de créer des offices, ou d'établir des impôts, ou de faire des emprunts.

Quant à une création d'office, elle ne peut être heureuse, lorsqu'elle est voisine de suppressions en tout genre.

Quant aux impôts, règle générale, c'est moins en tems de guerre que dans des tems d'aisance & d'abondance, en un mot, dans des tems de paix, qu'ils doivent être établis; sur-tout, lorsqu'il s'agit d'une guerre de la nature de celle dont nous sortons, d'une guerre sur mer, & pour tout dire, d'une guerre de commerce.

Or, les émigrations, le défaut de circulation d'espèces, l'interception du commerce extérieur, la stagnation du commerce intérieur produisent pour le peuple, les mêmes effets que ceux de l'impôt le plus lourd. Ajouter à cette sorte d'impôt, l'impôt même le plus léger, c'est le surcharger, & cette surcharge est aussi préjudiciable au souverain qu'à ses peuples. Les sujets sont pour le prince des brebis couvertes d'une toison d'or dont il se prive bientôt, & sans ressource, s'il les fait écorcher.

Voilà pourquoi l'Angleterre, cette puissance si fière de la cause qui devient aujourd'hui l'effet de son humiliation, qui n'a presque d'autres ressources que dans les subsides énormes qu'elle arrache, pour ainsi dire, de ses propres entrailles (a), ne peut manquer de s'affaïsser, & je pourrais dire, de se dissoudre, parce qu'elle supporte deux terribles impôts, celui résultant du tort prodigieux que lui a fait & lui cause encore l'inaction de son commerce : tort qu'on ne peut mieux comparer qu'à un impôt, & l'impôt réel & exorbitant qu'elle fait peser sur le peuple.

Eh ! qui la réduite à ces dures extrémités ; c'est parce que la plupart de ses sujets sont commerçans, que les emprunts qu'elle pourroit ouvrir n'auroient pas de succès au milieu d'une classe d'hommes intéressés à ne distribuer son numéraire que dans le négoce, ou seroient trop chers ; qu'enfin, il ne lui est guère possible d'attirer d'argent par les emprunts, que des étrangers, encore en petite quantité, & par l'appas perfide d'un intérêt forcé.

A l'égard des emprunts, sur-tout des emprunts étrangers, c'est donc la plus forte ressource qui reste à la

---

(a) L'Angleterre n'a effectivement d'autres ressources que dans les subsides, les emprunts lui étant trop coûteux, que d'ailleurs ses sujets ne lui prêtent que des marchandises qu'ils lui font payer le double. Aussi nous a-t-elle appris par la voie des gazettes, que treize millions qu'elle avoit emprunté de cette manière, lui en coûtoient vingt-deux.

France (a). Il est vrai qu'elle vient d'en faire un grand nombre , & qu'en suivant la route ordinaire , elle ne réussiroit pas facilement à en faire de nouveaux. Mais aussi je prétends avec la plus grande assurance que le moyen que je propose , seroit un des plus propres à employer pour remplir promptement un emprunt dans la conjoncture embarrassante & pressante d'une guerre , & peut-être cette malheureuse circonstance n'est-elle que trop près.

Envain me dira-t-on que les bourses , à force d'avoir prêté , sont épuisées : je répondrai qu'il n'y a que les bourses des étrangers & celles de Paris , qui se soient ouvertes pour ces emprunts. Que les provinces n'y ont presque rien fourni , & que mon système fera ouvrir à leur tour leurs bourses , & encore celle de Paris. Quant aux étrangers , je n'admets point leurs prêts , ils me paroissent plus défavantageux que favorables. En effet , un étranger place à nos emprunts , parce qu'il y retire un intérêt plus fort que celui qu'on lui donneroit dans son pays ; il s'enrichit ainsi avec nous , & acquiert des forces qui ne peuvent que trop nous être nuisibles.

On m'objectera peut-être que je prodigue trop la noblesse , & que cette prodigalité produisant un avantage momentané à l'état , pourra lui faire tort par la suite. Je réponds d'abord , que la noblesse a été de tout

---

(a) On ne sauroit trop cependant épargner les emprunts viagers sur plusieurs têtes , car autant celui sur une seule tête est avantageux à l'état , autant ceux-là lui sont onéreux.

tems en France, la récompense de la fidélité, du dévouement & des bonnes actions : or , quel meilleur acte de fidélité , de dévouement ; quelle meilleure action que celle de prêter de l'argent à son prince dans un besoin pressant , à un intérêt modique , & par là , de détourner les impôts menaçans de dessus la tête de ses concitoyens ? Je dirai , en outre , que peu de personnes atteindront le but marqué pour jouir de la noblesse transmissible , que d'autres en grand nombre seront long-tems à parvenir à celui de la noblesse personnelle , & pourront même être arrêtés par la mort , & que cette sorte de noblesse , ainsi que les privileges qui y sont attachés ne sont pas beaucoup à ménager , puisque l'une & les autres ne sont que viagers. J'ajouterai qu'on vient de supprimer une multitude de charges dans la maison du roi , qui avoient été créés vraisemblablement dans de pareilles circonstances , que ceux qui en étoient pourvus , jouissoient des mêmes privileges à un prix plus avantageux pour eux , & que cette opération-ci pourra remplacer celle-là plus utilement.

On m'opposera peut-être encore que ce système fera renchérir les biens fonds : cela ne peut pas être ; car dans ce moment-ci , il y en a plus à vendre que jamais ; il y a même jusqu'à dix mille terres à vendre aujourd'hui , c'est un fait certain ; mais en supposant que ce furenchériffement aie lieu , dans un état où la plupart des impôts frappent sur la glebe , la cherté des biens fonds , est plutôt un bien qu'un mal.

Enfin , si l'on trouvoit que j'ai fixé trop haut ou trop bas mes sommes , trop avancé ou reculé les époques pour les privilèges & les deux sortes de noblesse , rien n'est plus facile que de les changer. C'est une échelle dont on peut aisément approcher ou éloigner les échelons.



*Moyens pour payer facilement & promptement les dettes de l'état.*

**L**A dépense pour la perception des revenus de l'état excède ces revenus de plus du double , ainsi si le prince a quatre cents millions de rente , on en tire à-peu-près neuf cents du peuple , & l'état est toujours dans la disette d'argent , & il est toujours endetté , & l'on veut payer ses dettes ! Je ne suis pas étonné que depuis que l'on s'occupe de cette libération , on n'y aie pas réussi ; la raison , c'est que tant que les finances seront ainsi administrées , cette libération sera impraticable. Pour moi , je soutiens avec confiance que pour y parvenir , il n'y a pas d'autres moyens que de réformer cette administration.

Voici en deux mots l'opération qu'il y auroit à faire à cet égard.

Le prince reçoit quatre cents millions , le peuple en donne neuf cents ; par-conséquent , il y en a cinq cents de perdus pour le prince & pour le peuple.

Il ne doit certainement pas en coûter cinq cents

millions pour en payer & en percevoir quatre cents.

Or, il faudroit diminuer les frais de cette perception, & assurément avec de l'ordre, de l'économie & de l'intelligence, elle pourroit se faire au plus pour quatre cents millions. Alors on tireroit toujours du peuple les mêmes cinq cents millions qu'il est habitué à payer pour les frais de perception; mais les cent millions excédant les quatre cents fixés pour ces frais, feroient versés dans une caisse d'épargne, uniquement destinée à cet objet.

Le prince ne conteroit toujours que sur quatre cents millions de revenus, & si des besoins extraordinaires survenoient, il ne faudroit nullement toucher à cette caisse, mais faire comme si elle n'existoit point, ouvrir des emprunts ou créer des impôts, & les abolir lorsque le tems des besoins seroit passé.

En maintenant ainsi cette caisse, les cent millions qui y feroient versés chaque année, produiroient au bout de vingt ans, y compris les intérêts, deux milliards cent millions.

Il est prouvé que l'entretien de la maison du roi, des troupes, &c. coûte le double de ce qu'il devoit coûter à cause du crédit que l'on prend en son nom pour payer. Lorsqu'on paiera toutes les acquisitions pour la cour comptant, ou au plus tard, au bout de trois mois; les acquisitions seront toujours les mêmes, & la dépense se trouvera diminué de moitié: or donc sur

les quatre cents millions de revenu du roi , on pourra encore en verser cent tous les ans dans la caisse , qui , réunis aux autres cent millions ci-dessus , produiroient au bout de vingt ans , un capital de quatre milliards deux cents millions. A cette époque , l'état pourra éteindre ses dettes ; ensuite il pourra réserver encore tous les ans cent millions dans la caisse d'épargne pour les besoins extraordinaires ; & à l'égard des autres cent millions , les remettre au peuple en diminuant les impôts jusqu'à concurrence de cette somme : enfin à cette époque , la France sera la plus heureuse , la plus riche , & la plus puissante de toutes les nations de l'Europe.



*De la taille & autres impositions.*

LA taille fut levée pour la première fois par St. Louis en faveur des Croisades ; mais elle ne fut alors , de même que long-tems après , qu'une imposition extraordinaire. Elle prit sous Charles VI , le nom qu'elle porte encore aujourd'hui , parce que les payfans ne sachant pas écrire , marquoient sur une taille de bois , ce qu'ils recevoient pour cette imposition. Elles furent rendues ordinaires & perpétuelles sous Charles VII , mais elles étoient alors si peu considérables , que c'étoit à qui en paieroit davantage. Louis XI les fit monter jusqu'à quatre millions sept cents mille livres. Sous Charles

VIII , elles furent diminuées : elles augmentèrent sous François I , & Henri II ne les trouvant pas encore assez fortes , impoſa le taillon par forme de crue , pour payer la gendarmerie. Sous les regnes ſuivans , les tailles ont augmentées à proportion de toutes les autres impoſitions.

Autrefois les élus étoient chargés de l'opération du département ; c'eſt celle par laquelle on répartit entre les paroiffes ou les communautés , la ſomme qui doit être perçue ſur une élection : ils étoient alors afféeurs généraux de la province ; mais l'adminiſtration ou plutôt les intendans en ont pris de l'ombrage , & ils ont tant faits qu'ils ſe ſont rendus les chefs , les préſidens de ce département. L'on a privé inſenſiblement les élus de leur voix délibérative , & tous ceux qui ont droit d'aſſiſter à l'aſſemblée ; enfin , on ne voulut plus qu'ils fuſſent à quel taux pouvoit monter le total de l'impoſition. On imagina de faire deux brevets de taille , l'un , qui fut oſtenſible & porté devant eux ; l'autre , qui reſta ſecret , & dont le ſeul intendant fit la répartition dans ſon cabinet. C'eſt dans le premier qu'eſt compris le principal de la taille qui ne varie jamais , dit-on , & ſur lequel il eſt par - conſéquent inutile de conſulter la province , & l'on réſerve pour le ſecond , les acceſſoires trop variables , au contraire , trop momentanés , trop urgens pour ſubir les lenteurs de l'enrégiftrement.

Ces obſervations ſe trouvent plus étendues dans un

ouvrage moderne , qui traite favamment de cette matiere. Le premier brevet de la taille fixe dans la province de... , y est-il dit , “ monte à une somme de 40,107,239 liv. 16 f. 1 den. ; & les acceffoires compris fous la dénomination du fecond brevet , monte à 21,571,050 livres 5 f. 7 den. , brevet qu'on appelle énergiqument le brevet militaire pour caractériser fa dûreté , &c. L'auteur conclut que les acceffoires font élevés à plus de moitié de principale ; & il ajoute qu'il y a des provinces où ils l'égalent , que par exemple , à Châlons-sur-Marne , on voit que le premier brevet est de 1,783,250 livres 18 f. , & le fecond de 1,357,350 liv. 3 f. 6 d. , c'est-à-dire , comme de 9 à 7 feulement ; enfin , il explique la caufe de cette différence.

C'est parce que l'intendant de Champagne a voulu avoir une brillante falle de comédie , de belles promenades , un hôtel fuperbe , ou plutôt un palais (a) , qu'il a defiré en rendre les avenues magnifiques par des rues alignées , fpacieufes , & qu'il a fallu bouleverfer toute la ville pour fatisfaire fes fantailies difpendieufes , qu'il s'eft trouvé en crédit , & a obtenu tout ce qu'il a demandé , & le tout aux dépens de la pauvre province qu'il enrichit de monumens , & ruine dans fon commerce & fon agriculture. „

---

(a) Il ne l'habite même que très-peu , étant les trois-quarts du tems à Paris , ou à la terre de fon fecrétaire M. G\*\*\*\*\* , écuyer , trésorier de France , &c.

Je ne fais pas si c'est par un esprit d'animosité que l'auteur s'est permis de faire un examen aussi piquant de la conduite de cet intendant. Tout ce que je fais, c'est que le mercredi 9 août 1769, le procureur général de la cour-des-aides de Paris, a rendu plainte des abus commis par cet intendant de Champagne, & dont toute la province se plaignoit relativement aux frais énormes qu'on faisoit supporter aux contribuables pour la confection des rôles par commissaires, en contravention à la déclaration du roi de 1768, frais qui montoient pour la seule élection de Châlons à 120000 liv., & pour l'élection de Sainte-Menehould à 72000 liv., indépendamment des faux frais, allées & venues que ces rôles par commissaires occasionnoient aux taillables. Cette plainte s'est assoupie... ô loix ! ô loix !

Quelle est donc le Sully qui dira au pere du peuple ; Sire, voilà comme votre autorité est compromise ; voilà l'abus. Par malheur il ne s'en est pas encore trouvé qui soit resté assez long-tems en place pour faire connoître le mal, le réprimer aussi-tôt, & en faire punir les auteurs.

On ne peut pas reprocher à la cour-des-aides de Paris, de n'avoir pas réclamé contre ces abus : car voici ce qu'on lit à ce sujet dans ses remontrances : " Le second brevet appelé militaire n'est point rapporté au département, il n'y en est pas parlé, il est réparti par l'autorité la plus mystérieuse, comme la plus arbitraire. C'est dans le cabinet de l'intendant que se fait cette répartition. Il en

étoit déjà le maître puisque personne n'avoit voix délibérative au département. Mais les trésoriers de France & les officiers des élections avoient le droit de représenter ; & des représentations faites avec une sorte de publicité , gênent toujours celui qui voudroit commettre une injustice. On a voulu les affranchir de cette gêne. Une opération qui ne tend qu'à leur ôter des témoins incommodes , est évidemment une opération qui ne leur donne que la facilité de mal-faire , si on vouloit les employer à cet usage , & qu'ils voulussent s'y prêter. „ (*Remontrances du 9 juillet 1768.*)

“ On n'a mis dans le premier brevet que la taille principale qui , dit-on , ne varie jamais , & on réserve pour le brevet secret , tous les accessoirs , toutes les impositions nouvelles , tout ce qui est sujet à variation d'une année à l'autre. On y fit entrer toutes les diminutions sur les accessoirs de la taille. „ (*Remontrances du 6 mai 1775.*)

“ Le premier brevet semble annoncer une diminution , pendant que le second qui arrive quelques mois plus tard , fait voir une augmentation réelle. „ (*Remontrance du 2 septembre 1768.*)

“ De toutes les opérations faites par le despotisme , il n'en est aucune où le funeste esprit de clandestinité soit plus manifeste que dans ce système des deux brevets. En effet , puisque les élus n'ont plus de voix délibérative au département , qu'ils n'y ont plus aucun pouvoir ,

On ne conçoit pas quelles intentions honnêtes on a pu avoir en écartant de pareils témoins. » (*Remontrances du 9 juillet 1768.*)

“ On dit que depuis long-tems le principal de la taille n'est jamais augmenté ; cependant le peuple qui en supporte le poids se plaint souvent de l'augmentation. Ce n'est qu'une dispute de mots , on n'augmente pas le principal , mais on augmente les accessoires. . . . ; moyens par lesquels les impositions accessoires à la taille ont été accumulées au point d'égaliser , & peut-être de surpasser l'imposition principale. » (*Remontrances du 9 juillet 1768.*)

“ La cour-des-aides veut avoir un tableau général des sommes réparties chaque année sur la taille , uniquement pour le présenter au roi ; l'administration a eu assez de crédit pour faire casser cet arrêt. » (*Remontrances du 6 mai 1775.*)

“ La somme imposée pour la taille se perçoit avant que la fixation de cette somme , & la répartition qui s'en fait dans les généralités , soient enregistrées dans aucune cour. Usage abusif & confirmé par des loix enregistrées contre le gré de la cour-des-aides. » (*Remontrances de 1761.*)

“ Le roi est supplié par la cour-des-aides de fixer par une loi solemnelle , la somme qui doit se percevoir dans le royaume , tant pour la taille que pour les autres impositions qui se perçoivent avec la taille. Cette fixation

est un ordre nécessaire à établir dans les finances. „  
( *Remontrances du 9 juillet 1768.* )

“ Il n'est pas juste que ce soit par les seuls intendants que la situation des peuples soit présentée au roi ; il est étonnant que ni les corps , ni les particuliers de chaque province n'aient pas été admis à donner des mémoires en faveur du peuple , avant la fixation du brevet & des commissions. „ ( *Remontrances du 6 mai 1775.* )

“ En conservant au département la séance du commissaire départi qui est l'œil du roi , pour observer ce qui se passe dans les provinces , & en profitant des lumières des trésoriers de France & des officiers des élections , rien ne seroit plus aisé que de faire entrer au département , comme la partie essentielle de ce tribunal , des députés choisis parmi les propriétaires des biens sur lesquels l'imposition doit être assise. Il y auroit seulement des précautions à prendre pour que ces députés fussent élus librement. La cour-des-aides qui avoit déjà proposé plusieurs fois les mêmes vues avant 1773 , les a proposées de nouveau dans ses remontrances du mois de mars 1776 , au sujet de l'édit des corvées ; c'est sans doute d'après ces vues , que par arrêt du conseil du 24 juillet 1778 , il a été établi une administration municipale dans la province du Berry. „ ( *Remontrances de 1776.* )

- Cet analyse de remontrances faite sous les yeux & par les soins d'un magistrat citoyen & orateur digne des

plus beaux siècles de Rome , suffit pour faire sentir les abus qui se commettent dans la confection des tailles , & sur - tout pour les faire rectifier sous le regne d'un prince qui ne desiré que les occasions de faire le bien & de rendre justice à ses peuples.



*Du marc de l'argent.*

**I**l est étonnant que depuis plus de cinquante ans le marc d'argent reste au même taux. On fait que de tout tems & dans tous les pays , le prix du marc d'argent a été proportionné à celui des denrées , & qu'elles en ont été , pour ainsi dire , le thermometre : or , il est certain que depuis 20 ans & moins , le prix des denrées est triplé dans tous les pays , tous les royaumes , & nul part , depuis ce tems , le marc d'argent n'a varié. Il est bien vrai qu'en France , il a été augmenté de 5 sols , il y a 4 ans ; mais cela ne mérite pas qu'en s'y arrête.

Il résulte de cette inattention des gouvernemens , sur cet objet , un vice politique. Qu'on ne dise pas que les autres nations n'innovant point sur cette matiere , la France doit faire de même.

D'abord quelques - unes des autres nations peuvent avoir un numéraire plus fort que la France , proportions gardées , des impôts moins lourds & frappant sur des objets moins essentiels que les biens fonds ; ensuite c'est

que les opérations de la France sont comme la boussole des autres royaumes, de même à-peu-près que son idiôme est celui de toutes les cours. En troisième lieu, comme elle y est presque la plus intéressée, c'est à elle à s'entendre avec les autres. En tout cas, il est constant qu'en France, où les impôts pèsent le plus sur la glebe, où les denrées, par conséquent, renchérissent de plus en plus, où le numéraire est rare, & s'épuise tous les jours dans le creuset de l'orfèvrerie & de la bijouterie; l'argent représentatif de ces denrées doit surhausser en valeur.

Enfin de trois choses l'une, où le gouvernement françois doit exhausser le prix du marc d'argent, proportionnellement à celui des denrées, ou altérer ses monnoies, ou substituer à l'or & l'argent qui se perdent, pour ainsi dire, dans la bijouterie, dans le désordre du luxe, un métal mixtionné légalement approuvé & contrôlé, & qui soit exclusivement employé par les orfèvres & les bijoutiers.

A l'égard de la réciprocité d'augmentation du marc d'argent chez toutes les nations: on dira, peut-être, qu'il n'y a pas si long-tems que les mines de l'Amérique sont découvertes; mais je répondrai que depuis on en a perdu d'autres, témoins celles d'Espagne qui sont submergées, où malgré tous les efforts de l'art, on n'a pu parvenir à faire aucuns dessèchemens, & où il est impossible de puiser le métal à travers à-peu-près deux cents pieds d'eau.

*De la caisse d'escomptes.*

LA caisse d'escompte pourroit être réunie avec le Mont-de-Piété (a), embrasser toutes ses parties, & de plus, prêter sur des contrats sur le roi pendant un an, ce seroit un moyen sûr pour favoriser, accréditer & faciliter les emprunts royaux. Le public y trouveroit un avantage, & le roi y feroit un bénéfice infaillible, puisqu'il paieroit les rentes au-dessous de leur denier, par la raison que, pour le prêt ou escompte, il se réserveroit un droit. Au reste, on doit bien sentir qu'on n'accepteroit ces contrats, pour éviter toute fraude, que revêtus des formes nécessaires & certifiées par les trésoriers ou payeurs des rentes.

---

(a) Le premier Mont-de-Piété fut établi à Perouse. Sixte IV établit le second à Savone en 1479. Si en France l'on n'eut pas attaché une honte, & des obstacles à prêter sur gage ou nantissement; si comme en Angleterre tout particulier pouvoit prêter à cinq pour cent sur gages, il y auroit eu, & y auroit encore moins d'usuriers, & le Mont-de-Piété ne seroit pas plus onéreux au commerce que le penbrok de Londres où l'on ne porte qu'à la dernière extrémité, & quand on ne peut pas sur-le-champ trouver d'autre prêteur. Il y a plus, notre ordonnance du commerce exige que le contrat de nantissement soit passé devant notaires, qu'il contienne la somme prêtée & la qualité du gage, qu'il en reste minute à peine de nullité. Si cette disposition eut été exécutée lors des prêteurs sur gage, ils n'auroient pas fait tant de friponneries, & l'on n'auroit vraisemblablement pas été dans le cas d'établir le Mont-de-Piété.



*Du paiement des contrats sur la ville, &c.*

**I**L y a une multitude de petites rentes sur la ville , dont les paiemens minutieux & compliqués entraînent trop d'embarras & de frais ; on pourroit les refondre en une seule envers les particuliers qui en possèdent plusieurs. Comme la ville y gagneroit en gros sur les frais du detail de la manutention , elle pourroit même faire à ces particuliers un avantage , en donnant un petit intérêt de plus pour cent , ou en donnant le double de la rente en viager à ceux qui le préféreroient , si toutefois ses fonds lui permettoient de faire cette conversion utile.

Il seroit à souhaiter aussi pour le bien de l'état , que tous les contrats de rente quelconques à sa charge , fussent également convertis en une quittance sur le trésor royal ; on éviteroit par là toutes les dépenses qu'entraînent des payeurs contrôleurs , &c. Le grand art en finance, est de simplifier, d'éviter la multiplicité des êtres. La trop grande quantité de mains dans lesquelles les deniers royaux s'entraînent , fera toujours un obstacle à une administration bien entendue , à des opérations claires & lucides.

Par exemple , quand je considère que le roi donne d'une main 400 liv. de gages à un conseiller au Châtelet , qu'il les retire de l'autre par le centieme denier

& la capitation, qu'il foudoie un financier pour payer ces 400 liv., & un autre pour les reprendre : je ne puis m'empêcher de dire qu'il ne faut qu'une opération comme celle - là pour faire juger combien il peut y en avoir d'autres vicieuses dans l'administration générale des finances.

Un administrateur intelligent & bien intentionné auroit dit, le roi paie 400 liv. à un conseiller au Châtelet, celui-ci paie 400 liv. à Sa Majesté : partant, il est bien plus simple que le roi ne donne rien & ne demande rien ; par conséquent, il n'y aura ni payeur de gages, ni receveurs de centieme denier & de capitation à appointer sur cette partie, ou bien si l'on vouloit absolument laisser la vaine liberté de ne pas payer le centieme denier, le payeur des gages pouvoit être autorisé à dire à chaque conseiller : voulez-vous recevoir ce centieme denier, c'est 180 liv. à vous remettre : voulez-vous le payer, je garderai tout. Il retient bien la capitation par ses mains : pourquoi ne retiendrait-il pas de même le centieme denier. A quoi bon qu'un magistrat aille ou envoie à l'extrémité de Paris recevoir 180 liv. pour les porter à l'autre extrémité ; qu'en résulte-t-il ? rien, si ce n'est de faire gagner le petit intérêt pour livre au trésorier des parties casuelles. C'est ainsi que de l'argent qui doit aller directement dans les coffres du roi, il s'en détache bien des parcelles à tra-

vers toutes les filieres sinueuses où on le fait inutilement passer (a).



*Des notaires de Paris.*

L'ÉTAT de notaire paroît être fort avantageux ; presque inconnu autre fois, il excite aujourd'hui l'envie ; une foule de jeunes gens n'aspirent qu'après le tabellionage. Enfin, on rasoie pour ainsi dire d'être garde - scel & garde - note, mais on ne considere pas que s'il y en a quelques-uns qui, par le patrimoine de leurs peres, par le bien de leurs femmes, par quelques-uns de ces événemens heureux & extraordinaires, jouissent des faveurs de la fortune, des douceurs de la vie, il y en a d'autres trop peu fortunés qui ne trouvent dans cet état qu'une existence bien médiocre, & d'autres qui à travers un luxe défordonné, une témérité dangereuse, extravagante, font très-mal leurs affaires & celles du public, en ayant l'air de les bien faire (a).

En général, on pourroit reprocher aux notaires d'af-

---

(a) Si sous l'empire romain composé de provinces qui forment aujourd'hui des royaumes, les affaires se fussent traitées avec la même proximité qu'elles se traitent aujourd'hui..., il est très-douteux que la ville de Rome & ses fauxbourgs, eussent pu suffire à contenir & à loger les bureaux. (M. Grosley, dans son estimable ouvrage, intitulé Londres.

(b) Depuis 1755, il y en a eu 40 qui ont fait banqueroute.

fâcher trop le faste , la somptuosité , & d'oublier ce qu'ils font. Le public qui est leur bienfaiteur , ne les voit pas sans un mouvement d'indignation mêlée de pitié , habiter les plus beaux hôtels , & se jeter dans des dépenses de seigneurs.

Cette vanité extrême , tôt ou tard , leur fera beaucoup de tort. Leurs charges sont montées à un prix fou , & il faut les réduire : il n'y a que trop long-tems que le public paie cette folie.

On devroit exiger des jeunes gens qui courent après ces charges , ou dix ans de cléricature , & deux & demi de maître clerc , ou cinq en tout de maître clair , arrêter que ces charges ne pourront être vendues qu'au plus ancien clerc en tour , que s'il cède son tour , ce sera celui qui fera après lui qui pourra en traiter , à moins qu'un notaire ne remit sa charge à son fils , son frère , son gendre ou son neveu , ce qu'il faudroit exactement prouver.

On objectera qu'on pourra donner de l'argent à un clerc pour céder son tour : cela sera rare , & l'inconvénient sera de peu de conséquence.

On pourra alors facilement fixer le prix de charges , puisqu'il n'y aura plus de concurrens. Enfin on pourra suivre aussi le même plan pour les offices des procureurs. C'est, ce me semble , le moyen le plus simple , d'empêcher la cherté ruineuse des offices subalternes de la justice , & de rendre service au public , dont depuis long-

tems la voix qui se fait entendre à ce sujet , est celle qui crie dans le désert.

Encore une observation à faire ici. Tout le monde se plaint de la cherté des actes des notaires , & il est vrai qu'il en est parmi eux , qui vendent leur travail plus cher les uns que les autres , comme il en est qui ont du mérite , qui sont modestes , affables , obligeans , & d'autres qui , sans talens , ont tous les défauts contraires.

Il existe , dit-on , un tarif pour les actes ; mais il faut convenir qu'il n'est point suivi , ou du moins bien peu , qu'il est même des circonstances où on ne peut le suivre , parce que le travail d'esprit est inappréciable. J'estime qu'on peut obvier à cet abus , en astreignant les notaires à mettre au bas de leurs actes avant leur signature , le reçu de leur émolument , en établissant à cet égard une commission composée de cinq magistrats , dont un rapporteur. Cette commission prononceroit en dernier ressort , taxeroit , condamneroit , & par corps , à restituer dans le jour entre les mains d'un greffier , ce qu'elle arbitreroit avoir été de trop perçu. Les particuliers qui auroient à se plaindre de la cherté excessive d'un acte , présenteroient un placet à ce sujet au rapporteur de la commission , & y joindroient une expédition de l'acte. Alors le rapporteur convoqueroit l'assemblée des juges de la commission ; & si elle jugeoit qu'il y eut lieu à restitution , elle rendroit un jugement qui y condamneroit le notaire trop avide , & ce jugement lui feroit

signifié & exécuté dans le jour : tout se feroit *gratis* dans cette commission. Cette opération qui est, on ne peut pas plus simple, contiendrait la cupidité, & seroit infiniment utile à la société.



*Des dépôts volontaires.*

**R**IEN de plus sacré que les dépôts, & malheureusement rien n'est moins respecté assez souvent par les officiers qui en sont chargés, & il est inutile de rappeler à ce sujet des banqueroutes & des suicides. On en fait assez pour sentir l'utilité & la nécessité de nouveaux reglemens sur cet objet.

Le plus facile & le plus sage, à mon avis, seroit d'enjoindre aux notaires de tenir un registre exact des dépôts volontaires fait dans leurs études, & la mention de chaque dépôts signée par la personne qui auroit déposé. De commettre le rapporteur de la commission dont nous venons de parler, pour vérifier chaque mois dans un jour indéterminé, si les dépôts sont effectifs, & dans le cas où ils ne le seroient pas, en faire son rapport à la commission, qui prononceroit en dernier ressort la condamnation de la remise des dépôts au greffe, la condamnation par corps du remplacement du *déficit*, & la peine de l'interdiction perpétuelle contre l'officier qui n'auroit pas représenté ses dépôts dans leur intégrité.



*Des dépôts forcés.*

**Q**UAND les finances d'un état sont sagement administrées & que le peuple voit que le prince s'occupe entièrement de son bonheur, alors toute la confiance se porte comme naturellement vers le prince.

Et telle est la position de la France.

Les emprunts successifs qui se sont faits vers les dernières années de la guerre, ont à peine été ouverts, qu'ils se sont remplis.

Lorsqu'une grande portion d'une nation a eu une juste sécurité pour laisser reposer une partie de sa fortune à l'ombre de l'économie paternelle de son roi, pourquoi cette nation entière ne lui confieroit-elle pas au nom de la justice dont il est l'auguste chef, des dépôts précieux & sacrés ?

J'aime à croire, au contraire, que si le prince vouloit ouvrir dans son trésor royal une caisse destinée à recevoir ces dépôts, les magistrats & les citoyens seroient bientôt d'accord de les y verser.

L'état & les sujets ne pourroient qu'y gagner, parce qu'on fait que l'argent déposé chez un notaire, ou aux consignations, ne produit rien, & qu'il en coûte pour l'en retirer. D'ailleurs, relativement aux notaires, à moins que le plan que je viens de donner ne s'exécute, on

connoît le danger qu'il y a de les leur confier, & l'expérience ne laisse plus de doute à cet égard.

Or, l'état peut s'en charger & non-seulement ne rien exiger lors de la répétition des deniers, mais encore faire un avantage de trois & quatre pour cent, car par le séjour assez long que les dépôts font dans les caisses, ils peuvent produire au fisco, l'un portant l'autre, au moins cinq pour cent, soit par l'extinction des rentes onéreuses, soit par des paiemens utiles ou par des reviremens avantageux; donc l'état & le peuple y trouveroient un bénéfice réel.

Les dépôts volontaires pourroient suivre le même cours.



*De l'agriculture.*

L'AGRICULTURE est extrêmement négligée en France. Il y a environ cent cinquante millions d'arpens de terre quarrés dans ce royaume, dont une moitié est en bois, prés, vignes, montagnes, chemins, emplacement de maisons, jardins, étangs, rivières, &c. L'autre moitié en terres labourables, & de ces soixante quinze millions d'arpens de terres labourables, il n'y en a pas un quart de bien cultivé.

Il est étonnant que dans un pays où les hommes sont si éclairés, on ne fasse pas plus d'attention aux choses les plus intéressantes; mais comme l'a dit le confident de la nature, le sçavant Plin. " La terre nous

donnoit autrefois ses fruits avec abondance ; elle prenoit pour ainsi dire plaisir à être cultivée par des charmes couronnées de lauriers ; & pour correspondre à cet honneur , elle multiplioit de tout son pouvoir ses productions : il n'en est pas de même aujourd'hui , nous l'avons abandonnée à des fermiers mercénaires , nous la faisons cultiver par des esclaves ou par des forçats , & l'on seroit tenté de croire qu'elle a ressenti cet affront ,

La France perd encore près de la moitié de son revenu en bled par l'habitude qu'on a de laisser la moitié des terres en jachère.

En Allemagne & en Flandre , la culture est bien différente & mieux entendue ; toutes les terres y rapportent continuellement , parce qu'elles sont bien soignées & cultivées (a). Les fermiers Flamands emploient pour engrais les matières fécales : ils vont dans les villes les chercher : ils afferment des latrines ; & au lieu que dans ce pays-ci , il en coûte pour faire curer les fosses d'aïfance ; là , on vous donne de l'argent pour les vider. Ces fer-

---

(a) Je remarque qu'il y a quelques terres auprès de Paris , qu'on ne laisse jamais reposer , & qui produisent abondamment du très-beau bled. Et les marais & les jardins reposent-ils jamais ? Et y a-t-il bien de la différence entre des pois & du bled ? La culture des terres en France , fait vraiment pitié : on n'y fait pas encore seulement faire le fumier , excepté en Flandre & en Bourgogne , encore dans ces pays , ne connoît-on pas bien le tempéramment des différens sols , & par-conséquent , la nature & le régime d'engrais qui leur conviennent.

niers de tems en tems vont verser de l'eau dans ces fosses pour en faire un liquide alkalin. Les fosses sont toutes situées à l'entrée des maisons. Quand ils achètent la stercoration ou qu'ils veulent employer cet engrais, ils le goûtent comme on goûte du vin.

On voit les jours de marché les filles grosses & grasses & vermeilles de ces fermiers, à qui ils donnent jusqu'à quatre-vingt & cent mille livres en mariage, revenir sur une voiture chargée de plusieurs tonneaux de cette matiere, & le long du chemin boire & manger à côté de ces cassolettes ; tant est grande la force de l'habitude soutenue sur tout par l'amour du travail ; par l'industrie & l'intérêt (a).

J'entends dire par tout, que les bois sont rares & chers ; le moyen qu'ils ne le soient pas : on en consume, on en emploie beaucoup plus qu'autrefois, & l'on n'augmente pas les plantations. On laisse une multitude d'arpens de terre en friche. Et qu'on ne dise pas que c'est une terre ingrate ! M. Duhamel, ce savant agronome, & beaucoup d'autres l'ont dit : il n'y en a point qui ne soit susceptible de produire ; & d'ailleurs, quand on voyage dans le Poitou & la Bretagne, n'est-on pas étonné d'y faire plus de cinquante lieues sans y trouver un seul arpent de terre planté d'arbres ou ensemencés ;

---

(a) *Dii laboribus omnia vendunt, facientes Deus adjuvat.*  
Varron.

tandis que l'on fait que la terre y est propre au moins à produire des arbres.

Les bois sont chers ! & comment ne le feroient-ils pas ! Dans un des pays de la France le plus abondant en bois , dans la Lorraine , soit pour gagner davantage , soit par rapport à la difficulté des débouchés , on les vend aux Hollandois qui nous les revendent ensuite très-cher pour notre marine. De même que nous avons dans ce pays -là , aux environs de Remiremont , des sapins d'une grandeur & d'une grosseur prodigieuse , & qu'on laisse périr de vétusté , plutôt que de les employer à la charpente & à la menuiserie , ou de les brûler pour en tirer de la poix & du gaudron , & nous dispenser d'acheter fort cher à l'étranger , ces matieres si nécessaires à la marine.

Une autre erreur encore en matiere d'agriculture , c'est que dans une infinité de pays on fait produire au sol les choses qui lui sont les moins propres ; par exemple , à Troyes , où les terres sont parfaites pour le bled , les habitans ont la manie d'y planter des vignes qui produisent en général un vin qui est non-seulement désagréable au goût , qui a une prompte tendance à l'aigreur , mais même est nuisible à la santé , parce qu'il est âpre , acéteux , mordicant , & que par conséquent , il mine insensiblement les parois de la poitrine , & ronge le velouté de l'estomac , ce qui fait que la plupart de ses habitans sont frêles , pâles , livides , humoristes ,

sombres, mornes, un peu misantropes, qu'ils ont aussi presque tous la voix voilée, & que très-peu d'entr'eux, & des femmes même peuvent chanter.

A Bar-sur-Seine, au contraire, où les terres ne sont propres qu'à la vigne, on s'avise d'y semer du bled. Il faudroit donc transporter les vignes de Troyes dans le comté de Bar-sur-Seine. Enfin, il faudroit pour gradation faire de semblables réformes dans beaucoup de pays, & sur-tout aux environs de Paris. Il seroit encore à desirer que l'on donnât plus d'attention au commerce des cires & du miel, dont j'ai parlé plus haut en indiquant les moyens actifs pour faire revivre ce commerce. On devroit aussi s'occuper en France plus particulièrement du commerce des laines, conséquemment, y entretenir plus de pâturages & de bestiaux. Ce seroit un des genres de commerce le plus avantageux pour la France, parce qu'elle pourroit en cela se passer de ses voisins, & affoiblir leurs richesses par la concurrence.

On a calculé qu'en Angleterre, le produit des laines après qu'elles ont été travaillées, fait la cinquieme partie des revenus de l'état, & que l'exportation des étoffes de laine, monte à la quatrieme partie de ce qui s'en fabrique dans le royaume. Pour en augmenter le débit, il y a une loi qui ordonne d'ensevelir les morts dans des étoffes de laine. On peut juger d'après ce produit, ce que nous pourrions gagner. Mais pour cela, il faudroit lever la défense faite par l'ordonnance de 1697,

d'employer nos laines dans la fabrication des draps fins. Il faudroit établir, comme en Angleterre, une commission composée d'hommes intelligens & éclairés dans cette partie, & qui en embrassassent tous les rapports. Qu'il me soit permis de former encore ici un vœu ! Ce seroit que l'on distribuât tous les ans dans la classe des cultivateurs, comme celle des commerçans, des lettres de noblesse : elles seroient peut-être plus justement méritées.



*Des eaux & forêts.*

LES maîtrises des eaux & forêts sont un démembrement qu'on a fait des baillages dans des tems où le besoin d'argent faisoit inventer de nouvelles créations d'offices (a).

L'administration des eaux & forêts est devenue par là plus chere à tout le monde & n'en a pas été meilleure pour personne, excepté pour les officiers de maîtrise. On a même tellement senti l'abus qui s'y est introduit de plus en plus, qu'il a été question plusieurs fois de les supprimer, pour les rétablir sous une nouvelle forme. Le plan de cette suppression a même été

---

(a) Les fautes que font les hommes d'état ne sont pas toujours libres ; souvent ce sont des suites nécessaires de la situation où l'on est ; & les inconvéniens ont fait naître les inconvéniens. (Montesq. tome VI. chap. XVIII.

préparé, j'en parle pertinemment ; mais des circonstances en ont empêchés ou retardés l'exécution.

Il y a un tems infini que l'on dit que la France manquera de bois, & depuis ce tems, on n'a pas pris les mesures convenables pour n'en pas manquer. Aujourd'hui on commence à voir l'accomplissement de cette prédiction. Le bois est très-cher dans les ventes. Si on ne s'apperçoit pas à Paris de sa cherté, en revanche, on s'apperçoit de sa mauvaise qualité. On fait que la provision de cette ville a manqué cette année 1783, & il est à craindre qu'elle ne manque l'année prochaine, car il arrive peu de bois, & les chantiers, excepté celui de l'isle Louvier, sont peu garnis (a).

C'est aux maîtrises qu'on peut s'en prendre de cette rareté de bois : car elles consentent trop facilement aux coupes que demandent les évêques, les communautés religieuses & les communautés d'habitans. Le crédit de ceux-ci, la puissance de ceux-là, la pauvreté des autres, l'intérêt personnel enfin les y détermine.

Si une communauté d'habitans veut obtenir une coupe de bois, elle va trouver un officier de maîtrise, il faist la proposition, engage ces gens à s'adresser à un avocat au conseil pour présenter une requête. Le conseil envoie la requête au grand maître. Celui-ci à

---

(a) Ceci pronostiqué en novembre 1783, se réalisa aujourd'hui en février 1784.

la maîtrise du lieu. Elle est d'avis d'accorder tout ce qu'on demande. Cet avis remonte de cascade en cascade. La requête revient au conseil qui rend un arrêt concessif de la demande.

Ces officiers ne sentent pas qu'à force de vouloir être occupés & tirer par conséquent un gros revenu de leur office, ils s'exposent à ne plus rien avoir à faire pendant tout le tems qu'il faut aux arbres pour acquérir leur croissance, c'est-à-dire, une quarantaine d'années, & peut-être même bien davantage ; parce que dans bien des maîtrises, on ne réserve plus que des baliveaux, pas plus gros, pour ainsi dire, que des fétus, & que le moindre effort du vent renverse.

Il seroit si aisé de bien administrer cette partie ; car ce ne sont pas les bois qui manquent, mais le bon ordre dans les maîtrises.

Il est à ce sujet une opération simple à faire, c'est de savoir d'abord ce que Paris, ensuite chaque province, consomme de bois année commune : que le ministre des finances en fasse faire un état fidele : qu'il se fasse donner celui de la quantité & qualité de bois de chaque maîtrise, & qu'il en rende compte au conseil ; alors le conseil arrêtera tous les ans la quotité qui en doit être coupée dans ceux du clergé & des communautés.



*Du choix des commis.*

**L**E bonheur ou le malheur d'une nation dépend d'un ministre, & le bon ou le mauvais succès des entreprises d'un ministre, dépend d'un commis. Rien de plus important que le choix d'un commis intelligent, laborieux, honnête; en lui repose, pour ainsi dire, le sort de l'état. Le ministre qui ne peut embrasser toutes les parties immenses de l'administration, est souvent obligé de s'en rapporter à lui.

Et si l'homme d'état n'est pas consommé dans l'art de connoître les hommes, il court de gros risques : son commis est un pilote qui peut le jeter contre des écueils.

Le grand art ; la première science des hommes en place, doit être la science des choix ; c'est une vérité dont ils ne sont malheureusement pas assez imbus.

On accorde les emplois à la faveur, à la brigue, comme si la faveur & la brigue donnoient du mérite à un homme. Un personnage qui arrive au ministère conserve les commis qu'il y trouve, sans considérer si ces commis sont honnêtes, probes ou non ; s'ils ont la capacité nécessaire ; si ce n'est pas leur impéritie, leur cupidité, tranchons le mot, leur fripponnerie, qui a causé la disgrâce de son prédécesseur.

Je ne prétends pas qu'il faille sur-le-champ renvoyer des commis, parce que, comme ils ont pour le moment

la clef des affaires , la prudence veut qu'on s'en serve pour se faire rendre compte par eux du peu qu'ils savent de l'état des affaires de leur département ; mais dès que ce compte est rendu , que le nouveau ministre a tiré d'eux les connoissances dont il avoit besoin , s'il suspecte leurs talens , leur délicatesse , leur désintéressement , il faut qu'il en appelle d'autres , & c'est là où doit se manifester son discernement , l'esprit de choix : *hic labor , hoc opus.*

Qu'il évite surtout de se laisser entraîner par le penchant de l'amitié , de l'attachement , même de la reconnoissance ; qu'il ne donne pas ces places à des parens , à des contemporains d'études , à des gens qui lui ont été affidés pour ses affaires , s'ils n'ont véritablement tout le mérite qu'elles exigent.

L'état paie assez cher les commis pour qu'ils aient toutes les qualités qu'on doit en attendre.

Quelle réforme auroit à faire parmi les commis , un contrôleur-général des finances qui voudroit se donner la peine de porter un coup - d'œil vaste & perspicace sur la manutention & le régime des bureaux.

Il verroit que des premiers commis ont vingt mille livres de rente , pour aller depuis onze heures jusqu'à une , pour converser avec les premiers venus d'affaires qu'ils n'entendent pas ; & depuis cinq jusqu'à sept , pour dicter une ou deux lettres , tailler une plume , se couper les ongles , se curinger les dents & parler nouvelles.

Il verroit combien de fois ces mêmes commis manquent de venir à leurs bureaux , & que dans toute une année ils n'ont pas fait pour la valeur de vingt louis d'ouvrage.

Il fauroit qu'au trésor du roi il y a une foule de commis à cent louis , tant d'appointemens que de gratifications , qui y arrivent aussi le matin à onze heures , & s'enfuient à une : le soir , à cinq heures , & en font bien loin à sept ; que même assez souvent ils ne s'y présentent point les après-midi.

Il fauroit que des commis qui ont cinq à six mille livres de salaire n'y viennent presque point.

Il observeroit que tous ces gens mal employés , au bout de douze ans , sont encore bien récompensés , & qu'on leur donne la moitié de leurs appointemens pour retraite ; tandis qu'un militaire qui a épuisé sa santé , sa fortune au service , le double de ce tems , n'a souvent pas la moindre récompense , & qu'un magistrat qui a pâli sur les loix , qui a blanchi les fleurs de lys , qui a constamment rempli la plus pénible fonction des rois , qui a soutenu même au milieu des plus grands orages , les colonnes fondamentales de l'état , est entièrement oublié.

Il se diroit d'après ce que j'ai vu , ce que j'ai appris , il est certain qu'il y a au moins la moitié de commis de trop. Que l'on donne les mêmes appointemens à la moitié de ses commis ; qu'on les choisisse laborieux , ou qu'on les oblige de l'être ; ils travailleront le matin ,

depuis huit heures jusqu'à une , & le soir , depuis trois heures jusqu'à sept ; par-conséquent , il en coûtera moitié moins , & le travail se fera aussi bien , même mieux , parce qu'il passera par moins de mains (a).

Il est incontestable que si cet ordre régnoit dans tous les bureaux de l'administration , on ne verroit pas tant de jeunes gens quitter leur pays , désertter les campagnes qui regrettent en eux de bons cultivateurs , & l'on ne verroit plus tant de grands , payer leurs dettes en procurant ces emplois.



*Du centieme denier & de la capitation sur les offices de judicature.*

**S**I l'on considere que les juges des bailliages & présidiaux ne retirent presque aucun revenu de leurs offices , & que cependant ils rendent les plus grands services , lorsqu'on trouvera des moyens qui concilieront leurs intérêts avec ceux du prince , sans doute , on sera empressé de les employer.

C'est dans cette heureuse confiance que je propose ceux-ci.

---

(a) Les promesses , l'activité & les lumieres de l'administrateur actuel des finances ne laissent pas douter que s'il reste plus long-tems en place que bien d'autres , il ne s'occupe de cette partie.

Je ne serai sûrement pas taxé de me laisser guider ici par l'intérêt personnel , & quel autre intérêt peut m'animer , que celui de défendre contre les corsaires de la finance , un corps d'hommes respectables & essentiellement utiles , & de procurer au gouvernement l'occasion flatteuse , si ce n'est de rendre justice , au moins de récompenser.

Voici donc les moyens que je crois pouvoir proposer. On fait que dans tous les présidiaux , les plaideurs qui appellent d'une justice y ressortissante , & qui perdent leurs procès , sont condamnés à une amende de six francs. Pourquoi cette condamnation n'a-t-elle lieu qu'envers ceux qui plaident par appel ? C'est que dans le tems on n'a pas pensé que si un homme méritoit une petite punition pour pécher deux fois , il en méritoit une plus petite pour n'avoir péché qu'une fois. Or , certainement , celui-là peche aux yeux de la loi , qui succombe dans une premiere instance.

Conséquemment je crois qu'on pourroit fixer une amende de trois livres pour tous ceux qui perdroient leurs procès , soit au bailliage , soit au présidial : excepté en cause d'appel , puisqu'il y a déjà une amende à cet égard.

Cette légère somme de trois livres ne feroit guere plus d'impression sur les esprits que sur les bourses. Les gens qui sont attaqués de la plaidomanie ne s'en effraieroient pas ; ceux qui plaideroient par nécessité , ne s'en

épouvanteroient pas non plus ; & quand même cela mettroit un frein à la chicane , que cela arrêteroit les progrès de l'art de la procédure , feroit-ce un mal ? Au surplus , on peut presque assurer que cela ne changera rien à cet égard.

Ainsi la seule objection qu'on auroit peut-être à faire par rapport au papier timbré , feroit sans fondement.

Sans contredit , cette somme de trois livres répétée à l'infini , donneroit un produit annuel qui équivaldroit à celui du centieme denier que les juges doivent payer , & l'outre-passeroit même ; car , combien d'entr'eux ne le paient pas du tout.

Au Châtelet , ( & je ne puis citer un exemple plus plausible , puisque c'est la premiere juridiction du royaume ) il se juge annuellement environ quatre mille causes , ce qui produiroit à trois livres d'amende , douze mille livres ; il y a soixante-quatre conseillers qui donnent chacun cent quatre-vingt livres de centieme denier , ce qui fait un produit de onze mille cinq cents vingt livres , d'où il suit qu'il y auroit au moins compensation. On peut partir de ce calcul pour les autres juridictions. Le nombre des causes n'y est pas à la vérité si considérable ; mais aussi le centieme denier n'est pas si fort , les offices étant en moindre nombre & à un bien plus bas prix.

D'après cela , on peut juger , s'il n'est pas plus juste & plus naturel que le commun des plaideurs fournisse aux

besoins de l'état , que le juge qui sacrifie son tems , sa fortune & sa vie au service de l'état , & de ces mêmes plaideurs.

La plupart des bailliages & présidiaux sont déserts , manquent de juges , parce que les sujets n'y sont que très-faiblement attirés par l'honneur : cet air inflammable des cœurs qui les élève , qui les soutient & qui les fait planer au-dessus du vulgaire. Que ces sujets même n'y trouvent aucune stimulation d'intérêt , aucune titillation d'amour-propre , point de prérogatives , nul privilège , pas même l'exemption de logement de gens de guerre : qu'au contraire , ils sont obligés de payer le centieme denier & cinquante écus de capitation (a) pour une charge qui ne leur rapporte qu'une légère somme de considération , parse que la considération ne se donne plus qu'à la richesse , & qui toutefois procure à quel-

---

(a) Si la capitation qui se paie par retenu sur les gages des offices n'est pas arbitraire , elle est injuste , puisque c'est un impôt personnel , qu'on devroit proportionner à toutes les facultés de ceux qui sont imposés , & qu'il y a souvent une très-grande différence de fortune entre ceux que possèdent une charge semblable , & cependant ils paient la même capitation.

Le roi est supplié de faire constater , s'il est vrai , que dans beaucoup de villes on impose chaque année tous les officiers de justice à une capitation plus forte que celle qu'on peut leur faire payer , ce qui les force à venir demander une grâce à l'intendant , & les met ainsi dans la dépendance absolue des magistrats. (*Remontrances de la cour-des-aides de Paris , du 6 mai 1775.*)

ques-uns la petite & vaine satisfaction de promener une robe rouge (a).

On ne manquera pas de dire , & peut-être même de s'écrier sur le moyen que je propose à cause de la circonstance où l'on s'occupe de réduire les frais de justice, qu'il y en a déjà assez.

Ma réponse est simple & concluante, c'est qu'il n'est question que de la réforme des frais du parlement, & que ce que je propose ne peut regarder que les requêtes du palais où l'on ne juge pas *parlementairement*, mais bien, sauf l'appel en la grande chambre. Qu'au surplus les frais considérables sont ceux qui se perçoivent au nom du roi, & que si toutes les taxes qui y sont imposées étoient aussi fondées que celle dont je parle, personne ne s'en plaindrait, & pas plus que de celle

---

(a) Le luxe de la parure est porté à un si grand excès que les simples bourgeois singent la cour & mettent du rouge. Il en est de même d'un certain nombre d'officiers de tribunaux inférieurs; ils ont voulu porter du rouge; ils ont demandé & obtenus la permission de s'envelopper de quelques aunes d'écarlate. La justice en province même est devenue coquette, & le noble costume qui ne devoit être réservé qu'à la majesté de la cour des pairs, se prodigue, & en voyant nos bedeaux d'aujourd'hui, c'est le cas de dire en jouant sur le mot, qu'on doit rougir d'être rougi; mais ce qu'il y a encore de singulier, c'est que les officiers qui veulent porter cette grande livrée de Thémis, sont obligés de la payer, & fort cher; car outre l'étoffe, il faut encore gager un homme exprès pour aider à en soutenir par derrière le superflu.

qui existe relativement dans les causes d'appel. On dit à présent aux plaideurs : pourquoi plaidez-vous par appel une cause qui ne vaut rien ? On leur dira alors : pourquoi plaidez-vous en première instance une mauvaise cause ?



*Du lustre & de l'encouragement qu'il est nécessaire de donner à la magistrature.*

L'ÉTAT du magistrat , considéré sous ses vrais points de vue , est le plus pénible de tous les états , & aucun ne donne moins d'avantage. Il a même beaucoup perdu de la considération qui y étoit attachée. Si l'honneur en fait toute la richesse : au moins faut-il l'y maintenir & le modeler sur les tems , les lieux & les circonstances. Or , le vrai moyen de l'y soutenir , & on peut dire de le ranimer , est de donner des marques extérieures , comme des cordons & des croix , à des magistrats qui ont servi long-tems , ou qui se sont distingués par leurs travaux.

On peut distribuer dans ce corps des cordons de couleur blanche , rose ou violette , avec des croix portant d'un côté l'image du roi , & de l'autre une thémis , & la thémis brodée sur l'habit , pour ceux qui auroient le grand cordon.

Ces récompenses flatteuses devroient être distribuées avec le même ordre & la même économie que dans l'état militaire : au lieu que le petit nombre de celles

que l'on accorde actuellement ne le font pas. Par exemple ; à présent un lieutenant-général dont l'aïeul & le bifaïeul ont été aussi lieutenant-généraux , obtient le brevet de conseiller d'état ; & un conseiller qui a eu ses auteurs les plus reculés aussi conseillers , finit comme eux avec ce seul titre , & après avoir exercé pendant dix & vingt ans ses fonctions , il ne pourra pas même être reçu conseiller au parlement , s'il n'est pas noble. Encore autrefois , au bout de dix ans , il pouvoit être reçu *de plano* maître des requêtes. Aujourd'hui , s'il se sent assez de fortune & de lumieres pour passer au conseil , auroit-il quarante ans de service , seroit-il à la tête d'un bailiage , qu'il faudroit qu'il allât se mettre aux derniers rangs d'une cour souveraine pendant plusieurs années , pour être digne d'entrer dans le corps des maîtres des requêtes , & si son bifaïeul n'a pas acheté une charge de secrétaire de Sa Majesté , il ne pourra se présenter qu'à une cour des-aides , où chambre des comptes. En fera-t-il plus habile ? non. Il aura à-peu-près oublié les loix du royaume , pour apprendre à connoître des procès verbaux , de commis de barriere , ou à compter comme barême ; mais il sera devenu apte à pouvoir payer le droit de casser des arrêts , de diriger différentes parties de l'administration , de sous-regner dans une province , & ensuite de tenir dans ses mains , les destins de la nation.

On se plaint de la confusion que l'habit met dans  
les

les états à Paris. Eh ! qu'est-ce qui doit s'en plaindre plus que la magistrature ? Ses officiers les plus inférieurs, toutes fortes de marchands, les plus bas artisans jusqu'aux savetiers, portent l'habit de magistrat ; il n'y en a pas de plus commun, soit parce qu'il est le plus économique & le plus noble ; soit parce qu'il est consacré au deuil. Et les cheveux longs que portent les clercs, les garçons marchands, & les gens du peuple endimanchés, n'est-ce pas une espece de dérision, de profanation.

Lorsqu'on a imaginé l'uniforme noir de la justice, on n'a certainement pas pensé qu'il feroit compromis jusqu'à ce point-là.

Dans les premiers tems que j'étois à Paris, ( & je crois, sans vanité, que je puis ici parler de moi ) j'ai vu arriver chez des femmes de qualité, des cordonniers en perruques à circonstances & dépendances, fouliers bronzés, habit noir superfin, & riches dentelles. Chez des seigneurs, des tailleurs, avec des coëffures artificielles flanquées de tous les compartimens à la mode, & donnant gravement à la tête une forme quarrée, des habits de velours noirs, des manchettes de point & un foulier brillant, qu'il annonçoit que celui qui le portoit, demeuroit la plupart du tems en voiture : j'avoue ingénument que je pris d'abord ces personnages pour des présidens ou au moins des conseillers ; mais lorsque j'ai vu tout doucement tirer la mesure, ma surprise a aug-

menté à proportion que la mesure sortoit de la poche. J'étois si neuf alors, j'avois encore tellement l'empoix de la province, que je n'osois faire part à personne de mon étonnement, & cet embarras l'augmentoit de plus en plus. J'étois bien-loin de m'imaginer dans ces moments-là que je me dédommagerois un jour de ce silence en publiant mes pensées.

Combien de personnes ont été témoins de ces scènes scandaleuses qui se sont passées dans les spectacles relativement à des magistrats jeunes, mais de haut rang, qui, sous leur habit de caractère, ont été pris pour des petits clercs, &c.

J'ai été quelquefois chez des notaires, des procureurs, des greffiers, des commissaires, parce que, pour ne pas être dupe, je fais mes affaires moi-même. Eh bien ! Tous ces gens-là qui, je puis le dire sans ostentation, sont mes inférieurs, me recevoient avec un air de grandeur, sans bouger de leur siège, sans m'en offrir un, & sur mon nom & mes qualités se levoient comme par transport, renversoient leurs meubles pour me présenter une délaissante où je pus revenir de masturbation, me demandoient des excuses jusqu'à extinction de voix, & s'épuisoient en civilité. Assurément si j'eusse eu sur mon habillement une marque distinctive, ils se seroient évité le ridicule de l'impolitesse, le désagrément de m'en faire des excuses, & je n'aurois pas celui d'en parler ici. Au surplus, ce que je dis là, d'av-

très personnes d'un rang plus élevé que moi, le diront de même d'après leur expérience personnelle.

Il est donc nécessaire, & même indispensable si l'on veut donner du lustre à la magistrature & la retirer de la léthargie dans laquelle elle agonise, de rendre son vêtement plus respectable ; d'empêcher qu'il ne soit porté par toutes sortes de personnes indignes de le porter, & qui souvent même l'avilissent & le déshonorent (a).

En deux mots, on peut ajouter simplement à l'habit des magistrats, un parement rouge, brodé en soie noire ; donner le chapeau à plumet à ceux qui ont la noblesse, la broderie sur le parement rouge en soie noire & jaune mêlées, aux conseillers de cour souveraine ; soie noire & or aux présidens ; & la broderie en or seul aux premiers présidens, aux lieutenans-généraux civils de police criminels & particuliers comme aux conseillers de cour souveraine ; enfin, leur permettre à tous de porter le deuil, avec cet habillement, & seulement un crêpe autour du bras.

L'on me pardonnera d'être entré dans ces petits

(a) Il faut qu'un état périclite, dit M. Dethou, quand ceux qui le gouvernent ne distinguent plus les honnêtes gens des malhonnêtes gens: *Eam civitatem interire necesse est, cujus perfecti probos ab improbis discernere nesciunt.*

Ils ne sont malheureusement guere plus distingués en France par leur caractère que par leur habit.

détails , en considérant que si je n'y étois pas descendu , peu de gens , pour ne pas dire personne , ne prendroient cette peine , qui , quoique minutieuse en apparence , au fonds est très-importante.



*Du parlement de Paris.*

**S**I le parlement de Paris est le tribunal suprême , où l'on rend le plus grandement , le plus majestueusement la justice , il faut convenir aussi , qu'elle y est la plus couteuse , & qu'elle est d'une cherté effrayante. En vérité , on ne peut pas entrer dans le palais de la justice , qu'on n'éprouve un certain frémissement de terreur & d'effroi. On diroit que l'on entre dans cette fatale enceinte , où l'on donne à un public encore avide de sang , l'affreux spectacle d'un taureau qui combat. On se représente un pauvre plaideur au milieu des supports effrénés de la justice , comme ce malheureux taureau environné d'une multitude d'animaux échauffés , furieux , acharnés à sa destruction , & qui ne lâchent prise que lorsqu'il est accablé , qu'il tombe , qu'il est tombé.

Le plaideur ainsi victime d'une voracité meurtrière , descend dans l'arène de la chicane : là , on commence par le couvrir de fleur , par l'étourdir. Bientôt , il est vivement attaqué , il se défend avec vigueur. On le

presse , il presse à son tour , il s'avance , se retire , s'avance encore. Tantôt il brave tout , tantôt il tremble. Ici il fait une fausse attaque , là , il esquivé. Enfin , la charge redouble ; toutes ses forces redoublent aussi. Courageux , téméraire , intrépide , il court , il s'élance , il vole de tous côtés , frappe de toute parts. La victoire semble pencher de son côté. Déjà la joie brille sur son front ; mais bientôt la douleur va en prendre la place. Les destins sont conjurés , l'oracle est interrogé : il a prononcé , & son arrêt est un coup de foudre , qui renverse toute espérance , toute fortune. La victime est tombée sous le glaive de la justice , & ses sacrificateurs féroces , ont déjà bu tout son sang (a).

---

(a) Voici ce que je trouve à ce sujet dans un livre qui me tombe sous les mains. " Les sieurs Thevenot & Perrin de Boissieux , de Paris , avoient un compte à régler avec leur caissier ; ils étoient en contestation pour une somme de cinquante-huit livres seulement ; cette bagatelle ayant échauffé les esprits , ils s'en remirent à leurs procureurs , qui loin de les accommoder , s'entendirent pour les aigrir , & les engagèrent dans une chicane monstrueuse. L'attaque commença en 1714 , & ces deux suppôts de l'iniquité ont perpétué leur procédure jusqu'en 1735 ; enfin il intervint un jugement sur les différentes productions de quatre-vingt-dix fasc de papperace. Ce jugement a alloué les cinquante-huit livres au caissier ; mais la victoire lui coûta plus de sept mille livres de faux frais , sans les démarches & les inquiétudes ; & les sieurs Thevenot & Perrin de Boissieux , pour avoir mal-à-propos contesté , ont payé ces cinquante-huit livres , & plus de douze mille livres de dépens. Le procureur du demandeur , nommé Fournier , a laissé à la succession plus de

O hommes jusqu'à quand vous entre-détruirez-vous ? jusqu'à quand dans l'ombre du crime , méditez-vous la haine de vous-même ? Jusqu'à quand vous ferez vous un plaisir d'être cruels ? Les bêtes les plus féroces ne se nuisent pas , un ancien proverbe dit , & un proverbe est une maxime respectable , un proverbe dit que les loups ne s'entre-mangent point , & vous vous dévorez ; vous foulez aux pieds les loix sacrées de la société ; vous étouffez les premiers sentimens de la nature : vous violez sans pudeur les droits de l'honneur & de l'amitié : tout en feu , tout hors de vous-même , vous courez après un fantôme que vous nommez fortune à travers les fourberies , les fraudes , les perfidies , l'avarice , & tous les vices enfantés par le vil intérêt.

Il est triste , il est affligeant , je le sens , de représenter des vérités aussi honteuses pour l'humanité : mais consolons-nous , le chef illustre de la magistrature , dont le zèle pour le bien public brille de l'éclat le plus doux & le plus pur : les magistrats vertueux , qui veillent au maintien des mœurs & des loix , s'occupent & s'occuperont sans cesse de remédier aux abus qui se font multipliés à l'infini dans le lieu saint , où tout doit être sacré dans le temple de la justice.

---

cinq cents mille livres ; & celui des défendeurs , appelé Socquet , vient de mourir , revêtu d'une charge de secrétaire du roi , & laisse plus de vingt mille livres de rente. „ Bonne leçon pour les plaideurs.

A dieu ne plaife, que dans le tableau effrayant , mais fidele que j'ai présenté , des officiers fubalternes de la justice, j'aie entendu les comprendre tous. Ce que j'ai dit relativement à ceux du parlement, peut regarder ceux des autres tribunaux ; mais je fais , & par expérience, qu'il est des distinctions à faire , qu'il en est des hommes dans la société comme des arbres dans un jardin : tous ne portent pas de fruits , où les uns en portent de mauvais , & les autres de bons. Je m'empresse de rendre la justice à qui elle est due , & c'est même un devoir que je dois remplir plus qu'un autre. Je dirai donc, avec tout le plaisir , que tout homme honnête doit ressentir à dire du bien de ses semblables , qu'un certain nombre des procureurs en la cour & des officiers inférieurs de justice , remplissent leur état avec des sentimens qui doivent les faire estimer , & leur attirer même plus de distinction de la part du gouvernement ; je dis leur attirer plus de distinction : en effet , des auteurs prétendent , que les procureurs dérogent ; d'autres prétendent le contraire. Ce qu'il y a de certain , c'est qu'un procureur n'est pas reçu échévin de Paris , & ce qu'il a de bizarre , c'est qu'il ne peut pas posséder conjointement avec sa charge , celle de secrétaire du roi ; tandis que les notaires , qui sont au-dessous deux , jouissent de cet avantage.

Je ne rappellerai point tout ce qui a été dit , & ce que tout le monde doit savoir relativement au parle-

ment. Si j'avois à écrire son histoire, dont le premier fil est perdu dans la nuit des tems, je le comparerois à un fleuve majestueux, dont la source se perd dans les terres les plus reculées, qui souvent a changé de lit, dont les eaux se sont utilement débordées, & qui enfin a heureusement repris son cours naturel. Je dirois...; mais ce que je pourrois dire, seroit superflu: des plumes habiles ont mieux saisi tous les traits de ce corps politique, que la mienne ne le pourroit faire.

Il est une seule observation que je me permettrai sur le parlement, & qui ne peut que lui être agréable; car je vais discuter devant lui-même la cause de la nation, & c'est parler à un amant de son amante.

Le parlement de Paris, a fait depuis peu un arrêté, par lequel il a pris la résolution de ne recevoir dans son corps, que des personnes qui auroient trois degrés de noblesse.

Je n'examinerai pas si le parlement a le droit de faire un tel arrêté sans le concours de la nation ou du roi son premier représentant; si ce n'est pas détruire une loi aussi ancienne que le parlement même, puisque les princes ont attaché la noblesse aux charges de conseillers au parlement, & entendu par-là, qu'elles fussent possédées par des roturiers, & non par des héritiers de trois quartiers de noblesse; si, par la même raison, que le souverain ne peut créer une loi sans le vœu de parlement, celui-ci peut également en établir une.

sans l'agrément du souverain ; si cet arrêté n'est pas une loi , qui , quoique tacite , n'a pas moins force de loi , & si elle ne touche pas aux intérêts même les plus sacrés de l'état & du prince. . . . Il ne m'appartient pas de toucher à l'arche.

Mais je dirai , en premier lieu , & je puis le dire avec toute raison , que lorsque le parlement a fait cet arrêté , il n'a pas considéré qu'il travailloit contre lui-même , qu'il éloignoit pour jamais de lui des sujets.

En effet , quel est l'homme qui , s'il compte trois générations de noblesse qui sont bien suffisans pour lui faire tenir un des premiers rangs dans le monde , à moins qu'il ne soit tourmenté d'une excessive ambition , ira sacrifier soixante - dix , quatre-vingt mille livres pour être en quelque façon l'homme d'affaire du public , & d'un public presque toujours ingrat ? Je dis sacrifier , puisqu'on fait qu'une charge de conseiller au parlement pendant vingt , trente ans , & quelquefois même plus , ne rapporte rien , ou très-peu.

En second lieu , que si dans certains parlemens de province , entr'autres dans celui de Bretagne , on ne veut illégalement que des nobles , & on en trouve , c'est que dans cette province la noblesse est fort commune , que les charges y coûtent plus de moitié moins qu'à Paris , que la représentation & la vie y sont beaucoup moins dispendieuses , puisqu'une partie de l'année les magistrats y mangent ensemble à l'auberge à table d'hôte ,

& que leurs femmes vont vivre sobrement dans les campagnes, que leurs logemens ne sont ni beaux ni chers; car le premier président même, demeure dans une petite maison à petite allée & à petite porte; qu'enfin leur charge les fait jouir de plus de distinctions, proportions gardées, puisqu'ils tiennent le premier rang, & qu'à Paris, un conseiller au parlement, est éclipsé par de plus grands personnages.

En troisieme lieu, que c'est faire diminuer le prix des charges, & faire tort par-là aux propriétaires de ces charges, ce que l'expérience ne confirme que trop, puisque depuis ce tems, de soixante-dix, quatre-vingt mille francs, elles sont tombées à soixante, encore ne se présente-t-il point d'acquéreurs, & dans ce moment-ci, il y en a moins dix à vendre.

En quatrieme lieu, que c'est ôter à la nation un de ses plus beaux droits. Car puisqu'elle est composée de trois états, de la noblesse, du clergé & de la roture, & qu'on refuse des membres de son tiers-état qui étoient appelées par la loi, par le pacte national à la juger, c'est incontestablement porter atteinte à ses droits, c'est enlever à la partie la plus foible, au peuple ses pairs, ses défenseurs naturels, ses amis.

C'a toujours été pour le maintien de ces droits sacrés de la nation, que les princes ont composé les parlemens de gens d'église, de gens nobles, & de roturiers. Voilà pourquoi ils ont conféré la noblesse à ces char-

ges , parce qu'autrement il étoit inutile de l'y attacher. Voilà pourquoi Charles VI a rendu le 7 Janvier 1400 , une ordonnance qui porte *que l'on mettra dans le parlement de Paris de bonnes personnes sages , lettrées , experts & notables , sans aucune faveur ni acception de personnes ; qu'on y mettra entr'autres des personnes nobles qui soient capables , & qu'autant que faire se pourra , on en mettra de chaque pays qui connoissent les coutumes des lieux ;* laquelle ordonnance fait bien voir que l'intention de ce roi n'étoit pas que le parlement fût composé de tous gens nobles , d'en exclure irrévocablement les roturiers , mais bien d'y fixer un certain nombre de nobles , ce qui s'entend par ces mots *entr'autres* , & encore n'a-t-il pas calculé le nombre des degrés de noblesse.

Enfin , je dirai , que le parlement n'offrant point à la noblesse des ressources comme l'état militaire & celui de l'église ; qu'en général , la noblesse étant peu fortunée , on ne peut pas s'attendre à y trouver toujours suffisamment de sujets pour remplir des charges aussi onéreuses.

Ces charges devroient être la récompense de magistrats qui auroient travaillé pendant dix ans dans les tribunaux inférieurs , & les charges de ceux-ci , la récompense d'une personne qui auroit exercé pendant dix ans la profession d'avocat.

Aujourd'hui l'on ne reçoit plus guere dans les tribunaux des sujets qui aient l'âge requis par les ordon-

nances , dispense qui ne devoit être accordé qu'à certains fils de magistrats distingués qui , dès leur berceau , sont censés avoir été élevés dans les principes & les mœurs de la magistrature. Aujourd'hui , combien de conseillers de cour souveraine , de maîtres des requêtes & même de commissaires départis qui n'ont pas atteint la majorité civile ! Aussi voit-on des conseillers souverains sans savoir , des maîtres des requêtes peu instruits , & des commissaires départis , avoir la science d'appauvrir leur province , de se ruiner eux - mêmes , d'employer les moyens les plus bas pour se procurer de l'argent. Et pour l'amour du bien , pour le salut , peut-être , d'une province entière , je suis obligé de le dire , j'ai la preuve en main , qu'un d'entr'eux emprunte sous le cautionnement de son secrétaire : ce qui prouve tout à la fois , & la bassesse de ses sentimens , & le peu de cas qu'on fait de lui ; cependant , je ne le déshonorerai pas jusqu'au point de le nommer publiquement , & d'ailleurs , la province qu'il a maltraité , l'a inutilement assez fait connoître.

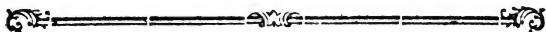


*De la Cour - des - Aides.*

**L**A cour - des - aides juge par appel , & en dernier ressort , tous procès tant civils que criminels , au sujet des aides , gabelles , tailles & autres impositions.

On reçoit , dans les cour-des-aides , notamment dans

celle de Paris , des fils , des freres , des neveux , des gendres de fermiers généraux & autres financiers du même genre : s'il est quelqu'un qui puisse dire , que ce ne soit pas un abus , un très-grand abus , & qu'il soit dans l'ordre qu'un fils juge son pere , qu'un frere juge son frere , un neveu son oncle : je lui répondrai , & alors je m'engagerai dans une longue dissertation à ce sujet.



*Du Châtelet.*

**L**E châtelet est la premiere justice royale du royaume. Aucune juridiction n'a un ressort plus étendu , plus de droit , & ne laisse plus perdre & ses affaires & ses droits , tant il est vrai , que tous les corps en vieillissant perdent leur force.

A l'égard des affaires , en voici la raison , les officiers subalternes du parlement en trop grand nombre & ceux des consuls également avides de butin , attirent à eux tout ce qui s'y présente , leur devise est *qui potest capere , capiat* , & on ne peut trop les en blâmer. Le Châtelet devrait faire les représentations convenables à ce sujet. Il devrait aussi avoir à toutes les audiences des consuls , un de ses avocats du roi , pour y réclamer les causes de sa compétence. Il a quatre avocats du roi , ainsi un d'entr'eux peut faire ce service , ou à sa place un conseiller faisant les fonctions du ministère public pour l'absence au terme de l'ordonnance.

Il est un autre raison pour laquelle le Châtelet est souvent dépouillé. C'est que l'on n'y expédie pas assez , & que les audiences ne sont pas tenues comme elles pourroient l'être. Ce qui est cause que l'on n'expédie pas assez , c'est d'abord , parce que les procureurs y sont en trop grand nombre , que la plupart sont trop jeune , trop livrés au luxe , au plaisir , à la dissipation , & qu'ils achètent trop cher leurs charges ; un quart d'eux gagne dans son état ; l'autre quart se soutient ; l'autre végète , & l'autre meurt de faim. Ceux qui s'enrichissent , traitent les affaires très-lestement. Ceux qui se soutiennent les menent tout doucement. Ceux qui végètent les conduisent négligemment , & ceux qui meurent de faim , les abandonnent.

De là l'instruction des affaires se fait , on ne peut pas plus mal au Châtelet. De là cette instruction est très-lente , très-tardive ; de là on ne voit pas la fin des procès. Ensuite les parties se plaignent aux juges , & des juges. Le public murmure & crie à tort & à travers. Au bout de dix ans , un procureur produit une affaire entre les mains d'un rapporteur. Sa partie vient le voir , lui demander des nouvelles de son affaire. " Votre affaire , dit-il , ne dépend pas de moi : voyez , pressez votre rapporteur. „ Est-elle à l'audience : il conseille de solliciter M. le lieutenant civil ou M. le lieutenant particulier. La partie court chez les juges crier qu'il y a dix ans que son affaire dure , emploie toute sorte de crédit , de

protections, & fait entendre que c'est une justice absolue de la juger tout de suite. Tandis que sur les rôles & dans les cabinets, il y en a une multitude de placées & produites avant la sienne.

Ce qui est encore cause que l'on n'expédie pas, c'est que les audiences ne sont pas tenues comme elles devroient l'être. Effectivement l'audience, au lieu de commencer à neuf heures & quelquefois plus tard, devrait toujours commencer à sept heures, conformément à l'ordonnance de Charles VIII de l'année 1495, qui porte *que le prévôt de Paris viendra en tout tems au Châtelet à sept heures du matin pour entendre au fait de son office.*

Bien de gens se laissent juger par défaut, & évitent ainsi le degré de juridiction, c'est là aussi ce qui a fait perdre au Châtelet le *committimus*, qu'on a rendu aux requêtes de Palais, & ce qui a déterminé à rétablir cette chambre.

On perd tous les jours une heure d'audience à donner des défauts & à en rabattre. Pour abréger cette opération, l'on devroit comme au palais, n'accorder jamais plus de trois remises.

Lorsque les avocats ont assez plaidé pour que leur cause soit entendue, il faudroit leur dire chaque fois, & ne pas le laisser parler en pure perte de mots & de tems, ce qui arrive souvent au Châtelet, sur-tout quand un avocat n'a pas assez étudié sa cause, où qu'il n'est pas bien convaincu de la solidité de ses moyens.

Il faudroit aussi afficher toutes les causes dans l'antichambre de la salle d'audience, afin que non-seulement, les procureurs & les avocats se tinssent prêts, mais afin que les parties en fussent instruites, y veillassent & jugeassent par-là si elles éprouvoient des retards, des défauts, ou déboutés d'opposition, que c'est par la faute de leurs procureurs ou avocats.

Il seroit à propos qu'il y eut toujours au moins un des gens du roi, depuis le commencement jusqu'à la fin de l'audience, au lieu qu'ils y arrivent presque toujours tard, & que quelquefois il n'y en vient point du tout (a).

Il seroit nécessaire, au moyen de ce qu'on donneroit deux heures d'audience de plus, en entrant à 7 heures, d'assigner une heure favorable, comme onze heures aux avocats du palais. Voici même ce que je ferois si j'avois le très-onéreux honneur d'être lieutenant civil : je tiendrois une audience depuis sept heures du matin, jusqu'à neuf heures précises pour les causes sommaires, & celles de peu de discussion. A neuf heures, je vaquerois aux affaires de cabinet, ou je rapporterois celles du porte-feuille, comme les interdictions, les tutelles,

---

(a) Les avocats du roi au Châtelet, sont pour ainsi parler, des passe-debout. Ce tribunal avoit obtenu, il y a quelques années, d'avoir un avocat du roi perpétuel. On sent combien cette institution étoit sage & utile ! Mais *transivi & jam non erat*.

les réformations , de noms sur les registres des paroisses &c. A dix heures , je tiendrois une autre audience jusqu'à midi , qui s'appelleroit la grande audience ; elle seroit pour les grandes affaires. Je demanderois que les services de chaque colonne fussent de deux mois , car l'expérience prouve qu'un mois est trop court pour leur service , sur - tout , au parc civil. Je fixerois le 25 de chaque mois ; qu'on nommeroit le grand jour d'audience , pour être uniquement consacré aux plus grandes affaires , ent'rautres , à celles dans lesquelles les gens du roi portent la parole. Je n'ai pas besoin de dire , que si le 25 tomboit un jour de fête ou de vacances , alors on prendroit un autre jour. Je demanderois encore qu'il y eut une chambre de vacations permanente. Il est étonnant , que dans un tribunal comme le Châtelet , il n'y en aie point : qu'en vacances les conseillers de chaque colonne aient la liberté de venir ou ne pas venir accompagner sur le siege le lieutenant civil , & le lieutenant criminel. Je prierois M. le lieutenant criminel , de tenir ses audiences en vacations dans d'autres jours , que celles où tiennent celles du parc civil , ou de ne les tenir qu'après , parce que ces audiences se nuisent & s'enlèvent mutuellement des avocats & des juges. Je proposerois de faire tenir tous les ans l'une & l'autre audience par seize de MM. les conseillers , à prendre par le doyen , après les quatre premiers , & le dernier conseiller , le second doyen , & l'avant dernier con-

feiller , ainsi de suite ; par ce moyen , sur soixante-quatre juges , on ne se trouveroit guere que tous les trois ans de la chambre de vacations. Enfin , je représenterois qu'un magistrat seul , ne peut pas supporter tout le fardeau d'une audience , comme la chambre civile , la chambre de police & la chambre criminelle , & qu'il doit être accompagné au moins de deux conseillers ; en effet , dans ces trois chambres , sur-tout à la chambre civile , il se présente souvent des affaires très-ardues , & capables d'embarasser le juge le plus consommé ; d'ailleurs , il peut avoir quelque momens de préoccupations ou de distractions ; car , quel est le juge qui puisse résister aux passions , qui soit affranchi des foiblesses humaines ? il n'y en a point : & qu'on ne dise pas qu'il a la ressource de mettre une cause en délibéré ; car , quelle ressource que celle de prolonger les affaires ; d'ailleurs , il les jugera toujours seul , & l'homme seul condamnera des hommes.

A l'égard des affaires de rapport , autrefois , & il n'y a pas quinze ans de cela , les appointemens au Châtelet n'étoient distribués qu'aux conseillers qui avoient dix ans de service , qui étoient de la chambre où ces appointemens ainsi que les délibérés étoient prononcés , ordre qui avoit été établis pour rendre les conseillers exacts aux services. Actuellement toutes les affaires sont distribués pêle-mêle , & non-seulement ceux qui sont nouvellement reçus , ont des appointemens , mais même

font chargés des plus considérables ; en un mot , de ce qu'on nomme les plus belles affaires. Je respecte infiniment les jeunes magistrats ; je l'ai été , & le suis même encore ; je fais qu'il en est parmi eux qui ont des talens , des lumières , que certains même peuvent avoir plus de facilité , de sagacité , de pénétration , & sur-tout d'élocution que quelques anciens dont l'esprit doit s'émousser par un long travail , & se refroidir par les glaces de l'âge ; mais toujours , est-il vrai , que les années supposent l'expérience , & que le public a plus de confiance dans un juge qui a un long service , qu'à celui qui ne compte que quatre ou cinq lustre : en un mot , il en est d'un juge comme d'un médecin ; celui qui a le plus d'âge , & par conséquent de pratique , attire le plus la confiance.

Il résulte un autre inconvénient de cette nouvelle distribution d'instances ; c'est que si elles tombent entre les mains d'un rapporteur qui , quoique jeune , est assez éclairé & l'aborieux ; elles peuvent passer entre les mains d'un magistrat jeune & dissipé , qui par-conséquent , n'a pas ce type d'esprit & de caractère magistrat qu'il faut avoir dans les affaires. Bientôt il s'effraie , se dégoûte , se rebute à la vue de cette masse de procédure. Il n'ose entrer dans ce labyrinthe de chicane , de crainte de s'y perdre & d'être trop long-tems à s'y retrouver , *Et interea patitur justus*. Au bout de quelques mois il se dé-

porte (a), ou bien à l'aide d'un secrétaire aussi inepte qu'intéressé, il fera un travail diffus, lourd, mal digéré, & fera perdre beaucoup de tems aux juges qui seront obligés de l'analyser.

Charles VIII. dans son ordonnance ci-dessus citée dit, *que les conseillers seront tenus de s'assembler avec le prévôt de Paris ou son lieutenant par chacune semaine, le jour de vendredi pour entendre à la distribution & expédition des procès.* Une autre ordonnance du même roi rendue en 1485, porte : *avons ordonné que la distribution des procès de notre Châtelet, soient si secrètement baillée de par notredit prévôt à visiter aux conseillers, que les parties ne puissent savoir à qui le procès sera baillé à visiter (b).* Pourquoi ne pas suivre ces sages ordonnances ?

---

(a) Un procureur au Châtelet me disoit dernièrement qu'il venoit enfin d'obtenir un jugement dans une affaire qui avoit vu cinq rapporteurs, & n'avoit été vue que par un, ce qui avoit occasionné beaucoup de frais, en changement de secrétaire, l'affaire n'ayant pas été plus heureuse en secrétaires qu'en rapporteurs.

(b) Au parlement de Nanci, pour éviter beaucoup de sollicitations, on ne nomme les rapporteurs que lorsque toutes les pieces sont produites au greffe, on devroit faire de même dans tous les tribunaux ; l'on pourroit encore, ce me semble, faire mieux, ce seroit d'établir un office de secrétaire réuni à celui de greffier, qui alors emploieroit tant de commis qu'il lui faudroit. Faire un tarif juste pour le salaire des extraits, & défendre sous peine d'amende, ou plus forte peine, à cet officier, de faire connoître les rapporteurs.

Au surplus, les affaires de rapport ne s'expédient point assez promptement, parce qu'une seule chambre du conseil ne suffit pas principalement à cause de l'ordre qui y est établi, de rapporter par droit d'ancienneté, ce qui fait que les jeunes rapporteurs sont reculés & rejetés souvent très-loin pour des rapports, qui pour être bien faits, doivent être présentés dans ces premiers momens où l'esprit est encore dans la fermentation, & la mémoire dans l'élaboration.

Il y a long-tems qu'on le dit, & je ne puis qu'y insister, que deux chambres du conseil au Châtelet sont nécessaires, & même indispensables pour le bien public. Le nombre des conseillers est assez grand, puisque l'on y compte huit charges de trop. Cet article me donne occasion de parler d'un autre moyen encore très-propre à pourvoir à l'utilité de ces huit charges, & de ceux qui peuvent en être pourvus. Il y a au Châtelet la juridiction des auditeurs, où c'est encore un seul homme qui juge toutes les affaires au-dessous de quarante livres, affaires aussi intéressantes pour les petits particuliers qui les ont, que de grandes le sont pour les gens riches. Les mêmes raisons qui ont servies à l'amplication des présidiaux peuvent aussi donner lieu à l'amplication de cette petite juridiction, on pourroit s'y déterminer d'autant plus que cela soulageroit l'audience du présidial du Châtelet qui est toujours très-chargée; quoique par un système bien funeste aux intérêts

des citoyens , on persiste à n'y juger toutes les causes que bailliagèrement. Il seroit donc à propos pour cela de porter les affaires à cent livres au premier chef , & deux cents au deuxieme chef : de réunir la charge de juge auditeur à la compagnie de MM. du Châtelet ; de statuer que cette juridiction seroit présidée & tenue chaque mois par le doyen & les deux derniers conseillers de chaque colonne (a).

---

(a) Qu'il y a encore une grande & belle opération à faire au Châtelet , relativement à la magistrature ! c'est d'y réunir les commissaires. Une mauvaise spéculation de finance a fait des offices de commissaires au Châtelet , des offices hétéroclites. Le peuple qui n'a que trois jours dans l'année pour exprimer à-peu-près ce qu'il pense , ne manque jamais dans les jours gras de se jouer des commissaires en en prenant le rôle. Une grande partie des masques ou chiant-lits , est déguisé en commissaire. Les spectacles en offrent aussi assez souvent l'importance , la gravité plaisante , le ridicule.

On se plaint , & avec raison , que la police n'est pas encore faite , comme elle devoit l'être : elle ne pourra jamais être très-bien faite tant qu'il y aura des commissaires. Et qu'on ne parle pas du tems de M. de S. . . ; alors il y avoit beaucoup moins d'ordre & d'économie dans les finances. La police avoit un revenu plus considérable ; les rues étoient plus propres ; il en coûtoit plus. Les reverberes étoient nourris d'une huile plus pure ; ils éclairaient mieux ; il en coûtoit plus. Les officiers de police étoient plus ardens , plus vigilans ; ils étoient encouragés par de plus forts salaires , par des gratifications ; le nombre des observateurs étoit plus grand , & il en coûtoit encore plus.

Les fonctions des commissaires sont divisées en trois parties , le civil , la police & le criminel. Le civil leur produit beaucoup ; la police peu , & le criminel très-peu. Ils s'attachent à la plus

A l'égard des droits & honneurs que le Châtelet a laissé perdre, le Châtelet est le premier tribunal où il

---

lucrative qui est le civil. La police en souffre, parce que le chef qui ne peut pas être universel, qui doit être secondé par les commissaires, ne l'est pas exactement, & qu'il n'a pas assez de moyens pécuniaires pour l'être.

Les commissaires tout de feu pour les scellés, enquêtes, ordres, liquidations, comptes & partages, font de glace pour la sûreté, la clarté, la propreté & tous les détails de la police. Dans le moment où j'écris, je parierois qu'il y a un quart des boulangers dont le pain n'a pas le poids d'ordonnance, parce que les commissaires trop occupés d'ailleurs, ne vont chez eux faire la visite que rarement, & à des jours & heures fixes, ce que les boulangers sachant, ils ne se mettent sur leur garde que ces jours-là. Les ordonnances qui fixent le prix de la viande, du beurre, &c. ne sont pas non plus exécutées, parce que les commissaires n'y tiennent pas la main. Enfin il est constant qu'un commissaire faisant payer son tems dans son cabinet, où étant à l'affût d'un scellé, dans une brouette, un fiacre, une cave, un grenier, ou tombant sur la dépouille d'un mort, ne peut pas donner tous ses soins à la police. Il y a plus, c'est qu'il y a même des abus dans ses fonctions civiles; en effet, un commissaire qui a le pouvoir d'apposer un scellé n'a pas celui lors de cette apposition ou de l'inventaire, s'il survient des contestations entre des héritiers & des créanciers ou légataires, de rendre une ordonnance. Son ministère est en déshonneur; il faut aller en référé en l'hôtel du magistrat; il faut faire beaucoup de frais.

Pour obvier à ces abus, pour rendre à une juridiction ce qui doit lui appartenir, pour faire le bien de la police, il seroit donc nécessaire d'incorporer tous les commissaires avec les magistrats du Châtelet. Les épices, les émolumens, la noblesse, les honneurs, exemptions, privilèges, droits & prérogatives, les dédommageroient de la petite perte de bénéfice qu'ils feroient

y ait eu des conseillers. Les conseillers en cette cour sont les premiers après les membres du conseil d'état & privé, qui aient eu le titre de conseillers du roi, titre d'autant plus relatif à leurs fonctions, que les rois, & principalement Saint Louis alloient rendre la justice au Châtelet, d'où est resté à ce tribunal seul, l'honneur & le droit qu'il conserve d'avoir un dais au parc civil & au présidial. Alors le prévôt de Paris avec les conseillers de son siege, s'appelloient conseil du roi au Châtelet, & chaque conseiller prenoit la qualité de conseiller du roi en son conseil du Châtelet; les uns & les autres, je ne fais par qu'elle raison, ont abdiqués ces glorieuses & distinctives qualifications (a).

---

par un partage plus étendu de ce bénéfice. Les fonctions de la police seroient remises aux inspecteurs de police, à qui elles conviennent essentiellement. Pour répondre à la seule objection que l'on pourroit faire sur le trop grand nombre de magistrats qu'il y auroit au Châtelet, on les diviserait en deux semestres, celui des conseillers juges & celui des conseillers enquêteurs, examinateurs, ordinateurs, &c. Tour-à-tour l'un seroit occupé des affaires intérieures de la juridiction; l'autre des affaires du dehors.

Enfin, la même bourse commune qui est actuellement parmi les conseillers, comme celle qu'ont entr'eux les commissaires, seroient réunies pour toute la compagnie.

(a) Les magistrats de cette juridiction négligent encore la qualité honorable de conseiller au siege, de la conservation des privileges royaux de l'université de Paris. Depuis la réunion de ce siege au Châtelet, les prévôts de Paris n'ont jamais manqué de prendre le titre de conservateur, &c. Les magistrats doivent

Le prévôt de Paris & sa compagnie ne s'appellent plus que le Châtelet , & les conseillers ne prennent plus que le titre nud & bannal de conseiller du roi. Je dis le titre bannal , car on fait jusqu'à quel point des besoins d'état ont fait prodiguer ce beau titre , & l'ont rendu aujourd'hui si commun que , quantité de gens dont leurs places , telles qu'elles soient , ne leur donnent pas la moindre relation aux conseils de Sa Majesté , s'en décorent , jusqu'aux pasteurs de l'église qui devroient être les plus humbles , qui se qualifient de conseillers du roi , & même en ses conseils , quoiqu'ils n'y aient aucune influence , mais parce que jadis des rois ont eu la bonté d'y en admettre quelques-uns , & dont on les a sagement écartés , afin qu'ils pussent mieux vaquer aux affaires spirituelles de leurs diocèses.

Le Châtelet autrefois assistoit en corps aux entrées des rois & des reines à Paris , alloit complimenter leurs majestés à tous les heureux événemens , étoit présent aux obseques de tous les princes & princesses , aux services des évêques de Paris , & à leurs prises de possessions , au *Te Deum* , aux processions générales ; en un mot , à toutes les cérémonies publiques.

De tout cela , il n'a conservé que l'usage d'être témoin

---

donc pour leur honneur prendre leur vraie qualité qui est écuyer , conseiller du roi en son conseil du Châtelet , siège présidial , & de conservation des privilèges royaux de l'université de Paris.

du néant des grandeurs, aux catafalques des rois & des reines, d'assister à la publication de la paix, & d'aller à la distribution des prix de l'université, encore n'y va-t-il pas dans l'appareil qu'il devoit avoir, accompagné de la troupe militaire qui veille à sa garde & du commandant du guet à la tête. D'après tout cela, on peut croire que d'autres droits, prérogatives & honneurs de MM. du Châtelet dorment aussi, ou sont perdus dans la nuit des tems. C'est à ceux d'entr'eux que leur mérite a fait trouver dignes d'être à la tête de ses archives, & qui veulent bien consacrer leur tems à scruter tous les monumens de sa gloire & de sa splendeur, à avoir encore le courage de les chercher au fond de cet abîme (a).

---

(a) Par des lettres patentes du 21 mars 1521, François I donna entr'autres choses aux conseillers au Châtelet, *l'exemption de tous droits d'aides, ou autres impositions pour les grains & les autres fruits de leurs terres* : aucune loi n'a détruit celle-là, & messieurs du Châtelet exempts de tous droits d'aides, paient, & aussi cher que d'autres, l'entrée du vin qui vient de leur terre, & qui en est bien un fruit.

Par édit du même roi du mois de mai 1539, ils sont admis comme les conseillers de cour souveraine au droit annuel connu depuis sous le nom de Paulette, parce que Paulet secrétaire du roi, par édit de 1604, en fut établi le premier fermier : ils sont, dis-je, affranchis de ce droit sans aucun prêt ; ce sont les termes de l'édit : plusieurs arrêts du conseil les ont confirmés dans ce privilège, & cependant ils paient aujourd'hui, je ne fais encore pourquoi le droit annuel sous le nom de centième denier : il est vrai que les chefs ne le paient pas !

C'est encore ici le lieu de parler d'un usage que le Châtelet a conservé , ou plutôt que la force de l'habitude & son respect immuable pour ses devoirs a maintenu ; usage peut-être aussi ridicule dans son essence , qu'il est noble dans ses principes : usage , enfin , dont le nom promet beaucoup , & dont les effets sont assez stériles : on sent que je veux parler de la montre des officiers qui revient tous les ans à la Trinité.

A voir cette assemblée tumultueuse , cette cavalcade mal en ordre , ces cavaliers indisciplinés , dont quelques-uns sont surchargés d'abondance bachique ; ces chevaux tout désappareillés & mal-harnachés qui ne se soutiennent guere mieux que ceux qui les montent ; cette bigarure d'hommes , d'animaux , d'habits , de robes & de perruques ; en un mot , cette inuformité tout-à-la-fois militaire & bourgeoise , grave & bouffonne ; des étrangers qui viennent à Paris pour prendre des leçons de goût , de sagesse , croient y arriver dans un tems de carnaval , & prennent cette gothyque cérémonie pour une vraie farce , une mascarade.

La montre n'a été établie que pour acquitter auprès des premiers personnages de la robe , un tribut d'hommages , & en même tems entretenir une heureuse subordination. Les visites que les officiers du Châtelet font aux magistrats supérieurs dans le cours de cette cavalcade , sont un devoir de bienfiance & de civilité qu'ils leurs rendent.

Il paroît que l'on n'a imaginé de métamorphoser ce jour-là, ces paisibles officiers en écuyers, cavalcadours, que parce qu'alors Paris n'étoit pas pavé, que le terrain étoit bas & plein de boue, & que l'on ne se feroit pas encore de carosse.

Aujourd'hui que Paris est payé & qu'il y a des carosses, il me semble que si l'on ne juge pas à propos d'abolir cette grotesque cérémonie, au moins on pourroit en corriger le ridicule, car encore une fois, on ne peut pas nier que ce n'en soit un, de faire promener à cheval des magistrats, des gens de robe.

Que vingt huissiers députés de chaque compagnie, l'une à cheval, l'autre à verge, montent à cheval, qu'ils soient précédés de leurs musiques, timbales & trompettes, que les uns portent les attributs de la justice, comme le casque, la cuirasse &c. ainsi qu'à l'ordinaire, & que les autres qui ne porteroient rien, marchent en ordre, que seize députés des huissiers prieurs viennent ensuite en carosse, huit huissiers audienciers, douze commissaires également en carosse, un avocat du roi, avec un huissier audienier dans sa voiture, & ensuite le lieutenant civil avec deux huissiers audienciers dans sa voiture, & deux officiers de la garde du Châtelet à cheval l'épée nue à chaque portiere de la voiture : je crois que cette cérémonie seroit beaucoup plus simple, plus majestueuse & plus dans l'ordre.

On peut dire & faire la même chose à l'occasion de

la cavalcade du Châtelet, & de la ville, à la publication de la paix. Enfin on a déjà tellement senti combien il étoit peu séant, que les gens de robe allassent à cheval dans les occasions qui, exigent leur présence, que le lieutenant criminel qui, il n'y a pas bien longtemps, assistoit à cheval aux exécutions des criminels, n'y va plus qu'en carosse.

Encore un mot à dire sur le Châtelet. Il est étonnant que tandis qu'on élève tant d'édifices à la frivolité, on élève si peu de temple à la justice. Combien de villes où elle se ne rend que dans des mazures ? Et le Châtelet lui-même malgré la réparation que l'on vient de faire à sa décrépitude, n'est-il pas une effroyable mazure ? Il n'y a pas en France de juridiction à laquelle un plus grand nombre d'officiers soit attaché, & il n'en est pas, qui à proportion, offre une plus étroite enceinte. L'air méphitique des prisons angustées, les vapeurs fétides d'un marché, d'une boucherie, de coins, de recoins, de petites rues, de passages étouffés, forment son atmosphère, &, chose affreuse, horrible repoussante, le dépôt des morts inconnus, la morgue s'y trouve presque sur le passage (a).

---

(a) En 1460 les bâtimens du Châtelet étoient en si mauvais ordre, que Charles VII transféra les séances de ce siège de la justice au Louvre, pendant le tems très-long, qu'on employa à le réparer. Pour fournir à la dépense, ce roi par des lettres patentes du 9 mai 1485, accorda tous les deniers provenant

On a fait de beaux plans , car nous sommes dans le tems où l'on en donne le plus , & où l'on en fait peut-être le moins. On a , dis-je , fait de beaux plans pour la reconstruction du Châtelet. Les uns l'ont placé aux Augustins , les autres aux Cordeliers ; d'autres sur le bras de Seine qui baigne le Pont-Rouge , d'autres à l'hôtel des Ursins , d'autres enfin à la place de Grève à côté du nouvel hôtel-de-ville que l'on se propose de bâtir. Je pense que ce dernier mérite la préférence. Le Châtelet coûtera un peu plus à bâtir , mais il sera mieux pour tout ; guere plus loin du palais , plus près des consuls , de l'hôtel de la force & de l'hôtel-de-ville. Les prisons y feront vastes , en bon air , & ce sera un monument remarquable & digne de quadrer avec le nouvel hôtel-de-ville projeté. On pourra continuer en faveur de sa construction , les six deniers pour livre , sur la capitation attribuée à celle du palais , qui est sur le point de finir. En attendant , on pourroit construire , le nouvel hôtel-de-ville , & ensuite donner l'ancien , ( qui est celui qui existe actuellement , au Châtelet , & employer l'église de St. Jean , à faire une prison , grande , spacieuse &

---

des forfaitures , confiscations , aubenages , ou successions qui échoiroient en la prévôté & vicomté de Paris.

Dans une déclaration du roi Louis XIV , on voit que son dessein étoit de construire un nouveau siege du Châtelet avec toute l'étendue & la magnificence qui entroient dans ses plans , & qui convenoient à ce siege.

telle qu'elle doit être : mais dira-t-on , quelle idée que de destiner cette église à faire une prison ! & que fera-t-on de la cure ? des paroissiens ? ou iront-ils ? la réponse est aisée , & fera , je l'espère , satisfaisante. L'église de St. Jean est extrêmement voisine de celle de St. Gervais , & l'on conviendra qu'il a été assez mal-entendu de bâtir ainsi deux églises paroissiales l'une à côté de l'autre , sur-tout quand il y a des quartiers très-étendus , où il n'y en a point comme le marais , il n'y a dans la majeure partie du marais que quelques couvens , entr'autres celui des Capucins , & presque tout ce quartier là dépend de la paroisse St. Jean. Il y faut une église paroissiale , & on ne peut , ce me semble mieux faire , que d'y établir l'église de St. Jean , & en attendant qu'on y en construise une , on peut se servir de celle des Capucins , l'arranger , l'agrandir même , si cela est nécessaire , & réunir cette maison de religieux à un autre. Rien n'est plus aisé d'ailleurs que de loger des Capucins.



*Des bailliages & présidiaux.*

**L**ES bailliages & présidiaux , comme je l'ai fait voir , en traitant du centieme denier n'ont presque point de revenu , & il en coûte même à la plupart de leurs principaux officiers pour payer les droits du roi. Ceux qui ressortent au parlement de Paris , y sont souvent

attirés par des affaires de corps, & ils ne peuvent pas y envoyer des députés qu'il ne leur en coûte très-cher : & d'ailleurs , ces députations privent les tribunaux , & les parties des plus grandes lumières ; car se font ordinairement les magistrats les plus éclairés qui sont chargés des intérêts des compagnies , ce qui excite assez souvent la jalousie.

Ils feroient beaucoup mieux , suivant moi , de se réunir & se cottiser tous pour avoir à Paris sous le bon plaisir de la cour, un député général , à demeure.

Le magistrat qu'ils choisiroient , se trouveroit très-honoré de cette importante commission , & sans doute , ne demanderoit pour ses peines & ses soins , que l'entretien d'un secrétaire & d'une voiture.

Les autres baillages & présidiaux qui ne sont pas du ressort du parlement de Paris , mais qui sont dans le cas d'avoir des affaires au conseil , des actes de notoriété , des pareres à demander , des consultations à faire faire , des graces à solliciter, des représentations , des mémoires à présenter , pourroient s'y réunir. Alors il n'en coûteroit presque rien à chacun des membres de toutes ces juridictions, & le peu qu'ils jugeroient à propos de consacrer , suffiroit encore pour louer à Paris , un hôtel honorable pour ce député.



*Des commissions attribuées à la police.*

**O**N a depuis peu parlé & écrit pour & contre les commissions. Je n'examinerai pas si elles sont un bien, ou si elles sont un mal. Comme magistrat, je serois trop suspect. Je dirai seulement que les commissions devraient au moins être composées de magistrats compétens, & par leur état, & par le genre de leurs fonctions, pour juger des matières qui y sont soumises.

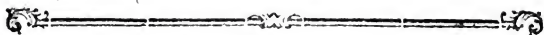
Or, à ces commissions ne sont appelés que des conseillers de la cour-des-aides; par état, ils sont incompetens, puisqu'il ne s'y agit d'aucune affaire qui, si elle suivoit le cours ordinaire de la justice, n'iroit point à leur tribunal. Ils le sont encore incontestablement par le genre de leurs fonctions, puisqu'elles ne consistent qu'à juger des matières d'aides.

Et dans des commissions, il s'agit de juger des questions de droits, des questions de coutume, des points d'ordonnances civiles & criminelles, d'interpréter toutes les loix du royaume & lorsque tout démontre que le magistrat d'un baillage ou d'un parlement même, qui a blanchi sur les fleurs de lys, sachant beaucoup, au bout de sa carrière, ignore encore plus de la moitié de ce qu'il doit savoir: un juge des aides pourra-t-il se flatter, je ne dirai pas de savoir, mais de se douter des loix locales, du droit romain, du droit des gens, du droit commun? non.

Envain , dira-t-on pour lui , qu'il a travaillé , étudié long-tems dans son cabinet. Je répondrai décidemment , que tout son travail est neutre , que la théorie sans la pratique n'est rien , & que ce n'est que dans le creuset de l'expérience que s'élabore parfaitement l'esprit d'un magistrat.

Je ne prétends point attaquer , dégrader les facultés intellectuelles de la cour-des-aides , & spécialement de ceux de ses membres qui sont chargés de juger les commissions sous la présidence de M. le lieutenant de police. Je n'ai pas de peine à croire , qu'il n'en est aucun d'eux qui ne soit plus instruit , plus éclairé que moi : & en disant qu'ils ne le sont pas assez , pour la partie qui leur est confiée , je leur demande pardon de ma franchise ; mais en traitant une matiere de cette importance , je dois suivre l'inspiration sacrée de la vérité.

Il seroit un moyen plus satisfaisant , peut-être pour tout le monde , de composer les commissions ; ce seroit de choisir pour juges deux conseillers au parlement , deux conseillers de la cour-des-aides , parce qu'il peut s'y trouver par hasard quelque affaire de leur sphere , deux maîtres des comptes , parce qu'ils sont plus versés dans les opérations de calcul & qu'il s'y en présente beaucoup , enfin , deux conseillers au Châtelet , parce qu'ils seront maintenus avec justice , ainsi que les conseillers au parlement , dans la possession glorieuse & immémoriale de juger des affaires de leur compétence ,

*Des Avocats.*

**O**N a tant écrit sur la profession d'avocat : on en a tant loué la noblesse & tant vanté l'indépendance, qu'on pourroit penser qu'il n'y a plus rien à en dire. Cependant je crois que les gens d'esprit qui ont exercé leurs plumes sur cette matière n'ont pas encore tout dit.

La profession d'avocat est, on ne peut pas plus, honorable. Rien de si noble, de si glorieux que de défendre les intérêts d'un citoyen, d'épouser sa cause, de s'identifier, pour ainsi dire, avec lui, d'être l'organe des loix, l'interprète de la nature, l'égide du foible, le bouclier de l'infortuné, l'orateur de la raison (a).

---

(a) Quelles sont en effet les qualités distinctives du véritable avocat ? On exige de lui l'attention la plus exacte ; l'intégrité la plus pure, la fermeté la plus vive. Ce sont ces caractères essentiels qui le rendent nécessaire à ses concitoyens, qui lui font défendre avec succès leur honneur, leurs biens, leur état, leur vie même, qui élèvent ces infatigables ministres de la justice au rang des héros dans la société, égaux, pour ainsi dire, à ceux qui lui sacrifient leur sang ; car ces hommes redoutables que leur valeur rend, à si juste titre célèbre, & pour qui nos besoins présents nous intéressent si vivement, ces fameux capitaines n'ont que quelques instans à faire usage de leurs talens, pour notre utilité & pour leur gloire ; ils ne combattent pas sans cesse ; ils n'ont pas toujours des provinces à conquérir, des ennemis à vaincre, leur patrie à défendre.

Mais que de science, que de talens il faut dans cette importante profession ! Et combien il s'y en trouve peu aujourd'hui. Une foule de jeunes gens, qui n'ont point d'état, qui veulent en avoir un, & qui y sont comme obligés, parce que la société ne pardonne point de ne pas en avoir, embrassent celui-là par la raison qu'il coûte très-peu, qu'il est distingué, & que les rayons de la gloire de quelques membres réfléchissent sur tout le corps. Ils se bornent la plupart à voir leur nom inscrit sur le tableau, & à avoir de ce noble état, l'habit & la qualité, sans chercher à en soutenir la gloire par leurs travaux.

Je n'entends désigner ici personne d'entr'eux, & je puis leur adresser à tous ces paroles de leur modele, de l'orateur romain, *ego autem neminem nomino ; quare irasci nemo mihi potuerit, nisi qui prius de se confiteri voluerit* Cic. *Orat. pro lege manilia.*

Il en est d'autres, qui, trop peu instruits, ne sont pas capables de bien remplir cet état ; incapacité qui prend sa source dans les études stériles du droit.

En effet, un jeune homme qui sort de la poussière du college passe aux écoles de droit. On lui vend de gros cahiers qu'on lui dit qu'il faut qu'il apprenne & qu'il n'apprend point. Pour son argent, on lui accorde tous les grades qu'il demande. Il se présente ensuite

---

Les travaux de l'avocat, au contraire, ne sont jamais interrompus ; il ne connoît point de repos ; il agit sans cesse ; il ne sort d'un combat que pour se livrer à un autre. [ M. Mannory. ]

au parlement , leve la main , & auffi-tôt il a le pied dans l'ordre des avocats. Il va se promener de tems en tems au palais , & au bout de trois ans d'apparition on lui trouve un mérite bien plus grand & plus mûr , on le proclame digne d'entrer tout-à-fait dans l'ordre de figurer fur le tableau.

Le moyen qu'il foit instruit ! Le moyen de former de grands orateurs ! Auffi , excepté le célèbre Geibier , on n'en compte plus au palais : car on ne peut absolument pas donner ce nom à ceux qui lifent leur plaidoyer , ou qui , comme un prédicateur , répètent ce qu'ils ont écrit. Le véritable orateur eft l'homme qui eft maître de fon efprit , qui l'a affez nourri de fciences , de principes , d'expreflions pour tirer promptement de fon fond , tout ce dont il a befoin , qui s'eft formé le goût , le ftyle par la lecture des plus habiles écrivains , qui a étudié profondément les grands maîtres , qui a appris à connoître le cœur-humain , à l'attendrir & l'affermir , à l'émouvoir & le calmer , à l'embraser & le fixer , à lui donner les plus heureufes impulflions , en un mot , à lui faire prendre vivement la trempe de la vérité.

Si de tels hommes ne fe trouvent plus dans le temple de la juftice , il ne faut s'en prendre qu'au vice des études , du droit , de l'adminiftration , de l'ordre , & de la trop grande abondance de fujets.

Les avocats , on peut & on doit le dire , s'occupent

entr'eux de vétilles , entr'autres , ils rayent de dessus leur tableau , celui qui donne une quittance de ses honoraires , & ils sont convenus d'en recevoir , & ils ne travaillent pas sans être payés , ou sans l'espérance bien fondée de l'être. Or , si c'est un crime que de donner une quittance , quel est le plus coupable de celui qui reçoit & donne une quittance , ou de celui qui reçoit & qui n'en donne point ? Ils le sont au moins autant tous les deux. Quel désintéressement que celui qui consiste à mettre de l'adresse à prendre de l'argent , à le palper sans qu'il y paroisse comme par escamotage , par enchantement !

Je pense que les avocats devraient abolir un règlement si bizarre , & s'occuper d'autres plus sérieux & plus importants. Par exemple , on reçoit avocats au parlement de Paris , tous ceux qui arrivent de toutes les facultés de droit de province , dont on connoît la trop grande facilité : ne seroit-ce pas le cas de ne recevoir uniquement que ceux qui ont fait leur droit à Paris , dont la faculté est moins facile & deviendroit alors plus sévère ?

Ce seroit encore , je crois un règlement sage , que d'assujettir les jeunes aspirans à un examen rigoureux présidé par le bâtonnier , de fixer le nombre des avocats , & de n'en recevoir tous les ans que jusqu'à concurrence de ce nombre & au concours ; enfin de les placer sur le tableau , suivant le degré de capacité qu'on

auroit reconnu en eux lors de l'examen, ainsi que cela se pratique à la faculté de médecine (a).

Je m'attends bien que quelques-uns vont crier contre l'innovation & l'innovateur ; mais j'en ferai dédommagé par le plaisir secret que ressent tout homme, qui, sans bruit & sans éclat, s'occupe du bien public.



*Des saisies réelles.*

**L**ES saisies réelles consomment le bien des parties qu'elles frappent. Il est rare que les officiers subalternes de la justice, n'absorbent pas tout par leurs frais excessifs, par leur lenteur intéressée. Une poursuite de saisie réelle qui, la plupart du tems, pourroit être terminée en huit mois, dure des siècles. On donne les biens à bail à un fermier

---

(a) L'ordre a une bibliothèque publique où les jeunes avocats s'assemblent de tems en tems, & donnent *gratis* des consultations aux pauvres. Ces consultations travaillées pour l'amour de Dieu, sont ordinairement si mal conçues, si obscures que les pauvres sont obligés de porter des argumens pécuniaires aux vieux avocats pour les leur faire expliquer & les rendre claires.

On s'occupe fort de multiplier ces riches asyles de la pauvreté & de la fainéantise. Ces hôpitaux qui multiplient les gueux, qui publient les fautes du gouvernement en publiant la misère ; & l'on ne pense pas à établir un tribunal général, souverain & gratuit, où le pauvre trouve des défenseurs éclairés & des juges vertueux qui le protègent contre le riche, dont l'opulence, la force & la tyrannie l'anéantissent, ou l'enchaînent dans l'affreuse indigence !

mier judiciaire , qui n'en rend pas la moitié de la valeur , qui laisse les bâtimens , les terres , les bois , les jardins , se dégrader , & lorsque le moment de la vente est enfin arrivé , ces biens qui avoient coûté très-cher , sont adjugés presque pour rien ; une terre qui aura coûtée un million , sera vendue deux cents mille livres.

On a supprimé les décrets volontaires , & on a établi à la place les lettres de ratification , parce qu'on a vu avec raison , qu'ils étoient trop dispendieux , & qu'il coûtoient autant que les décrets forcés , que les saisies réelles. Le même esprit qui a porté à abolir les décrets volontaires , devoit porter aussi à tempérer les décrets forcés.

On peut y parvenir ainsi. Que l'on réunisse le bureau des saisies réelles à celui des consignations , qu'on les confie à une compagnie de riches capitalistes , que cette compagnie s'engage à acheter tous les biens saisis , sur le prix de l'estimation & à en payer la rente à tous les créanciers sur le pied de quatre pour cent , jusqu'à la clôture de l'ordre. Qu'à cette clôture , ils remettent l'argent , prix de l'acquisition , entre les mains des créanciers , & qu'ils soient autorisés à retenir sur cette somme un droit qui seroit arbitré par la sagesse du conseil. Que l'on fixe un délai de deux ans pour mettre à fin les saisies réelles & ordres : je dis , deux ans , parce que si des biens & des créanciers sont dans les grandes Indes , il faut au plus deux ans , pour y aller

& en revenir. Que l'on donne aux financiers qui formeront cette compagnie le titre de conseillers du roi , receveurs généraux des faïsses réelles & consignations , avec des distinctions privileges & immunités pour les encourager à se rendre ainsi utiles. Qu'on leur accorde même , si l'on veut encore la faculté de faire les ordres , en payant un droit aux commissaires au Châtelet que ceux-ci mettroient en bourse commune , les débiteurs & les créanciers trouveront dans cet établissement un véritable avantage , en ce que les poursuites se termineroient promptement , que les receveurs généraux seroient toujours prêts pour acheter les biens , qu'il n'y auroit plus à payer les frais de l'adjudication des beaux judiciaires , & que l'on n'auroit plus l'embaras des reparations & des procès contre les fermiers judiciaires. Il y auroit une infinité de chose à dire encore sur ce sujet , mais cela demanderoit un traité *ex professo* , & je n'ai voulu donner qu'une idée succincte à ceux qui connoissent assez ces matieres pour pouvoir la développer , & suppléer par leurs lumieres , à tout ce que je n'ai pas dit.





*Des testamens déposés dans les études des Notaires.*

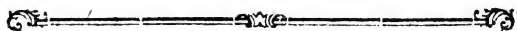
**I**L existe un abus réel dans le dépôt des testamens chez les notaires, & qu'il seroit facile de rectifier. Le voici en deux mots. Un particulier a déposé son testament chez un notaire. Il meurt. Le notaire n'est pas instruit de sa mort. Les héritiers, ou légataires ignorent le dépôt de ce testament chez ce notaire, & s'en trouvent ainsi frustrés, si ce n'est pour toujours, du moins pour long-tems. Delà des pertes, des embarras, des procès. Pour obvier à ce mal, il seroit à propos d'en joindre aux notaires, de certifier tous les ans au magistrat, l'existence de la personne, qui auroit déposé entre leurs mains un testament, & de statuer que faute par eux de le faire, le testament seroit ouvert par le magistrat, lequel seroit alors de nouvelles informations, & qui, s'il ne trouvoit aucune preuve de l'existence du testateur, ou la preuve contraire, en instruiroit les héritiers ou légataires. Il n'y auroit, à cet effet, qu'un mot à ajouter à un des articles de l'ordonnance des testamens.



*Des séparations de corps par lettres de cachet.*

LORSQU'UN mari est parvenu à faire séquestrer sa femme par un ordre du roi , & qu'il n'existe point d'enfans de son mariage ; il me semble qu'il n'est pas juste qu'il en soit quitte pour faire à cette malheureuse femme une simple pension , & qu'il jouisse du revenu de son bien. Je pense bien qu'on ne doit pas remettre à cette femme , l'excédent de ce revenu , parce qu'étant dans un couvent ou une communauté , sa dépense doit être modeste. Il est un parti sage , que je crois que l'on pourroit prendre : ce seroit que la famille nommât un parent qui se chargeât de faire emploi de ce revenu , à fur & mesure qu'il échoiroit , & qui en rendit compte tous les ans au magistrat. On fera sûr alors , que ce bien ne sera pas mal employé , qu'il ne servira pas à satisfaire les passions d'un homme , dont la conduite peut être aura été la cause des déreglemens d'une femme , ou qu'il aura dépeinte sous de fausses couleurs , pour surprendre les sentimens de ses parens & la religion du ministre. On fera sûr aussi , qu'un jour ce bien retournera légitimement à sa véritable source. Si une heureuse réunion peut rapprocher ces deux époux , en retrouvant leurs cœurs , ils retrouveront leur fortune. Si l'amour pur , si la nature ne resserre pas leurs nœuds , alors l'époux mourant avant l'épouse , celle-ci

rendue à la société retrouvera ce bien en bon état, en jouira & en disposera. Ce sage tempérament arrêtera sans doute la fréquence de ces violentes séparations, qui ne sont autre chose qu'un divorce déguisé, & plus scandaleux pour les mœurs & la religion, que le divorce même.



*D'un registre général & alphabétique des baptêmes, mariages & enterremens dans toutes les villes, faubourgs, bourgs & villages du royaume.*

**L**E titre seul de ce chapitre annonce son objet & son utilité. Tous les jours des familles sont dans le plus grand embarras, pour avoir des extraits de Baptême ou de mariage, ou d'enterrement. On ignore le pays où sont retirées certaines personnes. On ignore que tel ou telle soit mariée, que celui-ci aie des enfans, que celui-là soit mort. Delà des obstacles, des difficultés infinies & souvent des procès ruineux. Or, il est tout simple de prévenir ces inconvéniens, en établissant dans la capitale, le dépôt d'un registre général & alphabétique à ce sujet, où l'on payeroit un léger droit de recherche; en obligeant toutes les paroisses du royaume à envoyer dans une époque fixe à ce dépôt, à compter de tel tems que l'on jugera à propos, un double de leurs registres, revêtus de la forme ordinaire, & à les envoyer ensuite pareillement chaque année.

*Des locataires de maison , appartement & chambre  
garnies.*

**I**L arrive sans cesse , sur - tout à Paris , des scènes , des catastrophes fâcheuses , par rapport aux locataires. L'hôtel du magistrat , les tribunaux retentissent continuellement de procès à ce sujet. Tantôt , c'est un locataire qui enlève furtivement ses meubles & s'en va sans payer. Tantôt c'est un locataire qui attire chez lui des filles publiques , qui mène une vie très-bruyante & scandaleuse. On ne finiroit pas si l'on vouloit représenter tous les désagrémens , toutes les chicanes qu'essuient des propriétaires , de la part de leurs locataires.

Je crois qu'on pourroit apporter quelque remède à ces inconvéniens , en exigeant que tous les propriétaires , lorsque leurs locataires se retireroient , envoyassent à la police une note signée d'eux , par laquelle ils déclareroient si ces locataires ont bien payé leurs loyers , s'ils ont mené chez eux une conduite honnête , & dans le cas où ils auroient eu quelques difficultés , les spécifieroient. La police tiendrait gratuitement un registre alphabétique des noms avec ces notes , & lorsqu'une personne se présenteroit chez un propriétaire ou principal locataire pour y louer , l'un ou l'autre iroit consulter le registre , & sauroit à quoi s'en tenir. De plus pour éviter les déguisemens & changemens de noms , tout locataire pourroit être astringé

à représenter au propriétaire ou principal locataire ; son extrait baptismal en bonne forme. En voilà assez , pour prouver la tranquillité & la sécurité , qui résulteroient de ces moyens en faveur des propriétaires , ou leurs représentans.



*Des saillies & avances en charpente & maçonnerie  
pratiquées aux maisons & bâtimens de la ville &  
fauxbourgs de Paris.*

LE malheur donne souvent de grandes leçons, mais souvent aussi on n'en profite guère. Tout Paris a vu l'écroulement subit d'un cabinet en faillie, qui s'est fait cette année sur le Pont-Marie. Les officiers de justice, qui ont été entraînés dans cet écroulement, ont été dangereusement blessés. Un notaire, entr'autres, l'a été mortellement. Bientôt le bureau des finances s'est empressé de montrer un zèle momentanée en rendant une ordonnance qui enjoint de démolir dans un mois les constructions en faillie. Plus de six mois se sont écoulés depuis ; le zèle des trésoriers de France s'est endormi, leur ordonnance est restée sans exécution, & je suis bien fâché d'être obligé de dénoncer publiquement leur inattention : j'ai presque dit leur manquement à leur devoir (a).

(a) Voyez l'ordonnance du bureau des finances du 17 janvier 1783.

*De la franchise accordée à Paris aux propriétaires de maisons de campagne, & de terre sur l'entrée de leurs denrées.*

LA franchise accordée aux habitans de Paris pour les denrées qui proviennent de leurs biens, seroit fondée sur la justice, si elle ne portoit, ( & c'est le but de la loi ) que sur le *quantum* de leur consommation, & si l'on pouvoit apprécier ce *quantum*, parce que payant des impôts proportionnels à leurs possessions foncières, il ne seroit pas juste qu'ils les payassent presque doublement & sur la glebe & sur les fruits qu'ils consomment. Mais qu'arrive-t-il ; c'est que quantité de propriétaires tirent de leurs terres des denrées qui excèdent leur consommation, & qu'ils vendent cet excédent, & au même prix que le malheureux cultivateur des environs de Paris qui, comme eux, a payé les impôts du sol producteur de ces denrées. Il arrive encore que bien des gens font venir à Paris des denrées de la campagne dont ils ne payent aucun droit d'entrée, parce qu'ils les font passer sous le nom d'une personne qui jouit de l'immunité de ce droit. Il résulte delà que la loi qui avoit un bon motif, n'a pu & ne peut être exactement suivie, & qu'il en découle trop d'abus.

Or, comme on ne peut pas la rectifier, qu'elle n'est qu'une loi de police, je crois qu'il seroit à propos

de l'abolir d'autant plus que presque tous ceux qui ont des terres, des maisons de campagne, sont ou riches ou aisés, & qu'en payant les droits ordinaires, il rentrera dans les coffres du roi, une heureuse exubérance de revenu qui le mettra à portée de satisfaire le désir ardent qu'il a de soulager le peuple, & que dans une nation bien policée, le riche ne doit pas jouir de privilèges abusifs aux dépens du pauvre.



*Des Corvées.*

ON a assez de fois parlé & écrit sur les abus des corvées, pour que je n'y insiste pas. Mais je dirai qu'on peut en rendre le joug plus léger aux gens de campagne. Je passe à la preuve.

Il y a en France quantité de maisons de force où l'humanité gémit, languit, & meurt mille fois. Ceux qui y sont renfermés sont de mauvais sujets : il faut le croire ; mais ils sont hommes, & ils sont traités avec la plus grande dureté par des espèces de sauvages. Ils sont détenus pour être punis de leurs vices ; la rage, & le désespoir où les plonge une dure captivité ne les corrigent point ; l'oisiveté les rend encore plus vicieux : l'oisiveté ! Eh ! comment laisser ainsi dans l'inaction, dans le plus grand désœuvrement, des sujets qui doivent revenir dans le monde ! Aussi arrive-t-il souvent qu'ils

Y entrent pires qu'ils n'en font fortis. Le magistrat éclairé qui gouverne la capitale a si bien senti ces abus, ces funestes conséquences, qu'il a fait établir des laboratoires, des ateliers au château de Bicêtre. Mais combien encore de captifs en ce lieu sont inoccupés ! (a) & combien reste-t-il de maisons de force où il n'y a pour eux aucun genre de travail !

On pourroit les employer tous aux corvées, en leur mettant une chaîne au pied avec un boulet. Ils auroient des inspecteurs à leur tête qui les commanderoient, & les feroient aller dans tous les lieux où ils seroient nécessaires. Ils camperoient par-tout sous des tentes & seroient disciplinés comme les soldats connus sous le nom *de soldats de la pioche*. L'état leur fourniroit des chevaux, des voitures, des outils &c. Les villages qui paient très-chers des ouvriers pour faire la tâche qui leur est imposée, ceux qui font leur tâche eux-mêmes & à qui il en coûte toujours beaucoup, en seroient déchargés en remettant une modique somme au fisc. Cette somme serviroit pour le paiement des chevaux, voitures & outils (b). Ils seroient un peu mieux nourris & recevroient de tems en tems quelques récompenses : ils pourroient

---

(a) Il y a quatre à cinq mille prisonniers à Bicêtre.

(b) On pourroit faire conduire deux ou trois pavés par tous les charetiers, ainsi que cela se pratique en Allemagne.

aussi servir pour les seigneurs , les corvéables leur donnant un salaire convenable. L'hiver ils reviendroient dans les maisons de force , & on les occuperoit à quelques ouvrages de filature ou autre également facile.

On dira peut-être qu'il y a des jeunes gens de famille dans ces maisons : qu'il sera odieux de les occuper à des ouvrages si grossiers ; de leur attacher une marque d'opprobre par le boulet ; qu'on pourra les reconnoître ; ce qui feroit de la peine à leur famille.

Je réponds que ce fera rendre service à tous que de les employer ainsi , & que si on les interrogeoit auparavant, ils diroient unanimement qu'ils préféreroient ce genre de vie. Au reste, tous les hommes sont nés pour le travail , & il n'y a point de distinction à faire entre ceux-ci. Les fautes, les vices les ont sur-tout rendus égaux. Le boulet n'aura rien d'infamant pour eux , quand on considérera qu'aucun jugement ne les y aura condamnés , & que cette peine ne fera qu'un échange de celle de leur affreuse incarceration. Les familles n'ont point à craindre qu'on les reconnoisse , ils feront toujours assez empressés de se cacher , & si le desir de voir , de reconnoître , leur fait lever les yeux , la honte leur fera bientôt baisser. D'ailleurs , leur vêtement soldatesque , la fatigue du travail , leur teint bruni par les ardeurs du soleil , les rendra toujours méconnoissables.

Eh, quel mal , quand on en reconnoitroit quelques-

tins ! ne s'apperçoit-on pas du vuide qu'ils laissent dans une famille ? Ne fait-on pas que des enfans qui se sont mal conduits, sont détenus dans les liens d'un ordre du roi. Loin qu'il résulte un mal de cette publicité, il en naîtroit un plus grand bien, parce que l'exemple étant public, apparent, il est plus frappant & plus capable de contenir la multitude.



*Des Moines.*

Nos ancêtres ont donné beaucoup de biens-fonds aux moines, parce qu'ils ne favoient presque qu'en faire. L'agriculture étoit dans le sommeil de l'enfance : on dédaignoit de s'enrichir par le travail le plus noble : je dis le plus noble, car il n'en est pas de plus utile, de plus digne de la vénération des hommes, & que la charrue fit jadis un dieu de son inventeur.

Dans cet état de stupeur, on a livré tant de terrains précieux à des hommes qui, partie par intrigue, partie par paresse & par un mouvement virtuel de dévotion, s'étoient réunis en société. L'intérêt qui regne dans les cloîtres, peut être plus qu'ailleurs, leur a fait sentir qu'en donnant beaucoup de soins à la terre, elle les reconnoît au centuple : en conséquence, ils ont avidement défriché tout ce qui s'est trouvé à leur convenance, & par-là sont effective-

ment devenus très- riches ( *a* ), & chose singulière que je n'ai jamais manqué d'observer dans mes voyages , c'est que la plupart de ceux qui habitent hors des villes , ont recherché ces pays heureux , où la nature déploie le plus de richesses , & comble le cultivateur de ses plus grands bienfaits : semblables à ces plantes parasites qui ne se plaisent à croître qu'aux pieds des plus grands arbres.

Ils ont donné des leçons à ceux qui leurs avoient donné leur bien. On les prit pour maîtres dans l'art de s'enrichir. Les élèves font bientôt devenus ingrats. L'envie s'est déchaînée. La chicanne a allumé le feu des procès & presque toujours l'espèce de société inamovible : les moines ont triomphé , parce que plus entendus , plus éclairés , ils avoient , ou du moins leurs chefs ( *b* ) avoient

( *a* ) Les moines se font encore fort enrichis par les emprunts viagers qui font de leur invention. Malgré les défenses qu'on leur en a faites , il y a toujours des maisons religieuses qui prêtent secrètement à rentes viagères , & sans écrit , sans titre : beaucoup de particuliers leurs vendent leur postérité à dix pour cent. Ainsi les moines font doublement tort à la population , cette première source de la richesse & de la prospérité des empires.

( *b* ) Je n'entends ici par chefs que les seuls supérieurs particuliers. Je réserve à parler des généraux dans un ouvrage où je traiterai plus amplement du clergé , des abus qui ont résulté de l'autorité confiée à ces généraux , d'une multitude de petits corps religieux qui , réunis sous leurs ordres absolus se font rendus , & peuvent encore devenir des colosses redoutables pour les

adroitement pris leurs précautions , & cimenté l'édifice de leur fortune par des actes irrésistibles.

Aujourd'hui le voile est tombé : on a vu que les moines étoient des hommes assez souvent plus hommes que les autres (a). La lumière propagée de proche en proche , a fait voir qu'il étoit inutile que des moines fussent si riches , que des moines même n'étoient pas fort utiles : on en a réformé , supprimé. L'intérêt des mœurs & de la religion fait conserver ceux qui se devoient réellement & publiquement à leur soutien & à leur culte.

Mais il en est encore qui font au monde des êtres presque étrangers , & qui n'en sont connus que par leurs

états ; des privilèges & distinctions uniques accordés au clergé , de la tolérance dangereuse de ses assemblées dans un état monarchique , de ses possessions , de l'administration , de la nature de ses possessions , de ses droits seigneuriaux , de cens , de directes , &c. & des préjudices que leur perpétuité dans ses mains cause à l'état & au peuple.

(a) Un roi d'Angleterre à qui un prêtre audacieux reprochoit hautement trois vices capitaux , l'avarice , l'orgueil & la luxure , lui répondit : *je vais m'en défaire puisque vous le voulez ; je donnerai mon avarice aux moines ; mon orgueil aux templiers , & ma passion pour les femmes , aux prélats de mon royaume , &c.*

L'abbé de Beaulieu , jouant à la paume avec François I , fit un coup de raquette qui décida la partie. Le roi piqué du coup , lui dit : *peste soit de toi ! je te donne au diable de bon cœur.* Sire , vous me faites bien de la grace , lui répondit-il , *je te fais grace , reprit le roi étonné. Oui , Sire , de ne pas me donner à mes moines. Combien avez-vous de religieux dans votre abbaye ?* lui demanda le roi. *Je fais le compte de mes moines ,* répondit l'abbé ; *mais j'ignore celui de mes religieux.*

riches possessions , & pour tout dire , par la maniere noble , honnête & généreuse avec laquelle ils accueillent les voyageurs (a). Ceux - là , s'ils échappent au torrent de la suppression : torrent qui , semblable à un fleuve qui se déborde , se déchaîne , renverse des masses , brise des digues pour aller répandre au loin la fertilité : ceux - là , dis - je , devant compte à l'état de leur existence , de leurs richesses , de leur force , de leur bras même , plutôt que de leur esprit , doivent aussi comme les autres hommes , honorer la Divinité autant par leur travail que par leurs prières. Il faut donc qu'ils rendent à César ce qui est à César , & à Dieu ce qui est à Dieu ; il faut qu'à l'exemple de leurs prédécesseurs , ils cherchent dans le sein de la terre de nouveaux trésors. Ils doivent donc aller habiter de nouveaux lieux , où la nature encore brute , attend que la main des hommes & du tems , brise ses liens. Ils sont nos semblables , nos freres ; à ce titre , ils desirent sans doute de nous être utiles ; or , ils ne peuvent l'être d'avantage qu'en défrichant cette immensité de terrains incultes qui , dans la plupart des provinces du royaume , sollicitent depuis

---

(a) Ils remplissent en cela très-bien leur devoir , sur-tout les Bénédictins : leur constitution les obligeant à donner l'hospitalité à tous les voyageurs , dans leurs maisons éloignées de plus de deux lieues des villes : ils sont de plus que les autres , connus par les services importans qu'ils ont rendus aux sciences & aux lettres ; & à cet égard , ils seront toujours dignes des plus grands éloges.

long-tems les soins de cultivateurs industrieux : qu'en frayant des routes & en desséchant ces marais ingrats & contagieux qui ne peuvent s'étancer & se purifier qu'à force d'or ; & qui plus qu'eux peut remplir ce généreux dessein !



*Des Moineaux.*

LE nom de moineau a beaucoup d'affinité avec celui de moine , & peut-être pourroit-on trouver une comparaison entre cet oiseau parasite & un moine ; mais on auroit l'air de courir après l'esprit en cherchant la raison.

Le moineau se nourrit de bled : on a observé qu'il en consommoit par an un boisseau. La multitude de moineaux en France est infinie , donc la quantité de bled perdu est immense.

Profitons de l'industrie & de la sagesse de nos voisins : il existe en Angleterre une loi qui oblige chaque habitant de la campagne à représenter tous les ans dix moineaux morts , lorsqu'il paie l'imposition. Adoptons une loi si favorable au bien public. Son exécution sera très-facile , & pour ne point effaroucher nos seigneurs féodaux , qui pourroient s'imaginer qu'on ne pourroit l'exécuter sans tirer des coups de fusil sur leur terre , & profiter de ce prétexte pour atteindre leur gibier : j'observerai que la loi peut porter qu'on ne recevra

aucun moineau qui aura été frappé de plomb. Au reste , on connoît assez les différens pièges avec lesquels on peut prendre les oiseaux.



*Des chiens , des chats , des oiseaux.*

**L**est étonnant combien dans les villes , & principalement à Paris , le peuple s'occupe de chiens , de chats & d'oiseaux ; & combien il en coûte pour les nourrir ! Au premier coup-d'œil on regarde cela comme une vétille , & peut-être même va-t-on me reprocher d'abord de descendre dans des détails futiles & minutieux ; mais lorsqu'on y aura réfléchi avec moi , j'espère que l'on pensera différemment.

Qu'un grand seigneur , un prince aie une meute considérable , des animaux de toute espèce , il n'y a rien à dire ; ils paient la capitation à raison de leur rang. Tous ces animaux semblent ne leur rien coûter , vu leurs grandes richesses , & ne les empêchent pas de faire du bien , de distribuer d'utiles générosités , de répandre sagement des bienfaits ; mais qu'un simple particulier se donne tous ces objets de fantaisie ; c'est un abus , c'est un manquement à la société ; c'est , je ne crains pas de le dire , un outrage fait à l'humanité. En effet , un particulier aura trois ou quatre chiens , autant de chats , je ne sais combien d'oiseaux. Certaine-

ment le prix de la nourriture de tous ces animaux seroit suffisant pour nourrir un homme.

Mais ce même particulier ne fera pas la moindre chose en faveur de son semblable , & ne donnera pas du pain à un pauvre misérable. Une femme préférera son chien , son chat , son oiseau , à un mari , à des enfans , à tous l'univers. Si son chien souffre , elle se trouvera mal , & on en a vu pleurer la mort d'un chat , & ne pas donner une larme à la perte d'un parent , d'un époux.

Il y a plus , il existe dans Paris quantité de petits ménages qui vivent des fruits de la servitude , ou des deniers de la charité , qui usurpent la pitié , qui se rangent dans la classe des pauvres , ne paient aucun tribut au prince , & entretiennent dans leurs foyers une multitude d'animaux qui infectent l'air , & ces gens se disent pauvres , & ils ne contribuent point aux charges publiques , & ils ne soulagent en aucune manière l'humanité souffrante. Eh ! qu'on ne dise pas ici que j'exagère : tout Paris a sous les yeux la preuve de ce que je dis.

Que les femmes , & sur-tout ces sirenes enchanteresses qui , à prix d'argent , sacrifient à la nature , les charmes que la nature même leur a donnée , conformément à colorer l'édifice de leurs cheveux , à brillanter leur teint , à donner à leurs mains tout l'éclat de la blancheur , consomment , dis-je , à orner leur corps ,

une matiere propre à le nourrir (a) ; c'est une de ces erreurs du luxe qu'on ne peut guere détruire , parce que le luxe lui-même , hélas ! est devenu si puissant qu'il est presque un besoin.

Mais la manie d'établir chez soi une ménagerie : manie qui ne dérive point du luxe , qui n'a aucune utilité qui , comme je l'ai fait voir , est au contraire préjudiciable , soit par une consommation superflue d'alimens , soit par l'insalubrité qui en résulte , ne sauroit trop tôt être réprimée. Que chaque ménage particulier aie un chien , un chat , un oiseau , c'est assez : ou qu'au moins , ceux qui veulent en avoir davantage paient une taxe qui tourne au profit des pauvres.

(a) La poudre à cheveux est de la farine de froment bien passée. On sophistique la poudre avec de l'amidon , de la craie , & de la chaux. L'usage de cette poudre ne date que du seizieme siecle : & même sur la fin du siecle passé , il n'y avoit que les comédiens qui s'en servoient pour paroître sur le théâtre. Ils avoient soin de se peigner & de se dépoudrer quand le spectacle étoit fini. Actuellement toutes les têtes sont poudrées : on pommade déjà celles des chevaux ; leur toilette est aussi longue que celle d'une petite maîtresse : & je ne serai pas étonné de les voir bientôt poudrés : on propose bien des prix : on fait de belles découvertes ; mais on ne s'est pas encore occupé des moyens de faire de la poudre pour les cheveux sans y employer de fraine.



*Des cloches.*

L'USAGE des cloches fut introduit en France en l'année 550 : les grosses cloches ont été inventées à *Nola* dans la campagne de Rome vers l'an 400 : avant ce tems-là, on convoquoit les fideles pour le service divin, en frappant sur certaines planches qu'on nommoit pour cet effet planches sacrées. Les petites cloches sont d'une invention très-ancienne : on la doit aux Chinois ; aussi en mettent-ils dans tout. Leurs pavillons, leurs pagodes en sont remplis.

Les cloches sont fort inutiles & même nuisibles. Dans les provinces, elles étourdissent tout le monde, & souvent attirent le tonnerre à cause de la malheureuse & tenace habitude que l'on a de les faire retentir lorsqu'on est au-dessus des clochers. Cette bruyante famille minérale s'est tellement propagée, que si cela continue, bientôt on ne s'entendra plus.

On se fait gloire parmi les gens d'église, d'avoir les plus grosses sonneries : je me rappelle à ce sujet un singulier procès, qui exista entre la cathédrale de Troyes & l'abbaye de Saint-Loup, maison de Génovéfins de la même ville. Saint-Pierre (c'est le nom de cette cathédrale), a fait assigner Saint-Loup, à ce qu'il aie à diminuer sa sonnerie, attendu qu'elle étoit plus forte, & plus belle que la sienne, ce qui, disoit-il, ne devoit

pas être , parce qu'il avoit le droit de faire plus de bruit que les autres églises. Enfin sur ce grand procès , intervint arrêt du parlement de Paris , qui très-justement déclara St. Pierre non-recevable dans sa demande , avec dépens , & cependant lui permit de faire faire des cloches qui sonnaient plus fort & mieux que celle de St. Loup. St. Pierre a profité de la faveur que lui avoit accordé le parlement , & il a en effet , tout nouvellement fait fondre des cloches plus étourdissantes que celles de St. Loup. De sorte qu'actuellement , quand les cloches de ces deux églises voisines sonnent en volée , il faut absolument se boucher les oreilles , & il ne tardera pas à y avoir beaucoup de personnes sourdes dans ce quartier-là.

A Paris , la plupart des paroissiens n'entendent pas les cloches de leur demeure : le bruit des voitures , le tumulte du peuple en empêchent. Souvent aussi le vent détourne leur son , & le porte vers ceux qui ne sont pas de la paroisse.

Les grosses cloches ont été introduites en France avant l'art de l'imprimerie (a) : je crois qu'au moyen de cet art , on peut se passer de cloches dans les villes , les vendre , les fondre , pour en faire de la monnaie des canaux , &c. démolir les tours & les clochers dont l'en-

---

(a) L'invention de l'imprimerie est de 1438 ; elle prit naissance à Mayence , & elle la dut à Jean Guttenberg.

tretien est toujours coûteux , & du produit qu'on en tirera , ou autrement payer des affiches imprimées , pour indiquer les jours & heures du service divin : affiches qu'on mettra dans les rues du territoire de la paroisse , autant de fois la semaine qu'il sera nécessaire ( a ).

A l'égard des campagnes , les cloches y sont utiles pour appeller les habitans éloignés & pour les assemblées. D'ailleurs le peuple agreste , tient encore tellement aux préjugés , qu'il se désespéroit , s'il n'entendoit plus la voix d'une cloche. Que l'on en conserve donc une où deux dans chaque clocher de village , c'est assez.



*Des mesures & proportions qui pourroient être observées dans l'emploi du revenu des gens d'église.*

**A**VANT que de parler de la juste distribution qui est à faire dans les revenus ecclésiastiques , il faut en donner une idée. Voici donc le tableau qui en a été fait.

D'abord on a compté vingt-trois archevêchés métropolitains , dont dix-huit en France , trois en pays étrangers , Treves , Mayence & Terragone , & deux hors du continent , savoir , Claudéopolis en Asie , & Carthage en Afrique.

---

( a ) Dans les cas d'incendie on se serviroit d'un tambour pour avertir.

17000 arpens de vignes,  
 3000 arpens de vignes,  
 dont ils retirent tous les ans le tiers du produit.

Plus, les cens annuels, droits seigneuriaux & les dîmes.

Le revenu de ce bien, suivant la même déclaration montoit à quatre-vingt-douze millions d'écus ou deux cents soixante & seize millions de France de ce tems-là à 3 livres, ci . . . . . 276,000,000 liv.  
 Et la réserve portée par les baux à douze millions d'écus, qui, réduits en livres tournois, font 36,000,000

---

312,000,000

Ces articles seulement montoient à 312 millions sans y comprendre les produits annuels des bois, des moulins, des tuileries, forges, scieries, fours bannaux, pressoirs &c., que ces gens de main-morte font ordinairement valoir par leurs mains.

On a remarqué avec raison, que comme la France s'est beaucoup aggrandie depuis 1655, par les conquêtes de l'Alsace, Franche-Comté, Roussillon, d'une partie de la Flandre, du Hainault, de l'Artois, & par la réunion de la Lorraine & du Barois; conséquemment l'état a été augmenté d'un grand nombre de prieurés, d'abbayes féculières & régulières des deux sexes, ainsi que de de maisons & couvens de différens ordres possédans des domaines. Les biens & revenus font donc au moins à deux-cent millions des produits annuels, eu égard à la valeur & au produit, alors (c'étoit en 1766) des fonds

presque doublés depuis un siècle (a) ; ainsi l'on pouvoit porter avec équité les revenus du clergé de France à cinq-cent douze millions , ci . . . . 512,000,000

Sur cette somme est déduit le cinquieme par rapport aux charges des bénéfices , leur desserte , l'entretien , réparations , décorations des églises , ornemens , linge &c. , ce cinquieme déduit est de cent deux millions quatre cent mille livres , ci . . . . 102,400,000

Reste donc en bien purement temporel quatre cent neuf millions six cents mille livres , ci . . 409,600,000

512,000,000

Il ne faut pas perdre de vue , que c'est en 1766 , que ces calculs ont été faits , & par conséquent , il y a 17 ans , & que depuis ce tems-là , les biens fonds ont encore considérablement augmenté de valeur. Le produit seul de cette augmentation peut entrer en ligne de compte pour les subventions que le clergé rend actuellement au roi. D'après cela , il est constant que le revenu du clergé surpassent ceux du roi.

Réduisons maintenant le clergé lui-même à sa juste

(a) Cette note est pour prouver que les trois cents douze millions de revenus qu'avoit le clergé en 1655 , le prix du marc d'argent fin étant pour lors à 28 liv. 13 sols 8 deniers , & aujourd'hui à 54 liv. 6 s. , rendent 590 millions 642 mille 650 livres ; ainsi l'augmentation de leurs revenus est de 278 millions 242 mille 650 livres de plus qu'en 1655 , sans compter les résultats de l'addition des bénéfices des pays conquis.

valeur.

Valeur. Voyons quels en sont véritablement les membres utiles qui , par conséquent , méritent d'avoir part à ses revenus: Voyons ensuite quels sont ceux qui ne sont pas nécessaires , & qui même sont dans un certain sens à charge à l'église & à l'état.

Les membres vraiment utiles du clergé , sont les curés , vicaires , desservans , sacristains & prêtres habitués. On vient de voir qu'il y a en France cent-quarante mille cures ou paroisses. Il y a donc cent-quarante mille curés ou à-peu-près ; car il y a des curés qui desservent deux & quelquefois trois paroisses. On doit éviter cette inégalité qui se trouve dans l'ordre de leurs revenus (a) ; les uns ont 500 livres ; les autres 1000 ; les autres 2000 ; d'autres jusqu'à 10, 12, 15 mille livres. Je maintiens qu'un curé ne peut pas vivre décemment & faire son devoir avec 500 liv. Il est dans un village pauvre , il ne peut pas répandre d'utiles charités. Il est dans le cas de donner l'hospice à des voyageurs , il ne le peut pas. Enfin , il est obligé d'avoir de basse complaisance pour ses paroissiens qui suppléent par de libéralités à la médiocrité

---

(a) Et ne m'opposez point , messieurs , l'opulence de l'église , cette source accrue de tous les trésors du tems , dont les ruisseaux habilement dirigés devroient s'épancher jusques sur les dernières classes de ses ministres. ( M. l'abbé de Boilemont ; discours prononcé en 1782 , dans l'église de la Charité de Paris , à l'occasion de l'établissement d'un hospice fondé par les soins du pere Gérard supérieur de cette maison pour les pauvres prêtres malades. )

de ses revenus, ou de s'occuper de toutes autres affaires que celles de son état ; aussi en voit-on qui ne doivent presque leur existence qu'au commerce & même au maquignonage.

Et combien cette distribution inégale n'excite pas d'envie & de jalousie ; n'arrive-t-il pas tous les jours qu'un curé plus riche qu'un autre , prend vis-à-vis de lui un air de supériorité qui ne convient à personne , & encore moins aux ministres des autels ! Ne les voit-on pas tous les jours s'efforcer de s'arracher la patrimoine de l'église , & se trainer comme des furieux dans l'arène de la chicane ! Un grand poëte a dit qu'au palais on vivoit des sottises d'autrui , on peut ajouter , & sur-tout des prêtres , car il est certain que le clergé l'alimente plus à lui seul que les autres états.

Chaque curé de ville devoit , à mon avis , avoir 4000 liv. de revenu , & chaque curé de campagne 2000 ; les vicaires de ville 1500 ; ceux de campagne 1000 liv. & les sacristians & habitués 1200 liv. , à condition qu'ils renonceroient tous aux honoraires de baptême , mariages , enterrement , & généralement à toutes ces petites rétributions honteuses qui les avilissent & dégradent la religion ( a ).

---

( a ) Il y a peu de tems , un clerc de convoi d'une grande paroisse de Paris , produisit le mémoire de frais d'enterrement d'une dame de qualité , qui montoit à 700 livres ; ce mémoire

On pourroit donner de plus fortes sommes aux curés de Paris, & proportionnellement à l'étendue de leurs paroisses.

Trenté mille livres de rente sont suffisantes pour un archevêque, & ving-cinq mille pour un évêque; d'ailleurs ces sommes se doubleront pour eux, lorsqu'ils se réduiront à aller les dépenser dans leur diocèse.

Des docteurs de l'église ne vont pas manquer de s'écrier en me faisant l'honneur de parler de moi. "Cet homme-là est un sot ou un fou; comment, il ne considère pas qu'aucune puissance n'a le droit de toucher à notre temporel, & l'entretien & les réparations de nos biens & nos aumônes, comment pourrons-nous y pourvoir avec si peu de revenu?"

Je leur répondrai en peu de mots, que le chef d'un état a le droit de détruire tous les abus qui s'y trouvent. Qu'il a droit & intérêt d'empêcher qu'aucun corps politique ne soit supérieur en richesses aux autres corps & à lui-même. Que quant aux biens & à leurs réparations, Sa Majesté s'en chargera. Qu'elle distinguera toujours par de justes récompenses les membres recommandables de l'église; qu'elle saura faire distribuer véri-

---

fut présenté au respectable magistrat que le Châtelet a l'honneur d'avoir pour chef; il le taxa à 380 livres.

tablement d'utiles aumônes , & qu'elles s'en épargnera beaucoup en détournant de dessus le pauvre le poids des impôts en le reversant sur le riche , & par une sage économie des biens retirés des mains du clergé.

Si ces raisons ne leur suffisent pas , je leur dirai , vous êtes frappés d'une incapacité absolue , d'une impuissance légale pour contracter avec la société civile ; vous êtes mineurs & perpétuellement mineurs ; vous ne pouvez agir que sous l'autorité de la nation votre tutrice ou de ses représentans ; elle ne peut jamais vous devoir aucun compte , parce que vous ne pouvez jamais être majeurs ; elle ne vous doit par honneur , par piété & par humanité , que l'entretien. Tous les biens dont vous jouissez abusivement ne vous appartiennent pas. Ils ne sont qu'un simulacre de propriété , une propriété idéale dans vos mains qui n'y fera & ne peut jamais être réelle , attendu que vous êtes pour toujours mineurs , elle a bien voulu vous en laisser la jouissance précaire : elle a bien voulu vous la conserver sous votre nom ; mais uniquement comme le gage libre des frais d'entretien qu'elle a laissé à votre discrétion , en faveur de votre renonciation irrévocable aux effets de la majorité civile , de votre dévouement au culte de la religion & de vos prières ; mais encore une fois , ce gage ne vous appartient pas , l'état peut en disposer comme de chose à lui appartenante : vous n'avez rien & ne pouvez rien avoir.

En paroissant vous donner , c'est à l'état qu'on a donné réellement ; & toutes ces donations, fruits du zele d'une multitude de familles ont été faites pour mettre à jamais les rois dans l'heureuse impuissance d'étendre sur tous leurs sujets un impôt proportionné au revenu de ses biens pour subvenir aux frais de votre entretien.

Si enfin ils ne se rendent pas à ces argumens , je leur dirai : vous tous ministres de l'église , comme mineurs perpétuels , vous êtes de droit atteints d'une mort civile : comme morts civilement , vous ne pouvez recevoir , donner , vendre & acheter. Personne ne peut vous y autoriser , & toutes les autorisations que vous avez pu surprendre des représentans de la nation , sont nulle de plein droit. Dieu , tout-puissant qu'il est , ne peut pas faire que ce qui est ne soi t pas , & le roi quoique très puissant , ne peut pas faire que le clergé , *dont la main est morte* , qui est mineur perpétuel , qui , comme tel est , collectivement mort civilement , ne le soit pas , que conséquemment il puisse posséder à titre de propriété aucun bien.

Si vous avez privativement la faculté d'ester en justice , de succéder , d'ester : vous ne la devez qu'à un relâchement du pouvoir national , royal & légal. On a bien voulu vous l'accorder pour vous donner la facilité de payer vos études , vos grades , les droits exorbitans de la cour de Rome , & en même tems pour

avoir dans votre patrimoine un garant de l'entretien & réparation des biens dont on vous a confié la jouissance. Mais toujours , est-il vrai , que mineurs perpétuels , collectivement , & à ce titre , implicitement morts civilement aux yeux de la loi & de l'état ; vous l'êtes aussi privativement & individuellement : que la nation & le roi peuvent rendre à la loi toute sa force contre tous les individus frappés de mort civile du nombre desquels vous êtes moralement & légalement , & qu'en rendant doublement à votre égard cette force à la loi , vous êtes nuls , vous n'avez rien à demander.

Augustes ministres de la religion , cessez donc de vous aveugler sur vos prétendus droits. N'abusez point d'une bénigne tolérance , d'une ancienne & pieuse crédulité. Le divin pasteur vous a donné l'exemple de la modestie & de l'humilité : suivez-le. Il a déposé sur vous toutes les vertus chrétiennes : c'est le seul bien qui vous appartient , cultivez - le. Distinguez - vous par une pureté de vos mœurs & par vos bonnes œuvres , vous attirerez sur vous un regard complaisant de l'Eternel & la vénération des peuples. Sujets religieux , citoyens fideles , soumettez - vous enfin aux loix justes & bienfaisantes de la nation & du prince. Dans un respectueux silence , attendez tout de leur générosité éclairé , & vous retrouverez une considération plus grande & plus pure que celle que vous aurez perdue , lorsque vous aurez

renoncé aux faux éclat des biens passagers de la terre.

Des abbés & prieurs, sont des êtres oisifs, & qui n'ont la plupart d'autres occupations que de s'en-graïsser du bien de l'église. Si on veut les conserver, ils seront trop heureux qu'on leur laisse à chacun 4000 liv. de rente, c'est-à-dire, à ceux dont les bénéfices rapportent davantage; s'ils ne sont pas contents, ils serviront le roi & l'état d'une manière plus utile. L'intention des fondateurs n'a point été de les faire jouir de si gros revenus pour ne rien faire.

A l'égard des maisons religieuses, on a vu plus haut la destination du produit de leurs biens, ce qui n'empêche pas qu'on ne réduise beaucoup de ces maisons, vu sur-tout les disproportions qu'il y a dans leur revenu, le vice du régime de certaines, les richesses excessives de quelques-unes, & l'extrême pauvreté de quelques-autres (a).

Quant à ces religieux mendiants qui ne doivent leur existence qu'à une crédulité mal-éclairée, qui s'enrichissent, en faisant des vœux de pauvreté, qui, au sein de l'abondance, mettent à contribution la pitié publique, qui introduisent dans le cloître toutes les licences du siècle, ou qu'ils soient renfermés pour tou-

---

(a) Toutes ces maisons vacantes pourront être d'une grande utilité dans beaucoup de villes, en les faisant servir de casernes pour les gens de guerre.

jours dans leur enceinte sacrée , ou qu'ils soient entièrement supprimés.

Il est cependant dans l'ordre des mendiants, deux classes de religieux qui méritent d'être distingués, & qui sont même dignes d'éloges. Les premiers sont les freres de la Charité : s'ils reçoivent des dons du peuple : quel généreux usage ils en font ! Le bienfait devient entre leurs mains, ce que devient un grain de bled confié à la terre. Ces pieux solitaires nous donnent le plus bel exemple de vertu , en secourant l'humanité souffrante. Avec quelle vigilance, quel zele, ils soignent les malades ! Avec quelle douceur, quelle prudence, ils les traitent ! Comme l'ordre, l'attention, les soins, la propreté, le calme, régissent dans leurs hospices. Que la religion sainte, la religion des François s'y rend sensible & touchante. Ah ! dans cet asyle sacré, l'ame la plus froide, le cœur le plus dur, ne peuvent résister aux élans sublimes, aux mouvemens attendrissans de la nature. Ici je vois le pere d'une famille pauvre qui se félicite d'avoir été conservé à ses malheureux enfans. Là, c'est un tendre enfant qui se réjouit de revoir le jour pour secourir de ses foibles mains, celle qui le lui a donné. Et si d'un côté tout ce que le néant de la nature a de plus affreux se présente aux yeux, de l'autre l'indulgente religion étend un voile majestueux sur ce triste spectacle, en offrant ce qu'elle a de plus consolant. Bénissons donc le ciel d'avoir

protégé des établissemens si dignes de notre vénération (a), & faisons des vœux pour leur soutien & leur prospérité.

L'autre classe de religieux mendiens, est celle des Capucins, nom qu'on leur a donné par rapport à la réforme extraordinaire de leur capuchon. Les Capucins sont entièrement dévoués au culte de la religion & au service du public. Ils prêchent, confessent & instruisent la jeunesse, desservent des églises, vont dire des messes dans les paroisses & les chapelles des châteaux : ce sont des mendiens de bonne-foi : ils sont vraiment dans une indigence extrême. La plus grande simplicité regne dans leurs monastères. Ils vivent très-frugalement, & n'abusent pas de leurs quêtes qui d'ailleurs deviennent de plus en plus succintes. En général, ils se conduisent d'une manière irréprochable. Ils savent remplir les loisirs du cloître par des occupations utiles : ils sont studieux, & ont eu des gens habiles dans différens genres.

Ce seroit être ingrat que de ne pas les louer de l'empressement & du courage avec lesquels ils portent le secours dans les incendies. Ils bravent tout-à-la-fois deux élémens, l'eau & le feu. Leur ame, même dans ces terribles momens, semble être de feu. Au dernier

---

(a) L'ordre des Freres de la Charité, fut institué par St. Jean-de-Dieu, vers l'an 1520.

incendie du théâtre lyrique de la capitale ; ils ont montré un courage prodigieux. Enfin, on les a vu dans différentes villes , être les premiers à s'exposer aux flammes , aux plus grands dangers : quelquefois il y en a eu de grièvement blessés , & d'autres qui ont ainsi péri<sup>s</sup> martyr de leur zele.

Je crois donc qu'ils méritent infiniment d'égards. Il seroit bien à desirer que l'on réformat leur costume ; car outre qu'il est lourd , chaud & très-fudorifique , qu'il les embarrasse dans les embrasemens , il est sinistre , effroyable sur-tout aux yeux des femmes , il cause même des impressions funestes à celles qui portent le fruit précieux de l'union conjugale.

Il est d'ailleurs si indifférent au culte de la religion , qu'ils soient vêtus d'une grosse robe , d'un manteau & d'un capuce d'un gros drap d'une couleur sauvage , qu'ils soient fanglés , qu'ils portent la barbe , des scandales & une couronne de cheveux.

Il me semble qu'il seroit beaucoup mieux & bien plus simple , que tous les religieux à l'exemple des prêtres séculiers , s'habillassent uniformément , & que pour les distinguer seulement de ceux-ci , ils eussent une soutane blanche : ils sont tous voués au culte de la religion , tous égaux : pourquoi ne seroient-ils pas vêtus également ?

*Des Evêques.*

Nous venons de parler de l'excessive richesse du clergé & entr'autres de celle des évêques. Nous allons maintenant parler d'eux , de leur conduite , de leur administration , avec tout le respect qui leur est dû.

Les évêques interdisent , renvoient à leur volonté un curé , vicaire , desservant , sacristain , &c. Delà , tant d'appels , comme d'abus , procès toujours trop publics & scandaleux pour la religion : on éviteroit beaucoup de ces scandales : on contiendrait bien des passions , si l'on établissoit une juridiction pour juger ces matieres , & si l'on statuoit qu'un prêtre ne pourroit être renvoyé , interdit , que par cette commission judiciaire.

Il n'arrive que trop souvent , que les évêques attirent dans les meilleures places de leurs diocèses , des étrangers , sur-tout des personnes de leur pays. Je ne prétends point les en désapprouver : mais j'observerai , qu'ils ne doivent accorder cette faveur à leurs compatriotes , leurs protégés , qu'autant qu'il n'y a point de sujets diocésains à placer ; autrement c'est une injustice , c'est dégoûter & détourner des gens bien nés de l'état ecclésiastique. Je ne puis m'empêcher de dire , que j'ai entendu beaucoup de citoyens d'une grande ville , murmurer de cette prédilection singulière , à l'occasion même d'un prêtre étranger , qui , par sa conduite

étrange, faisoit blâmer publiquement le choix qu'en avoit fait récemment l'évêque du lieu. J'ai eu même occasion de voir quelque-tems après ce prélat, de lui faire des observations à ce sujet, & je puis dire que sa grandeur, ainsi que mademoiselle de. . . , sa respectable sœur, les ont reçu avec cette sensibilité délicate qui caractérise les ames grandes, nobles & vertueuses. Je dois même ajouter, que cet illustre pontife s'expose rarement à commettre de semblables erreurs, qu'il est très-zelé, qu'il fait beaucoup de charités aux pauvres, sur-tout à ceux dont la foiblesse du sexe ajoute au malheur & réclame sans cesse la pitié la plus tendre (a) ; enfin qu'il est aussi recommandable par son austère piété & la rigidité de ses mœurs, que par les éminentes qualités de son esprit.

Le évêques manquent essentiellement à leurs devoirs en ne résidant point ou très-peu dans leur diocèse. Et qu'on ne dise pas qu'ils observent exactement la résidence : je renverrois d'abord à l'almanach des gens de qualité, qui indique leur nom, leur demeure, en un mot, leur adresse à Paris, & ensuite je le prouverois d'une manière incontestable.

Dans un petit écrit qui a paru pour le soulagement

---

(a) Sans doute il n'imitera pas Beanfremont, évêque de Troies, qui a eu trois enfans qu'il a fait légitimer. Les lettres de légitimation ont été enrégistrées au parlement de Paris : ceux qui desireront les voir, les trouveront à la tour du palais.

des pauvres en 1652, & qui a pour titre, propositions chrétiennes d'un député à la chambre Saint-Louis. On voit qu'autrefois M. le procureur général Bourdin, étoit si soigneux de faire observer aux évêques les ordonnances touchant la résidence, qu'il avoit pour coutume quand il apprenoit qu'un évêque avoit séjourné à Paris, plus de quinze jours, ( comme il s'en informoit souvent ) de le prier de se retirer en son évêché, &c. s'il alléguoit quelque excuse d'affaire légitime, il en prenoit des instructions & des mémoires, & se chargeoit du soin & des sollicitations nécessaires.

On voit aussi dans le livre des preuves de l'église gallicane, que M. Dumefnil son collègue ne manqua pas de zèle pour le même fait de la résidence, car lorsque Charles IX. eut envoyé au parlement en 1561, ses lettres patentes touchant la résidence des évêques, où le roi exceptoit les archevêques & évêques qui étoient de son conseil privé & autres employés hors le royaume pour son service & bien public d'icelui, durant le tems qu'il s'en serviroit, M. Dumefnil supplia la cour de faire des remontrances au roi, à ce qu'il lui plût donner congé aux évêques, étant près sa personne pour aller servir & résider en leurs évêchés pour un certain tems de l'année.

Mais la cour passa plus avant, car elle vérifia entièrement l'édit & s'expliqua de nouveau en termes très-précis : „ c'est à savoir que l'édit conteau esdites lettres

comme saint & juste, conforme à la volonté & commandement de Dieu, constitutions conciliaires de l'église & des loix & ordonnances des empereurs, & rois, & religieux, & catholiques, sera entièrement gardé & observé sans aucune exception ni limitation, soit pour le regard des archevêques & évêques, étant à l'entour de la personne du roi & de son conseil privé, quelconques dispenses, que au contraire on vouloit donner ou obtenir, parce qu'étant la résidence desdits archevêques & évêques, fondée en la volonté & ordonnance de Dieu, comme elle est signament en la dilection de Dieu, qui regarde le soin & superintendance & vigilance desdits archevêques & évêques, sur ceux qui leur sont commis, & ont été baillés en garde, étant le premier & principal commandement de la premiere table; ce qui seroit fait au contraire, ne pourroit tomber en aucune dispense: & si cas étoit que, au contraire, l'on obtint aucune dispense par importunité ou autrement, la cour n'y pourroit ni devoit obtempérer, comme chose contraire à l'ordonnance de Dieu, & par-tout indispensable, non plus que s'il y avoit lettres de dispense de n'aimer Dieu, ni d'obéir à ses commandemens, &c.,

Claude de Seyssel archevêque de Turin, dans son ouvrage de la monarchie de France, *part. II, chap. XIV*, s'exprime ainsi: „ je dis ouvertement que l'une des plus grandes fautes que je voie en l'église, est que les prélats ne font résidence à leurs évêchés: ains sous di-

verses occasions qui procèdent bien souvent d'ambition , suivent les cours ecclésiastiques ou séculières. Et à ce que je puis remédier selon ma capacité , mettrai peine de le faire : si prie dieu qui me veuille donner la grace de l'accomplir , ainsi que je connois le devoir faire , & à tous autres qui ont semblable charge.

Voici aussi des vers qu'un prélat distingué , Joachim du Belley , a fait contre les évêques qui ne résident pas en leurs évêchés. *Extraits d'un discours qu'il présenta à Charles IX.*

„ Tu te nommes pasteur , toi qui n'as soin ni cure  
De tes pauvres brebis ni de leur nourriture ,  
Qui ne les vois jamais , ou bien si tu les vois ,  
Qui n'es pas en un an à grand peine deux fois.  
C'est par forme d'acquit , ou pour tondre la laine  
De ton pauvre troupeau qui nourrit par sa peine  
Ta molle oisiveté , ton vice & ton plaisir ,  
Et pour rassasier ton avare desir.  
Puis impudent , tu fais les plaintes & querelles  
De tant d'opinions & de sectes nouvelles ,  
Qui de toi te dois plaindre , & la faute accuser ,  
Non pas comme tu fais , de ton titre abuser.

. . . . .  
. . . . .  
Jadis les bons prélats qui du troupeau de Dieu ,  
Étoient les vrais pasteurs résidoient sur le lieu ,  
Cognoissoient leurs brebis , en faisoient la revue ,  
Et soigneux les gardoient sans les perdre de vue.  
Maintenant leur demeure est à la cour des rois ,  
Où ils ont plus de train , de chevaux , de charrois ,  
Que les plus grands Seigneurs & leurs tables friandes  
Surmontent l'appareil des persiques viandes. „

Justinien ce grand législateur a défendu par une loi positive, aux évêques de venir à la cour sans permission expresse, à peine d'encourir son indignation & d'être excommuniés par le métropole : cette défense étoit fondée ; ainsi qu'il l'explique, sur le tort que l'absence de l'évêque cause à son diocèse, par rapport aux dépenses que les séjours à la capitale les engagent de faire ; ce qu'ils doivent employer à soulager les pauvres (a).

On ne finiroit pas si l'on vouloit rapporter toutes les loix, les autorités, les mercuriales qui obligent les évêques à résider. Nous ne sommes plus heureusement dans ce tems de foiblesse & d'ignorance où l'on pouvoit craindre leur autorité sans borne, l'excommunication, (b) pour les forcer à rentrer dans leur devoir :

(a) Au moment de la mort d'un évêque opulent & avare, l'empereur Charlemagne demanda quelle somme il voit laissé aux pauvres, on lui répondit, que le legs n'excédoit pas deux livres d'argent. Un jeune abbé étonné du peu de soin que le prélat avoit pris des malheureux, s'écria : *c'est un bien petit viatique pour un si grand voyage*. L'empereur jugea par cette répartie qu'il ne manquoit au jeune homme pour soulager les pauvres que le pouvoir de le faire : il le nomma à l'évêché qui venoit de vaquer, & lui dit : n'oubliez jamais ce que vous venez de dire ; soyez le pere des malheureux, & n'oubliez pas celui à qui vous succédez.

M. Letellier, archevêque de Rheims, répondit à un évêque d'Autun qui lui montrait un beau buffet d'argent, en disant qu'il étoit pour les pauvres : vous pouviez leur en épargner la façon.

(b) Chilperic I disoit souvent nos coffres sont vuides, tandis qu'ils

qu'ils y rentrent donc, qu'ils retournent au sein de leur

que les richesses que nous devrions avoir passent aux églises : les évêques deviennent des rois ; notre gloire diminue & notre honneur transféré aux évêques s'avilit.

Montesquieu , Liv. XXXI , ch. IX & X.

Lorsque Philippe Auguste demandoit aux ecclésiastiques des subsides pour subvenir aux frais des guerres qu'il eut à soutenir pendant son regne, ils ne manquoient pas de s'en excuser sur leurs privilèges, & sur ce qu'il n'étoit pas permis d'employer le bien des pauvres à des usages profanes, ils promettoient d'assister le roi de leurs prières. Les seigneurs de Couci, de de Rhetel & plusieurs autres, s'étant mis à piller leurs biens, ils recoururent à la protection du roi, qui leur dit, *qu'il étoit peu en état de les aider; cependant, ajouta-t-il, je vous promets de vous assister de ma recommandation auprès de Couci & des autres.* Le pillage continua, les prélats redoublèrent leurs plaintes, supplièrent le roi d'employer l'autorité des armes contre leurs ennemis. Très-volontiers, leur dit-il, *mais pour en venir là, il faut avoir des troupes, il faut avoir de l'argent.* Le mal pressoit, le clergé entendit ce que cela signifioit, il paya, & les pillages cessèrent. Le détour que prit le roi, marque de sa foiblesse, dit l'auteur de cette anecdote; mais dans quel tems s'en servoit-on, ajoute-t-il, dans un tems où les foudres de Rome faisoient trembler les moins timides, & où la doctrine de Grégoire VII mettoit, en un clin-d'œil, toute l'Europe en feu.

Dans ces tems-là, l'excommunication étoit employé à tout. On a vu les chenilles, les mulots . . . excommuniés par un évêque de Laon. On a encore vu sous François I que l'on donnoit un avocat à ces insectes, & que l'on plaidoit contradictoirement leur cause & celle des fermiers : il existe une sentence de l'official de Troies, du 9 juillet 1516, qui porte, parties ouïes, faisant droit sur la requête des habitans de Ville-Noce, admonestons les chenilles de se retirer dans six jours, & à faute de ce faire, les déclarons mandites & excommuniés.

diocèse , de leur église , & qu'ils cessent d'être ingrats envers leur mere.



*Des enfans trouvés.*

LE nombre des enfans trouvés est immense. J'ai entendu cette année 1783 , M. l'évêque de Senez annoncer en chaire qu'il montoit à quatorze mille.

Les célibataires sont ceux qui contribuent le plus à l'existence de ces innocentes victimes, du moins doit-on le présumer.

Il est vrai qu'il est des peres de famille libertins, honteux, qui violent & les loix de la nature, & les loix de la société, qui traînent de débauche en débauche un cœur usé, & qui sacrifient à l'amour sur des autels profanés. Je sais aussi qu'il est des peres & des meres qui, par lâcheté, par paresse, plus que par la contrainte de la misere, immolent au hazard le fruit de leur union. C'est aux mentors du gouvernement à éclairer ces scandales & ces sacrileges.

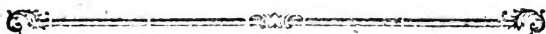
Quoiqu'il en soit les célibataires doivent compte à l'état du plus grand nombre des enfans trouvés.

Il y a au moins quatre millions de célibataire de l'un & l'autre sexe en France. Quand l'un portant l'autre, donneroit par an à l'état 20 sols, cela feroit quatre millions qui, joints aux fondations, aux charités, seroient

bien suffisans pour le décharger du poids des enfans trouvés.

Ce seroit peut-être un bien d'autant plus grand que la population pourroit y gagner, & l'on sait assez que la population est la première richesse des empires (a)

Si l'on m'accusoit intérieurement de parler ici comme si j'étois sûr de ne pas payer, on auroit tort, & j'avoue que j'acquitterai avec empressement une taxe qui me paroît aussi juste. D'ailleurs, ce n'est pas par cas de conscience, mais uniquement dans de vraies vues patriotiques que je propose cette idée.



*Des spectacles pour les enfans.*

ON n'a jamais pensé à établir des spectacles uniquement destinés aux enfans. On pourroit en établir un, composé par des enfans même, où l'on joueroit les fables de la Fontaine, des petits contes naïfs, comme ceux de M. Berquin & autres amis précieux de l'enfance : l'on arrangeroit ces fables ou contes pour être mis en action : rien ne seroit plus propre à instruire utilement les en-

---

(a) Lycurgue, ce sage législateur, défendit le célibat sous peine d'infamie, il y avoit même pour ces cénobites une solennité particulière à Lacédémone, les femmes les conduisoient tout nus aux pieds des autels, leur faisoient rendre à la nature une espèce d'amende honorable qu'elles accompagnoient de rigoureuses corrections.

fans , à leur donner cette éducation douce & sensible que la plupart des parens ne savent pas donner ; cela vaudroit beaucoup mieux pour eux que nos spectacles qui forcent les foibles ressorts de leur esprit naissant , que ces tragédies qui les effraient & qui sont toujours funestes à des êtres dont les organes sont délicats , ou ces comédies qui ne peuvent qu'inspirer trop tôt un grand mépris pour les hommes , & qui , en voulant réprimer les passions , le plus souvent les allument , ou enfin ces pieces obscenes des Boulevards jouées par de vieux enfans.

On ne manquera pas de dire , avec un sourire caustique , comment , il faudra donc que les acteurs se déguisent en animaux ! eh , oui , il s'y déguiseront , & pourquoi ne feroit-ce pas ? On voit bien tous les jours arlequin & d'autres acteurs se déguiser en bête pour amuser le public. On voit bien dans un certain tems de l'année , des êtres soi-disant raisonnables , se métamorphoser en quadrupedes , & sous la peau d'un ours ou d'un âne , divertir la multitude.

On dira encore : mais des enfans tant petits qu'ils soient ne pourront jamais prendre la forme de petits oiseaux , de reptiles , d'insectes : par exemple , comment jouer la cigale & la fourmi. Je répondrai que dans ces cas-là , on se contenteroit de mettre sur le théâtre des animaux artificiels , de les faire mouvoir avec des fils de fer , des ressorts , & que les acteurs cachés parleroient. On

pourroit ainsi jouer dans une soirée plusieurs fables & contes , & à la fin donner des danses où tous les enfans pussent tour-à-tour être admis , de sorte que l'esprit & le corps y trouveroient deux exercices utiles & agréables.

Ce spectacle ne nuiroit point aux autres. D'ailleurs on ne le donneroit qu'une ou deux fois la semaine si l'on vouloit : enfin la salle vacante des variétés amusantes serviroit très - bien pour ces jeux de l'enfance.



*Invention physique pour faire arriver les lettres beaucoup plus promptement que par la poste.*

LE moyen que je donne ici est fort simple à pratiquer & expliquer.

Il faut d'abord que dans les lieux les plus éloignés où l'on veut communiquer , il y ait réciproquement un bassin d'eau assez considérable , comme par exemple de Paris à Rouen. Il s'agit ensuite d'établir le long de la route la plus courte par terre , des canaux de tôle ou autre matière assez élevés pour que les malfaiteurs ne puissent y atteindre , d'en exposer l'extrémité sur l'eau , de leur faire prendre la direction la plus juste , de faire jouer une ou plusieurs pompes à l'embouchure & qui conduisent continuellement l'eau dans ces canaux , de mettre toutes les lettres & papiers dans une boîte de fer blanc ou autre métal parfaitement arrondie & proportionnée au calibre du canal. Il est physiquement

démontré que l'eau lancée en assez gros volume & sans relâche , poussera & entrainera rapidement les boîtes jusqu'à leur destination.

On m'objectera , car on trouve des objections à tout : on m'objectera , dis-je , que cela sera très-coûteux. J'en conviendrai. Mais aussi je dirai que lorsqu'on a proposé la poste aux lettres , la même raison existoit , que cependant elle n'a pas rebuté , & que si l'on trouve dans cette invention ci, plus du double de célérité , dût-il en coûter plus cher , elle doit être préférée. Aureste , si les frais épouvantent , les grands , les princes , le roi peuvent en faire usage pour de courtes communications , & alors n'y ayant point d'interruption par les récipiens dont on va parler , le service seroit continuél & encore plus prompt.

On peut en établir de Paris à Versailles , & *vice versa*, au moyen de doubles canaux , de même de Marly à Paris , de Choisy , Compiègne , Fontainebleau &c. J'entends dire , mais si l'on vouloit établir cette machine entre deux villes éloignées l'une de l'autre , comme de Paris à Marseille , comment pourra-t-on faire recevoir les lettres dans les bureaux de chaque bourg ou ville qui se trouve sur la route : la réponse est facile. Il y aura au-dessous du canal à portée du premier bureau de lettres , un réciipient fermé à vis & à la clef. Au milieu s'élèvera une mèche de fer dont le sommet sera élargi & présentera une petite surface ronde & plate comme un écus de trois livres. On pourra encore ajouter

à son extrémité inférieure des clochettes. La boîte par le poids de sa chute dans ce récipient, fera baisser la mèche, & avertira ainsi le directeur du bureau auprès de la maison duquel ce canal passera. D'ailleurs comme il saura bientôt l'heure & la minute qui seront à-peu-près fixées, sa montre l'avertira presque aussitôt que la boîte. Il dévissera donc promptement le récipient, retirera la boîte, & substituera sur-le-champ une plaque également à vis & fermée à clef de la forme & du niveau du corps du canal. S'il y avoit deux ou trois boîtes à prendre par extraordinaire, le nombre en seroit marqué sur la première. Quelque tems après, & il auroit bientôt la donnée de ce tems, il remettrait le récipient. Le second, le troisième bureau en feroient autant, & ainsi de suite. Il est inutile de dire que les inspecteurs des postes seroient chargés de veiller exactement à l'entretien de ces canaux: enfin je le répète, si l'exécution de cette invention paroît trop dispendieuse pour le public. Au moins elle pourra convenir à la cour.

---

*D'un embellissement utile aux Tuileries & aux Champs-Élysées.*

**R**IEN n'est plus beau, plus noble que le jardin des Tuileries; grandeur, majesté, régularité, tout s'y trouve. Cependant un auteur épistolaire a fait insérer dans le journal de Paris, une lettre par laquelle il persuade

que l'on peut ajouter à la beauté de cette promenade ; que si l'on élargissoit & alignoit le passage des Feuillans de dessus la terrasse qui porte leur nom & même de plusieurs côtés , on découvreroit la superbe place Vendôme. Certainement on ne peut qu'applaudir à cette idée simple & belle , & dont l'exécution seroit peu dispendieuse : mais depuis ce tems , on ne s'en est pas occupé , & cela n'encourage pas à communiquer ses desseins : quoiqu'il en soit , voici le mien

Le trajet depuis la grande allée des Tuileries & ses alentours jusqu'aux Champs - Elisées est immense. En le parcourant , s'il pleut , vous n'y avez point d'abri ; si la terre est poudreuse , vous êtes aveuglé par la poussière ; s'il fait chaud vous êtes brûlé. Un homme en habit de deuil qui traverse cet espace , arrivé de l'autre côté , paroît l'avoir quitté & en avoir pris un blanc. Une femme , dont aux Tuileries on admire la blancheur de la figure , n'offre plus aux Champs - Elisées qu'un teint bruni par le soleil. Il est un moyen fort simple de bannir de ces promenades charmantes ces petites contrariétés : c'est d'ajouter à chacune des allées , qui sont au-dessus de celles collatérales de la grande , une allée de tilleuls qui aille se rendre dans les premières allées de droite & de gauche des Champs - Elisées. Elles passeroient à travers , deux petits parterres assez mesquins , puis sur les fossés derrière les renommées équestres , & se prolongeroit en formant le croissant jusqu'aux champs-Elisées. On les bor-

deroit de charmille , & on les entretiendrait basse pour ne pas masquer les colonnades.

Si l'on vouloit encore embellir ce jardin , on en détruiroit tous les parterres , & on les remplaceroit par de simples gazons bordés de grands pots de fleur de terre blanche. Ces tapis de verdure offriroient un coup-d'œil plus riant que tous ces bults , ces dessins , ces ifs , ces fleurs négligées , & il n'en coûteroit pas davantage pour l'entretien.

Je ne puis parler des Tuileries sans faire mention de ces courtes , pour ainsi dire , barbaresques , que le public fait sur la beauté. Un jour je m'y promenois avec une jeune américaine & son frere ; sa parure étoit sans éclat , sa démarche étoit simple , son maintien modeste , mais elle étoit jolie , & elle ne s'en appercevoit pas. Le public n'en fit pas de même : il s'en apperçut trop & ne tarda pas à lui en donner des preuves. Bientôt nous fûmes investis par un groupe de monde. On nous suivit , on se précipita sur nos pas. A l'instant j'engageai cette jeune étrangere à quitter la promenade : & me demandant ce que tout cela signifioit , je fus dans la douce obligation de lui dire qu'elle étoit charmante , que c'étoit là ce que cela signifioit. J'ajoutai que l'on s'empresseiroit encore plus de la voir , si elle vouloit rester ; elle connut pour la premiere fois l'empire de ses charmes , elle s'en voulut d'être belle ; je la consolai de sa beauté , & nous partimes. On nous reconduisit jusqu'à la porte

des Tuileries où nous montâmes en voiture , & peut-être que , si j'en eusse levé les glaces , on les auroit brisées pour suivre plus long-tems des yeux cette charmante personne.

D'autres fois , j'ai vu suivre des femmes de qualité avec le même acharnement , le même délire ; & en vérité , j'ai trouvé qu'il étoit révoltant de faire de pareilles incursions sur des personnes très-honnêtes , & que c'étoit bien cruellement déchirer le voile de la pudeur. Eh , où sont donc l'urbanité & la galanterie françoise !

On ne sauroit faire de trop grandes défenses à ce sujet : on affiche tous les ans aux Tuileries des ordonnances , portant beaucoup de défenses ; mais je n'en ai jamais vu de relatives à ce genre d'outrage fait par des hommes à un sexe qui fait leurs délices & leur bonheur.



*De la Garre.*

ON nomme garre une enceinte immense qu'on a hasardé de pratiquer à côté de la Seine près de l'hôpital-général , pour recevoir dans l'hiver les bateaux , & les préserver du choc des glaces. Il suffit d'en parler pour donner une idée de l'administration de l'hôtel-de-ville de Paris.

La garre depuis quinze à vingt ans qu'elle a été en-

treprise , n'offre de toutes parts qu'un cahos , des pilottis commencés & abandonnés , des constructions , des ruines , de l'ordre , du désordre , un goufre d'eau & de dépense , un argent & un terrain immense de perdus.

La garde qui veille autour de cette défunte garde coûte trois mille livres par an. Les pierres qui sont si bien gardées se calcinent & déperissent ; les bois se pourrissent ; les fers sont rongés par la rouille , & il est de fait que , malgré cette garde , une partie des bois & des fers est volée.

Si depuis long-tems on eut vendu tous ces matériaux , on auroit retiré du prix de cette vente un intérêt considérable ; en un mot , si même aujourd'hui on les vendoit avec l'emplacement , on en tireroit une somme quelconque , & on auroit un bénéfice où il n'y a que de la perte ; certainement , il n'y a aucun capitaliste qui n'offrit au moins d'en donner 60000 livres comptant , ou d'en constituer 3000 livres de rente : ainsi où la ville perd annuellement 3000 livres : elle les gagneroit : ce qui feroit pour elle une différence de 6000 livres de rente , & elle dira , qu'elle n'est pas assez riche ! Elle fera bâtir des petites boutiques sur les Quais qui masqueront les plus belles vues , au lieu d'y faire faire des trottoirs ; & elle disputera en justice à un artificier le prix de dix-huit mille livres pour un feu soutenu par une charpente de cent vingt mille livres.



*De la garde de Paris.*

**A** Tonckin , à la Corée , à Siam , toute une famille répond de ses membres , & il y a un syndic dans chaque quartier pour la police , comme à Paris un commissaire. Il y a des portes dans toutes les rues , & chaque fois qu'il arrive quelque chose de contraire à l'ordre , on ferme les portes & on arrête plus facilement les coupables. On pourroit à Paris & dans d'autres grandes villes , au lieu de portes , poster des sentinelles de distance en distance , non pas comme le guet qui se promene négligemment où ses pas le porte , & ne se trouve presque jamais à tems où sa présence est nécessaire , & qu'on a bien de la peine à trouver quand on en a besoin (a). Ces sentinelles , également par escouade , ne

---

(a) Passant, il y a quelque tems , sur le Port-au-Bled , (il étoit minuit) j'entendis des cris affreux , qui paroissoient venir de la rue de la Mortellerie ; la sentinelle du port les entendit aussi : elle remplit sa faction : elle appella d'un coup de sifflet ses camarades dont le corps-de-garde est voisin du même port. Je voulus juger par moi-même de la discipline du guet. J'attendis constamment plus d'un quart-d'heure , malgré le grand froid qu'il faisoit. La garde vraisemblablement endormie ne se réveilla pas , ou ne voulut pas se déranger. Le sifflet de la sentinelle eut beau redoubler ses glapissemens , je ne vis rien venir : on eut le tems de s'égorger , & je m'en allai bien convaincu , que conter la nuit sur le secours de la garde de Paris , ou d'un ivrogne , c'étoit à-peu-près la même chose. J'avoue que

bougeroient pas de leurs places , excepté lorsqu'ils entendraient du bruit , du tapage , ou qu'on les appelleroit.

Je ne fais pas pourquoi , on n'exigeroit pas que les ouvriers de chaque quartier fissent tour-à-tour la garde en leur fournissant armes & bagages , avec d'autant plus de raison , que c'est en général pour les contenir que la garde est établie , & que c'est dans cette classe que se trouve le plus de mauvais sujets ; chaque escouade de ces patrouilles pourroit être commandée par un seul officier du guet , ou par un soldat qui auroit bien servi & qu'on recompenseroit ainsi. La garde de Paris coûteroit alors beaucoup moins & seroit mieux tenue ; ( je ne parle que de la garde à pied. )

Ce seroit aussi un plus grand bien que l'on ne pense , que les familles répondissent solidairement de leurs membres par des peines pécuniaires , lorsqu'ils seroient jugés coupables : ce seroit le moyen d'entretenir les bonnes mœurs sans lesquelles les loix ne peuvent rien (a) , de faire donner une meilleure éducation aux enfans , & d'assurer davantage l'ordre public.

si j'en eusse été le maître , j'aurois le lendemain fait fouetter aux quatre coins de Paris tous les soldats de ce corps-de-garde , tant j'étois indigné de leur négligence. On me dira que n'instruissiez-vous leur commandant ! Que fais-je si j'aurois été plus écouté que le sifflet de la sentinelle !

(\*) *Quid leges sine moribus , vane proficiunt ?*

Hor. Liv. III. Od. 25.

*De l'espionnage de Paris.*

**L'**ESPIONNAGE à Paris est très-coûteux. Comme ce sont les apprentifs & les compagnons ouvriers qui le rendent le plus nécessaire , ce qui ne devrait pas être à la charge de l'état ; je pense qu'on pourroit exiger que chaque apprentif des deux sexes rendit un fol par semaine à la police , & chaque compagnon aussi des deux sexes deux fols , ce qui , sans gêner beaucoup ce gens-là , produiroit un capital considérable , & capable de défrayer l'espionnage qui s'exerce pour eux.

*Des inspecteurs de police.*

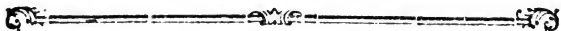
**L**ES inspecteurs de police sont actuellement sur le pied militaire , parce qu'on a reconnu l'utilité importante de leur service , & qu'il étoit le même que celui des officiers de maréchaussée : aussi on exige qu'ils aient servi , & ils obtiennent la croix de St. Louis au bout de trente ans. Plusieurs d'entr'eux en sont décorés , & leur supérieur le lieutenant de la police , n'a aucune décoration de ce genre. Il me semble que le chef d'un corps qui a une décoration aussi glorieuse , doit en avoir une au moins aussi distinguée , ou si l'on croit que sa dignité n'a pas besoin de ce lustre , il devrait y avoir à la tête

des inspecteurs pour le cas des cérémonies publiques & autres, un commandant qui fut décoré, & auquel on pourroit donner le titre d'inspecteur général de police.



*Des boues & lanternes.*

**C**E sont les carrosses qui causent une grande partie de boues de Paris: ils devraient donc contribuer au paiement de l'enlèvement de ces boues. Ce sont les carrosse qui sont cause en grande partie que l'on allume les réverbères: ils devraient donc aussi contribuer aux frais de l'illumination. Si tous les propriétaires de carrosses & cabriolets payoient; comme cela devrait être, une somme relative, Paris seroit encore mieux éclairé & ses rues plus propres. Il est inutile de dire que les personnages qui, par état sont tenus d'avoir voiture, seroient exempts de ce paiement.



*Des usurpateurs de titres & de noms.*

**I**L y a tant de faux marquis, comtes, barons, chevaliers & nobles à Paris, même dans toute la France, qu'on devroit bien faire les recherches les plus sévères à leur sujet, & faire payer de fortes amendes à ces faussaires.

Cette usurpation est un très-grand mal politique ; elle compromet la dignité des récompenses royales , d'abord, parce qu'on voit des frippons, des mauvais sujets se parer de ces faux titres , ensuite parce que ces titres paroissent trop prodigués. Il seroit aussi à desirer que l'on pût reconnoître à des signes certains les personnes qui en sont décorées , par exemple, les écuyers à un écusson , les chevaliers à une croix , les comtes , marquis , barons , à une couronne brodés sur leurs habits,



*Des halles.*

LES halles sont trop resserrées, trop angustées. Dans la halle au cuir , il n'y a plus qu'un dixieme des marchandises qui soient abritées : les injures du tems abiment le reste ; & cependant les droits sur les cuirs sont très- considérables. La halle aux veaux est trop étroite : il en faudroit plusieurs, une dans le fauxbourg St. Honoré , une dans le fauxbourg St. Germain, & une dans le fauxbourg St. Antoine.

On a reconnu que l'enceinte de la halle au bled , étoit aussi trop circonscrite , & l'on vient de l'étendre par une construction qui fait honneur tout-à-la-fois & à l'architecte & au zele éclairé du magistrat qui préside à la police.

*Des*

*Des boulangers.*

**I**L y a bien des choses à dire sur le pain : c'est la base de la nourriture de l'homme dans nos pays & en même tems suivant moi , une des plus fortes causes de nos maladies & de notre prompte destruction. Le pain est froid , spongieux , stagnant , lourd , indigeste & les personnes qui ont l'habitude d'en manger beaucoup , ont de mauvais estomacs & sont très-sujettes aux maux de dents.

Les médecins assurent que l'indigestion de pain est la plus laborieuse , la plus dangereuse de toutes , & qu'elle est souvent meurtrière. Je n'irai pas jusqu'à prétendre , comme mon compatriote M. Linguet , que le pain est un poison , mais je soutiens que c'est une nourriture mal-saine qui forme beaucoup de bile dans le corps , qui épaisit le sang , l'appesantit , le rend grumuleux , d'un cours difficile & inégal dans les tubes vitaux , & qui par là , gêne dans les jeunes gens sur-tout , le développement de la nature.

Les Anglais ne mangent point de pain ou du moins très-peu : aussi ils se portent mieux que nous , & vivent plus long-tems. La plupart jouissent d'une santé vigoureuse , sont gros & grands , ont les traits fortement prononcés , le teint clair , les yeux vifs , l'esprit

pénétrant , l'imagination ardente (a).

Voyez les gens qui vivent dans nos boucheries ; comme leur carnation est fraîche ! Quel embonpoint, quelles forces ils ont ! C'est parce qu'ils s'alimentent peu de pain , & que comme ils ont la viande en abondance , ils en mangent beaucoup & se nourrissent toujours ainsi des fucs les plus spiritueux qui réparent beaucoup plus dans le corps les déperditions qui s'y font par la transpiration que la nutrition fangeuse & visqueuse du pain.

Si le pain est une nourriture mal saine , combien ne doit-on pas veiller à ce que ceux qui le composent ne le rendent encore plus mal sain , en y ajoutant des parties hétérogènes , ou en employant des bleds avariés , des farines gâtées. Il y a des inspecteurs du commerce , mais ils ne s'occupent point de cette partie. Ceux des provinces même n'y résident point : ils y font seulement une fois par an une rapide apparition.

(a) On consomme dans une année à Londres 98,244 bœufs & vaches , 711,123 moutons & agneaux , 194,760 veaux , 186,932 cochons , 56,000 cochons de lait , & dans un seul jour 17000 oies.

A Paris où la population est à-peu-près la même , on consomme 100,000 bœufs & vaches , 480,000 moutons & agneaux , 30,000 veaux , 140,000 porcs. Ainsi sans reproche on mange à Londres plus qu'à Paris ; 231,123 moutons & agneaux , 164,760 veaux , 46,932 porcs , & presque tous les cochons de lait & les oies.

Il seroit intéressant que ces inspecteurs fussent à demeure dans les provinces , & qu'ils se transportassent fréquemment de ville en ville dans leurs départemens & à des jours indéterminés pour faire la visite des bleds , farines & pains des boulangers. Qu'ils fussent autorisés à saisir la denrée de mauvaise nature , qu'ils en rendissent compte au commissaire départi , & que celui-ci prononçât une peine pécuniaire contre les saisis.



*Des marchands de vin.*

ON connoît assez la friponnerie meurtrière d'une partie des marchands de vin. On sait qu'ils travaillent le vin avec des raisins de Corinthe , du bois de Frenambourg , du bois de Campêche , du bois Diade , des bêtes-raves , des carottes , des navets , de l'eau de rivière , de l'eau-de-vie , de l'esprit de vin , quelquefois des chats morts & souvent de la litarge ( *a* ). Ce que nous avons dit relativement aux boulangers a aussi son application ici. Les inspecteurs pourroient faire la même visite pour l'un & l'autre objet. Il est à observer de

---

(*a*) La falsification des vins fut pour la première fois défendue en Allemagne l'an 1475 ; mais on trouve déjà des défenses sur ce sujet dans les Pays-Bas en 1327 & en 1384.

Il paroît qu'à Rome le marchand de vin étoit aussi coquin qu'il l'est à Paris , suivant l'expression d'Horace , *perfidus hic caupo*. Sat. 1.

plus, qu'il feroit nécessaire que ces inspecteurs soient versés dans la chymie pour pouvoir décomposer & analyser les vins ainsi que les farines, & faire un juste rapport. On pourra en trouver parmi les médecins.



*Des marchands roulans.*

LES petits marchands qu'on nomme roulans font tort au commerce en colportant par-tout leurs mercantilles qu'ils débitent à force de crierie & de supercherie. Il est vrai qu'ils paient un droit à la police. Par exemple, un marchand de petits pains paie 9 liv. pour les vendre en place de Grève, ainsi du reste. Mais quelle minutie!

Il en est d'autres qui font à la vérité amovibles, mais sans privilege de maitrise! De plus, ils causent de l'embarras dans certaines rues de Paris par la quantité de leurs petites boutiques, étalages & inventaires errants.

Enfin il en est qui font de vrais perturbateurs du repos public. Dans le moment même où j'écris, l'un me déchire les oreilles en m'annonçant d'une voix glapissante qu'il porte de l'eau. L'autre m'étourdit avec ses bas, habits, vieux chapeaux à vendre. Ces derniers passent pour être des espions de la voirie & de la police: espions tant qu'on voudra, mais leurs cris aigus n'ont point de rapport à l'espionnage, au contraire, il

doit se faire sans bruit. Le porteur d'eau peut aller chez ses pratiques sans inviter d'une voix bachique à acheter de l'eau. Le frippier, peut sans hurler, attendre chez lui qu'on y aille acheter ou vendre. La marchande de bouquets, ne pas se déranger du marché. La laitière apporter paisiblement son lait. On n'a pas besoin d'entendre publier des cadenats de culotte, des ports, de pain d'épice, des maquereaux, des huîtres à l'écaille, du fromage, du cocot, des gros lots, des pommes, des poires, des choux, des raves, & mille autres choses. Quand on en a besoin, on fait pour son argent où les trouver.



*D'une machine hydraulique propre pour puiser une grande quantité d'eau en peu de tems, & très-utile pour les incendies, les jardins, &c.*

**O**N se donne bien de la peine tous les jours pour puiser de l'eau. On invente des machines, mais qui ne tiennent pas ce qu'elles promettent, qui d'ailleurs sont compliquées, coûteuses, & par conséquent au-dessus des facultés des gens du peuple. Celle que je vais faire connoître, réunira le triple avantage d'être facile, très-peu coûteuse à établir, & de fournir promptement beaucoup d'eau.

Vous avez un puits rond ou quarré dans son sommet. S'il est rond, vous échancrez les deux récipiens ou pier-

*Assurance pour les incendies.*

**I**L y a à Londres un bureau d'assurance pour les incendies, à la tête duquel est une compagnie de capitalistes. Tous les ans les propriétaires des maisons qui veulent les assurer, s'adressent à ce bureau. Là, on fait faire l'estimation de votre maison, & on vous demande une somme à raison de cette estimation. Si le feu y prend, pourvu qu'il ne soit pas prouvé qu'on l'y ait mis exprès, le bureau la fait réparer quand elle n'est qu'endommagée, & rebâtir, quand elle est consumée. Il me semble qu'il suffit de citer un établissement aussi avantageux pour le faire adopter par-tout.

Il y a déjà eu à Paris une société d'assurance pour les incendies établies en 1740 ; mais elle ne s'est pas soutenue, parce qu'elle étoit vraisemblablement mal formée, & n'a pu, par conséquent, être utile & servir d'exemple à celles qui auroient pu s'établir dans les villes de province.





*De différentes écoles & d'un cours public pour ceux  
qui se destinent aux ambassades.*

**Q**UOI, citer encore les Anglois ! Quel anglomane ,  
va-t-on dire , qui ne cesse de puiser des principes , des  
exemples chez une nation rivale !

Ah ! Puissions-nous toujours l'imiter , cette nation , dans  
sa prudence ( *a* ) , & non dans ses préjugés. Estimons-  
la , aimons - la , parce qu'elle mérite d'être estimée &  
aimée , & ne nous embarassons pas de ses anciens res-  
sentimens , de ses vieilles haines ; tandis qu'elle commence  
à courir après nos futilités , qu'elle copie nos caprices ,  
nos bizarreries , nos modes , qu'elle moissonne les fleurs  
passageres de notre frivolité , recueillons les fruits mûrs  
de sa raison , de ses mœurs , de ses profondes réflexions.

Reportons nos regards à Londres , nous y verrons plu-  
sieurs écoles où on enseigne gratuitement toutes sortes  
de métiers , d'arts , de sciences , & entr'autres celle de  
la navigation.

Qui empêche que nous n'ayons à Paris de sembla-  
bles établissemens ? C'est à ceux que l'Angleterre , qui  
n'est composée que de huit millions d'hommes , doit  
ses richesses , & cette force qui l'a maintenue si long-  
tems dans l'empire des mers , qui l'a fait depuis peu  
lutter si honorablement contre quatre puissances , &

---

(*a*) *Nullum nomen abest si sit prudentia.* (Juvenal. Sat. 10.)

qui lui attire l'estime & l'admiration de ses vainqueurs.

Faisons plus encore ; reconnoissons dans les succès d'une guerre orageuse & dans les douceurs d'une heureuse paix, l'importante utilité d'un grand art , d'un art qui a donné à la France un grand homme , un génie tutélaire , un ministre pacificateur. A ces traits , on sent assez que je veux parler de l'art des négociations , de la science diplomatique.

La science diplomatique est beaucoup plus essentielle , & en même tems plus difficile que l'on ne sauroit le penser. D'un négociateur , dépend le bonheur ou le malheur d'un état. Les fautes de l'autorité dans un royaume peuvent se réparer , mais celles qui se commettent hors ce royaume auprès d'un souverain ou de ses ministres , sont presque toujours irréparables.

Si un négociateur n'a pas fait une longue & pénible étude de tous ses devoirs , il court souvent les risques de s'égarer lui-même , ou d'être entraîné dans l'erreur par ses subordonnés.

On choisit ordinairement en France les négociateurs parmi les personnes qui réunissent l'éclat de la naissance à celui de la fortune , parce qu'on est comme imbu du préjugé que les talens & les vertus sont héréditaires , & que les richesses donnent absolument du mérite ( a ).

---

( a ) *Virtus , fama , decus , divina humanaque pulchris  
Divitiis parent ; quasque construxerit ille ,  
Clarus erit , fortis , justus , sapiens etiam & rex ,  
Et quicquid volet.* (Horat. Sat. 3 , liv. II.

Une ambassade est vacante : aussi-tôt un jeune homme de qualité va la remplir. Il ne s'étoit jamais attendu à courir cette carrière, il avoit fait sa cour, parce qu'il faut la faire & se montrer pour que l'on pense à vous. Il étoit à la tête d'un régiment qui étoit très-bien tenu, parce que le major en avoit tout le soin. On fait qu'il a un bel hôtel, beaucoup de chevaux, de chiens, de valets, qu'il est seigneur de différens comtés, marquisats, baronies, & a un train considérable : enfin on l'a vu, on a parlé pour lui, les graces ont, avec complaisance prononcé son nom ; on a fait valoir son mérite auprès du prince qui est naturellement confiant & souvent obligé de l'être, soudain il est nommé ambassadeur. Ses lettres de créance, ses pouvoirs sont expédiés, il part, il est parti (a).

Arrivé dans un monde nouveau pour lui, dans un monde dont il n'a étudié ni les mœurs, ni les usages, ni les coutumes, & qu'il croit toujours devoir être comme celui qu'il quitte. Isolé dans une cour où tout l'étonne, où il ne trouve plus, comme dans celle d'où il sort, cette majesté radieuse, ce superbe appareil de la grandeur, cette magie imposante, où il ne voit plus ni les

---

(a) Les François qui aiment beaucoup la razzie l'exercent assez justement un jour sur le choix de deux ambassadeurs. On venoit d'envoyer un évêque en qualité d'ambassadeur à Constantinople, & un mauvais catholique à Rome, en la même qualité, ce qui fit dire que l'un alloit pour convertir le grand Turc, & l'autre pour être converti par le Pape.

careffes de la flatterie , ni cet air léger , ni ce ton infinu-  
 quant , ni ces manieres féduifantes , ni cette amitié  
 feinte , ni ce fourire étudié , ni enfin cet art de dire tant  
 de chofes fans parler. Il veut traiter d'affaires , on l'en-  
 tend , mais il n'entend pas les autres. Il n'a pas la clef  
 de leur cœur , la pierre de touche de leur ame. Il ne peut  
 pas lire fur leur figure , dans leurs yeux , dans leurs  
 mouvemens , dans leurs geftes. Il ignore le langage des  
 paffions. Il ne fait pas répandre à propos ce métal  
 qui subjugué les efprits , s'empare des cœurs , prend les  
 places , réduit les villes , détruit les empires , & qui , fem-  
 blable à la foudre , éclate , frappe , brife , renverfe &  
 enleve tout ( a ). Il va pour chercher des fecrets , & il  
 ne trouve que celui de faire une dépenfe ruineufe.

Je fais qu'un ambaffadeur nouveau peut s'inflruire  
 auprès de fon prédéceffeur , le prier de lui donner fes  
 notes , fes plans , fa marche , fes connoiffances , fes liai-  
 fons , fes idées fur le caractere de la nation , fur le céré-  
 monial , fur l'adminiftration , fur l'efprit , fur la force &  
 la foibleffe du gouvernement , qu'il eft chargé de fur-  
 veiller , d'efpionner honorablement. Mais la vanité ,  
 l'amour-propre s'accomodent - ils toujours de ces dé-  
 marches ?

---

( a ) Demofthene , par fon éloquenec , perfuadoit aux Grecs  
 tout ce qu'il vouloit. Le fénat & le peuple romain ne pou-  
 voient tenir contre la douceur de la réthorique de Ciceron.  
 L'argent nous tient lieu aujourd'hui de Ciceron & de Demof-  
 thene. ( Oxenfirn. )

D'ailleurs ce prédécesseur peut avoir été disgracié ; & alors ce seroit rouvrir les blessures de son cœur & s'exposer à un refus , ou avoir été enlevé par la mort , & alors on ne pourroit obtenir de ses manes que quelques écrits , peut-être stériles , & qui ne valent jamais sur ces matieres tout ce qu'on recueille dans l'intimité d'un entretien.

A Dieu ne plaise que dans les portraits que je viens d'ébaucher , j'aie entendu répandre des couleurs finistres sur l'administration actuelle de la cour de France. Je respecte trop le ministre qui tient dans ses mains la boussole des négociations , & en lui rendant cet hommage public de mon respect , je ne fais que m'acquitter , comme citoyen , du devoir de la reconnoissance.

C'est l'art des négociations qui a donné à la France ce lustre & cette supériorité dont elle jouit , qui l'a fait briller parmi toutes les nations comme le lys majestueux au milieu de toutes les fleurs , qui l'a rendu souvent l'arbitre des dissensions politiques de l'Europe , qui fait que son idiôme est celui de toutes les cours , qui a cimenté tant d'heureuses alliances , qui a mêlé le sang des Césars à celui des Bourbons , & qui a placé sur le trône une princesse , l'objet de notre admiration & de nos hommages , l'ornement de sa cour par ses grâces , & le bonheur de son peuple par ses vertus.

Ai-je besoin de dire maintenant combien il seroit de l'utilité générale , & de la dignité de la cour de

France , d'établir un cours public , une chaire de science diplomatique. Toute la jeunesse qui voudra suivre la carrière des ambassades s'y instruira. Les jeunes gens de qualité , ordinairement si désœuvrés , y trouveront une occupation utile. Les parens qui , en général , font perdre un tems infini à leurs enfans , pour entendre une langue qui ne se parle nulle part , je veux dire , la langue latine , abrègeront ce tems pour leur faire apprendre cette science , qui , quand elle ne les conduiroit pas au véritable but , leur seroit toujours très-avantageuse dans le commerce de la société , & pour pouvoir occuper avec distinction différentes places importantes.



*Des filles publiques.*

Tous les hommes , tous les peuples , tout ce qui respire ressent un mouvement vif , une impulsion tendre , un secret penchant , un charme délicieux que l'on est convenu de nommer l'amour. L'amour , à ce doux nom , tous les êtres s'animent ; l'imagination s'enflamme ; les esprits s'allument ; les cœurs brûlent ; l'homme si fier de son existence & de sa supériorité sur un sexe aimable , dépose toute sa fierté ; l'homme s'abaisse , s'humilie , s'abandonne , cede à l'objet qui attire ses regards , qui le charme , qui le ravit , qui pénètre jusques dans son ame , qui l'agite & l'échauffe ,

qui le presse & l'attendrit , qui l'enchanté & le captive : objet charmant que dans un voluptueux délire , il a voulu se peindre pour toujours à l'esprit sous le nom de la beauté.

Le sentiment de l'amour , ainsi que tous les autres , n'est pas égal dans les hommes : chez les uns , il est foible , versatile & passager : chez les autres , il est constant , inflammable & bouillant : dans d'autres , il est froid & réfléchi , & alors il n'est qu'une expansion tranquille du cœur , un besoin passif de l'ame qui porte tous les êtres à s'aimer uniquement pour vivre ensemble dans un commerce réciproque de service , se communiquer leurs pensées , leurs affections ; besoin sentimental , qu'on nomme l'amitié ; & tous ceux qui ont parlé & écrit contre l'amour , n'étoient que de faux sages , ou des êtres rares , privilégiées de la nature , à qui elle avoit donné une complexion morne , un temperament affranchi de fortes passions , un assentiment calme , la douce & paisible sensation de l'amitié , ou des hommes usés par le tems & refroidis par les glaces de l'âge.

L'amour est un dieu ou un démon , il regne par-tout , il commande à l'univers sur la nature entière , il étend sa puissance ; à sa voix , l'oiseau brûle , soupire & vole au plaisir. Superbe de son amoureuse force , le taureau tout de feu , l'œil étincelant , mugit ; d'un pied fougueux fait frémir la terre , s'élève , tombe , s'élève & retombe encore. Le vif bélier & la brebis timide se roulent en

jouant sur l'herbe & les fleurs qui se caressent. L'homme agité , palpitant d'ardeur va , vient , court , vole , brave tout , surmonte tout , franchit les espaces , confie sa frêle existence aux caprices des eaux pour la livrer ensuite aux caprices de l'amour même. Abailard brûle pour Héloïse ; Abailard , arraché à l'amour par la cruauté, aime & brûle encore (a).

Que l'amour étoit intéressant dans ces premiers tems d'innocence & de paix où le souffle impur du vice ne l'avoit pas encore flétri , où les cœurs purs s'unissoient purement , où le plaisir d'aimer étoit l'instinct de la simple nature , où les âmes se confondoient ensemble dans les charmes & les délices de la vertu , où tout le monde étoit pauvre , & tout le monde étoit riche , où vivant dans une heureuse ignorance , on ne savoit point l'art d'aimer , & l'on s'aimoit tendrement , ou enfin on ne connoissoit point l'or , & l'on vivoit dans un âge d'or.

Mais depuis que l'on a ressenti le tourment des richesses , que l'intérêt s'est emparé des esprits , que l'on est convenu d'unir les cœurs avec la fortune , depuis , sur-tout qu'on a trouvé de nouveaux maux , en découvrant de nouveaux mondes , l'amour , ce sentiment si

---

(a) On connoît ces vers du duc de la Rochefoucault à madame de Longueville.

Pour mériter son cœur , pour plaire à ses beaux yeux ,

J'ai fait la guerre aux rois , je l'aurois faite aux dieux.

délicat & si pur , n'est plus devenu qu'un vil trafic. De là , ces déreglemens , ces débordemens infames dans les mœurs ; delà , ces dissensions dans les états , ces divisions dans les familles , ces défunions parmi les époux ; delà , ce raffinement de plaisir & de volupté que l'on recherche dans la vie célibataire ; delà , cette multitude de couvens , tombeaux affreux qui dévorent des êtres vivans ; delà , ces sales débauches & cette prostitution mercenaire d'un sexe à qui la nature a tout donné pour plaire , pour être heureux , & pour faire le bonheur de l'autre (a).

---

(a) Charles duc de Calabre , condamna un gentilhomme à donner cent florins d'or à une fille qui l'accusoit de l'avoir abusé ; il la paya en présence du duc. *Poursuivez-là & ôtez-lui l'or que vous lui avez donné* , dit le duc : le gentilhomme courut , mais ne put l'attraper. La fille vint se plaindre qu'il avoit couru après elle. Le duc lui dit : si vous aviez défendu votre honneur comme vous défendez votre or , vous feriez encore vierge , n'y retournez plus : il voulut qu'elle rendit les florins.

Le monde est rempli de ces agnès , & combien l'on trouve peu de filles qui ressemblent par la vertu , à celle dont on va voir l'aventure.

Amalon , comte de Champagne , fit enlever une jeune personne , noble , belle & charmante ; il entreprit de lui faire violence. Cette fille , voyant que ses larmes étoient inutiles , se saisit de l'épée du comte , & lui en porta un coup mortel. Il appella ses gens , en leur disant : *ne faites point de mal à cette fille courageuse , c'est moi qui lui péché en voulant lui ravir l'honneur ; ce qu'elle a fait , mérite plutôt qu'on lui conserve la vie.*

Mais

Mais hélas ! ces mœurs sont depuis si long-tems dépravées qu'on ne peut plus espérer de les épurer. En effet , on voit que depuis long-tems les hommes les ont dégradé par leurs foiblesses. Si l'on ouvre l'histoire , on voit que Ptolomée , Pyrrhus , Jules-César , Auguste-Marc-Antoine , Severe-Théodose ont par-là ternis leurs belles actions.

Les ambassadeurs de Lydie , entrant un jour à l'improviste dans l'appartement d'Hercule , trouvent ce héros assis sur les genoux de sa maitresse , ayant l'une des pantoufles de cette impudique sur la tête. Qu'elle coëffure pour celui dont la devise étoit , *non plus ultra* !

Atalaric , célèbre rois des Gots , après avoir conquis la plus grande partie de l'Europe , est à la fin vaincu par les charmes de Pintia , & il s'abaisse jusqu'à nettoyer ses souliers.

Thémistocle , ce fameux capitaine des Grecs , aimoit si éperdument une de ses esclaves que , lorsqu'on la saignoit ( & la saignée étoit fort commune dans ces tems-là , sur-tout dans la Grece ) il se lavoit le visage du sang qui couloit de la veine de cette maitresse.

Le tyran Phalaris étoit si adonné à la luxure qu'on ne le vit jamais refuser aucune requête d'une débauchée , ou d'aucune femme de mauvaise vie.

Démotthene , si terrible aux tyrans , ne put résister à l'empire de la beauté , & l'on disoit de lui , *ce qu'il médité un an , une femme le renverse en un jour.*

Annibal qui avoit été le fléau des Romains, que la victoire avoit suivi par-tout, ne vit la fin de ses triomphes, que lorsqu'il eut livré son cœur à une jeune fille de Capoue.

Toute la prudence de David, la sagesse de Salomon, la force de Sanson, n'ont pu tenir contre ce charme.

Enfin, chaque pays a eu depuis long-tems, & a encore ces Laïs, ces Thaïs, ces Chioné, ces Phriné (a), ces Quartilla, ces Lesbia, ces Gallia, ces Aholah, ces Aholibah, &c. &c.

Le nombre des filles publiques à Paris surpasse celui qui pouvoit se trouver dans la Grece & l'Italie, lors de la plus grande dépravation. Il est vrai, qu'outre le divorce qui y étoit permis, un maître avoit le droit de faire servir une esclave à ses plaisirs (b); mais si nous sommes plus humains, nous sommes peut-être plus vilement débauchés. L'amour chez nous, ou plutôt

(a) Phriné servit de modele à Praxitele, pour sa vénus de de Chide : & pendant les fêtes de Neptune auprès d'Eleufis, Apelles ayant vu cette même courtisane sur le rivage de la mer, sans autre voile que ses cheveux épars & flottans, fut tellement ébloui de sa beauté, qu'il en prit l'idée de sa vénus sortant des eaux.

(b) Le droit de culetage, jambage, prélibation, dont jouissoient encore, il n'y a pas bien long-tems, différens seigneurs, entr'autres les seigneurs Vaudois étoit un reste de cette barbarie. Le terrier de ces nobles, à la seule de leurs droits seigneuriaux, portoit celui de déflorer la mariée le jour de ses noces, & d'avoir la première nuit.

la lubricité est vagabonde, brutale & scrupuleuse : ceux qui devroient donner l'exemple sont les moins difficiles & les moins scrupuleux dans le choix de leurs concubines.

Il n'y a à Paris , tant d'hommes tribulaires des filles publiques ; que parce que la vanité & la coquetterie d'un grand nombre de femmes sont portées jusqu'à l'extravagance. Ils calculent, ces époux , qu'il leur en coûtera beaucoup moins , qu'ils ne tromperont pas la nature ; qu'ils n'auront pas à craindre de se donner de la postérité. Les maris dont les femmes sont humoristes , vaporeuses , grondeuses trouvent fort doux de pouvoir s'en venger dans les bras d'une maîtresse complaisante qui se fait une étude de leur plaisir , & dont ils se flattent d'être aimés. Les femmes de leur côté se corrigent & s'adoucissent en faveur du premier homme qui les interesse , & si cet homme n'est pas marié , en profitant ainsi du trouble d'un ménage , il apprend doublement à préférer sa liberté , au mariage le plus flatteur.

Les filles publiques , on ne sauroit trop le répéter pour les jeunes gens , sont un fléau : elles perdent tous les hommes de tous les âges , de tous les rangs : elles appauvrissent leur esprit , épuisent leur fortune & leur santé : elles appauvrissent leur esprit , parce que leurs conversations sont frivoles , légères & vaines : elles épuisent leur fortune , parce qu'elles mettent toujours

leurs charmes au plus haut prix ; aussi l'empereur Adrien , à qui l'on demandoit , pourquoi l'on peint vénus nue , répondit , *quia nudos dimittit* ; leur santé , parce que la peine est souvent cachée sous les fleurs du plaisir.

Encore si les jeunes gens pouvoient ne voir que de ces filles qu'on nomme demi-castors , demi-vertus ; s'ils voyoient des courtisannes distinguées , ils risqueroient moins pour leur santé , & ils acquereroient quelquefois ce maintien aisé , cet air engageant , ce ton aimable , ces gestes naturels , cet esprit liant , ce caractère complaisant , ces propos obligeans , ces manieres douces & gracieuses qu'exige la société. Un jeune homme , sortant des mains des Délormes & des Ninons-Lenclos , sembloit sortir de la main des graces.

Mais souvent ces jeunes gens ne sont pas assez bien traités de la fortune ou de la nature. Ils ne sont pas au fait des intrigues galantes ; ils ignorent l'art de s'insinuer adroitement dans l'esprit d'une belle , ne savent pas interpréter les yeux , ces oracles des cœurs ; ils négligeront un instant favorable pour plaire. Ils manqueront à satisfaire un doux caprice , un petit mouvement de curiosité , un léger desir , leur esprit , est trop timide , leur ame trop neuve , cependant leurs passions fermentent. Ils faut des plaisirs vifs , & ils finissent par se plonger dans cette classe de filles , espece d'automates dont l'intérêt fait mouvoir les ressorts qui composent à vil prix

de leurs charmes , qui n'ont qu'un seul tarif pour mettre les passions à contribution , & pour lesquelles toute heure est celle du berger.

Là , la fleur de leur jeunesse se flétrit , leur sang effervescent se corrompt. Là , la nature les précipite & les abandonne. Là , enfin , ils trouvent la douleur dans les sources de la volupté.

Un tendre pere , une mere vigilante ont élevé , conservé avec le plus grand soin le fruit de leurs amours. Ils ont fait les vœux les plus purs pour son bonheur. Ils ont prié , conjuré le ciel de le protéger. Hélas ! leur tendresse va être alarmée. Ils vont trembler pour les jours de celui à qui ils ont donné la vie , qui devoit alléguer le fardeau de leurs vieux ans , dont la main devoit fermer leurs paupieres , dont le sein devoit recevoir leur dernier soupir , & dans lequel , en mourant , ils espéroient ne pas cesser de vivre. Un poison brûlant coule dans ses veines , les cris de sa douleur vont retentir jusques dans leur cœur. L'art promet d'appaîser le mal qui le dévore , & ne fait que l'irriter. Le chagrin , les regrets aiguîsent ses souffrances ; les inquiétudes , la peine qu'il cause aux auteurs de ses jours , augmentent le danger où il est : ah ! leurs soins sont inutiles , leurs vœux sont superflus : c'en est fait , l'heure est arrivée : le coup est porté : la mort a frappé. O désespoir ! Ils n'ont plus de fils.....

Malheureux Colomb , qu'as-tu fait ! Que ta curio-

sité & ton avarice coûtent cher à tes semblables ! Le funeste exemple du premier homme ne te suffisoit-il pas ? Plus insensé que lui , falloit-il que tu allas au-delà des mers , chercher un nouvel arbre fatal , cueillir & en goûter le fruit mêlé de douceur & d'amertume , & que tu nous en rapportas le poison contagieux .

Et toi qui as enseveli dans tes abîmés tant d'innocentes victimes. Océan , pourquoi n'as-tu pas englouti le vaisseau qui portoit ce mortel audacieux !

Mais , ne nous épuisons pas en vaines plaintes. Le mal existe. Une maladie cruelle énerve la jeunesse , attaque les principes de l'existence , affoiblit la constitution , les organes humaines , & portent par-tout la mort. Tandis que l'art s'empresse de calmer cette maladie ; cherchons dans l'ordre politique les moyens d'en arrêter les progrès.

Il y a trente mille filles publiques à Paris. Je les distribue dans toutes les rues autant qu'il s'y trouvera de logemens , & que les propriétaires voudront bien leur en louer , autrement , elles seront en plus grand nombre dans une même rue. Elles seront logées toutes dans des appartemens sur la rue , & autant qu'il sera possible à une assez grande distance les unes des autres. Chaque fille aura en tout tems un falot numéroté sur sa fenêtre , lequel sera & restera allumé aussi-tôt & aussi long-tems que les réverbères. Les jours où les réverbères ne seront point allumés à cause du clair de lune , elles allu-

meront leur falot à l'heure ou les réverbères auront été allumés la dernière fois. Chacune d'elle aura son numéro écrit en gros caractère , appliqué à portée de la vue sur sa cheminée ou sur sa croisée. Tous les particuliers , à qui une fille aura communiqué du mal , seront autorisés à écrire sur une carte seulement , le numéro de cette fille , & à jeter cette carte dans une des boîtes de la grande poste. Le triage de ces cartes se fera à la grande poste qui les fera parvenir à la police le plus promptement possible. La police enverra aussi-tôt un chirurgien gagé par elle pour visiter & constater le mal. Sur son rapport confirmatif , chaque fille-malade aura ordre de ne pas allumer de falot , qu'elle n'ait du même chirurgien un certificat de guérison. Au surplus , elle se fera guérir à la salpêtrière , ou à ses dépens , par qui elle jugera à propos.

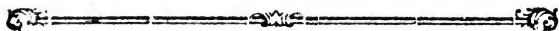
Il est certain qu'alors , malgré toutes les agaceries & l'exagération de ses charmes qu'une fille pourroit faire aux passans , s'ils ne voient pas le falot , ils ne se laisseront pas prendre ; autrement , ils n'auront pas à se plaindre.

Sans me prévaloir de mes idées , je crois pouvoir dire qu'il n'y a pas de moyen plus simple & plus praticable pour préserver le public d'un écueil si dangereux.

On en retireroit un double avantage , puisque tous ces falots allumés , donneroient un supplément de clarté & de sécurité.

Je fais qu'il seroit à propos que la police se chargeât de la guérison des filles , mais il y a apparence que ses finances ne le permettent pas , puisqu'elle n'a pas laissé subsister un établissement qui , il y a quelques années , avoit été fait à ce sujet.

Il y auroit un moyen de se procurer à peu près ces finances : ce seroit d'affranchir les filles de Saint-Martin & de l'Hôpital , en payant à la police une somme proportionnée au tems qu'elles devroient y passer , ce qui seroit d'autant mieux qu'elles en sortent plus mauvais sujets qu'elles n'y sont entrées.



*Des banqueroutes.*

UN cruel fléau frappe de tous côtés , accable des familles , désole des villes , des provinces , entasse ruines sur ruines , ébranle même la base de l'état ; il est tems d'oser espérer d'en voir la vengeance & la fin. Au milieu de ce déluge de maux , une colombe a été à la découverte : cette colombe est la vérité ( a ) , elle va parler : je ferai son interprète.

Quel est ce fléau , quels sont ces malheurs qui accablent à la fois le peuple & l'état ? Ce sont les vols qui sont désignés sous le nom de banqueroutes , à peu près

---

( a ) *Patet omnibus veritas , nondum est occupata multum ex illa etiam futuris relicta est. Senecq.*

comme l'art de voler avec adresse dans les poches, est distingué par le terme de flouterie.

Tout le monde fait ce que c'est que la banqueroute, (a) & une funeste expérience ne l'a que trop appris à bien des gens. On en connoît de deux fortes, l'une forcée, que l'on appelle plus proprement *faillites*, est celle que fait nécessairement un marchand qui se trouve réduit dans l'impossibilité de satisfaire à ses engagements, parce qu'il a essuyé des pertes insurmontables, comme celles causées par une incendie, par le naufrage d'un vaisseau, par l'insolvabilité, ou la mauvaise foi d'un débiteur; enfin pour me servir de l'expression de l'orateur Romain, *qui fortunæ vitio, vel suo, vel partim suo vitio non solvendo factus foro cessit*. L'autre est volontaire ou frauduleuse, & c'est celle qui se fait de dessein prémédité, avec fraude & malice, le débiteur feignant d'être insolvable & déroband à ses créanciers une partie ou la totalité de ses biens.

Comme c'est ordinairement dans le sein des finances & du commerce que les banqueroutes prennent naissance, nous croyons qu'il est nécessaire d'en donner quelques idées rapides. Nous examinerons ensuite l'origine, les causes, les progrès, les suites funestes des

---

(a) Ce mot vient de l'ancien usage d'Italie, les banquiers ou négocians, ou négociateurs italiens, avoient un banc en un lieu public, & lorsqu'ils faisoient banqueroute, & qu'ils quittoient ce banc, on disoit qu'il étoit rompu. *Banca rotta*,

banqueroutes, nous ferons connoître les loix qui y ont rapport & nous tâcherons d'indiquer les moyens d'arrêter un genre de crime aussi contagieux.



*Idées sommaires sur le commerce & les finances.*

**Q**U'EST-CE que le commerce ? C'est l'art de se procurer tous les besoins de la vie par les échanges.

Celui qui, le premier cultiva la terre, & la força à lui donner les alimens qu'il desiroit, fut le fondateur du commerce : car il s'acquit par-là un droit de propriété, & pouvant disposer à son gré de cette propriété, il en échangea le superflu.

Dans les premiers tems, les échanges se firent en nature ; c'est-à-dire, que telle quantité d'une denrée équivaloit à telle autre denrée ; car alors le commerce consistoit plus dans la communication réciproque des terres & des rivières, que dans celle de l'industrie.

Dans ces heureux tems, on pensoit bien moins à évaluer la matière des échanges, qu'à s'en aider réciproquement, ce n'étoit par-tout qu'un commerce mutuel de services & de bienfaits (a). L'amitié, ce délicieux fen-

---

(a) Ces échanges se font encore ainsi chez les nations du Chyli, le long de la mer du Sud ; chez les peuples de Jessô, dans les grandes Indes, & dans plusieurs régions de l'Afrique.

Chez eux tout est commun, chez eux tout est égal,  
Comme ils sont sans païs, ils sont sans hôpital.

timent qui n'est connu que des ames pures, l'amitié étoit le garant de toutes les conventions.

Jusques-là les hommes avoient pour ainsi dire, sommeillés dans le sein de l'innocence, alors ils s'éveillent à la voix de l'intérêt, ils s'animent, ils s'agitent; & tout hors d'eux-mêmes ils courent çà & là. La terre n'a plus assez d'étendue pour eux. L'élément terrible des eaux n'a rien qui les effraie. Leur ame s'enivre de la fumée des richesses. Leur esprit gémit sous les efforts pénibles de l'imagination. L'industrie déploie toutes ses ressources; les fabriques, les manufactures, les arts naissent; la terre est forcée de produire; des vaisseaux sont lancés sur les mers; la balance, les poids & les mesures sont établis (a); l'or & l'argent deviennent les signes des marchandises; ils deviennent eux-mêmes marchandises (b): & les papiers sont représentatifs de ces mé-

---

(a) Chaque pays a ses poids & ses mesures. En Europe on connoît en poids le quintal, la livre, le marc, l'once, le gros, le denier, le sterling, les mailles, le felin & le grain; pour l'argent, le denier & le grain: pour la médecine, l'once, la dragme, le scrupule, l'obole & le grain. On connoît des mesures de longueur par lignes, pouces, pas, pieds géométriques & communs, par verges, raz, toises, aulnes, cannes, brasses, perches, arpens, lieues & mille; les mesures des liquides par le bâton de jauge, & les mesures rondes pour les grains & les fruits.

Quand n'aurons-nous qu'un poids, une mesure & qu'une contenance?

(b) Le commerce qui s'en fait est, appelé commerce d'argent ou du change.

taux (a). Le crédit prend une existence sous différentes formes. L'art de la navigation est perfectionné. La boussole est inventée : on pénètre dans les pays les plus éloignés ; enfin des guerres s'allument & ne s'éteignent que dans des fleuves de sang.

Jettons un coup-d'œil aussi rapide sur les finances.

Lorsque des sociétés se furent choisies un souverain, il fallut lui conférer une autorité, il fallut faire résider en lui, la force qui, seule, fait l'autorité. Enfin, il fallut que celui qui se chargeoit de défendre les biens, la liberté & la vie d'une association d'hommes, eut des titres, des droits, des richesses, en un mot, tout ce qui peut constituer la force.

Les loix étant la base de toutes les parties de la souveraineté, on lui donna d'abord le pouvoir législatif. Le maintien de la religion ayant la plus grande influence sur le bien des états (b), on remit ce dépôt sacré entre ses

(a) Ce furent les Juifs qui inventerent les lettres de change. Chassés de France sous le regne de Philippe-le-Long, ils avoient laissé, en sortant du royaume, à quelques personnes de confiance, tout ce qu'ils n'avoient pu emporter. Retirés en Lombardie, ils donnerent des lettres secretees à des amis qui étoient chargés de retirer leurs effets, & ces lettres furent les premieres lettres de change.

(b) La religion & les loix étant les plus fermes appuis des trônes, on contient facilement dans l'obéissance due aux rois, les peuples qui leur sont soumis : & ces peuples sont bien plus redevables de leur conservation & de leur sûreté, à l'exercice du vrai culte, à la stabilité de la doctrine révélée, & à la

main. Après avoir ainsi assuré le repos & la tranquillité publique au-dedans, on dut s'occuper de la sûreté à l'égard du dehors. Par conséquent on lui attribua le pouvoir de lever des armées; de faire la guerre & la paix; de faire des traités & des alliances avec des états étrangers. Comme il étoit impossible qu'un seul homme embrassât à la fois tous les objets de l'administration; il eut le droit de nommer des ministres qui l'aidassent dans le grand ouvrage du bien public, & de choisir des magistrats qui tinssent la balance entre lui & ses sujets (a). Enfin la majesté du trône, l'éclat d'une cour, le gouvernement d'un empire exigeant de grandes dépenses, on accorda au souverain le droit d'obliger les citoyens à contribuer à ces dépenses de leur fortune ou de leur travail; c'est-ce que l'on appelle le droit des subsides ou des impôts. Telles furent les constitutions de la France.

Ces constitutions sagement combinées procureront sans doute un grand bonheur à la nation françoise,

---

sagesse des loix, qu'à la force des armes ou à l'abondance des richesses. (Lettre de Ganganelli à Louis XV, datée de Rome le 21 mars 1770.)

(a) Les magistrats sont personnes mixtes & mitoyennes entre le souverain & les particuliers, dont ils faut qu'ils sachent commander & obéir, qu'ils sachent obéir au souverain, ployer sous la puissance des magistrats supérieurs à soi, honorer leurs égaux, commander aux sujets, défendre les petits, faire tête aux grands, & justice à tous. (Charron.)

mais il n'eut que la durée de l'éclair. Des révolutions, des guerres, des désastres en interrompirent bientôt le cours. Dans ces tems de crise, les princes pour sauver l'état, furent obligés de vendre à quelques hommes les ressources & l'industrie de leurs concitoyens. L'épuisement des finances ne leur permettoit pas de voir combien il étoit dangereux de surcharger d'impôts leurs sujets; les maux étoient pressans, il falloit de prompts remèdes. Des compagnies de traitans se présentèrent pour acheter le privilège exclusif d'envahir les richesses de l'état, de manier les deniers du fisc, de percevoir les impôts. Ils enrichirent par-là l'état pour un instant; mais à force d'extentions, ils l'appauvrirent pour une longue suite d'années.

Je dis, qu'ils appauvrirent l'état, parce que le but d'une bonne administration devant être de conserver les sources des finances, de les rendre plus abondantes & d'y puiser sans les tarir, en les confiant à ces hommes avides, loin qu'elles aient été conservées, augmentées, elles ont été au contraire dissipées, épuisées: & le moyen qu'elles ne le fussent pas! on en confia le maniement à des milliers d'hommes dont la nomenclature est effrayante.

Il est aisé de juger de ce que peut faire une multitude qui tient les richesses d'un état: aussi ne dément-elle pas l'opinion que les observateurs éclairés pouvoient en avoir. L'agiotage, le change, les vitemens de papier prirent une vigueur extrême; &, comme ces eaux

que l'art conduit lentement & par gradation dans le bassin qui les attends , les deniers publics circulerent péniblement à travers toutes les mains qui devoient se les passer tour-à-tour, jusqu'à ce qu'ils arrivassent à la caisse royale.

Et qui pouvoit ralentir cette circulation ! C'étoit la confusion qui régnoit dans l'administration financière. C'étoit sur-tout la voracité de ces hommes de proie qui vouloient s'égorger du plus pur sang du peuple.

Un ministère sage & éclairé a déjà porté la lumière dans ces repaires ténébreux où l'humanité étoit injustement & sourdement dépouillée. Il a commencé à détruire des défords , des abus qui fourmilloient dans la perception des tributs : encore quelques tems, & il achevera de convaincre la nation, qu'il s'occupe de ses véritables intérêts.



*Cause des banqueroutes frauduleuses dans le  
commerce.*

UN jeune homme a reçu de la nature un goût décidé pour le commerce. Il veut s'établir à Paris , entrer dans les six corps , enfin être marchand mercier. Vingt-mille livres forment tout son patrimoine. Sur cette somme il est obligé de prélever quinze - cent livres pour son admission , *sa bien venue*, &c. Il faut ensuite qu'il loue

une maison assez vaste pour le loger, lui, ses commis & ses domestiques, & où il puisse avoir plusieurs entrepôts pour ses marchandises. Il porte ses vues très-loin. Il veut faire une grande fortune : tout ou rien, est sa devise. D'après cela, on pense bien qu'il n'ira pas s'établir ailleurs que dans cette rue si fréquentée, & dans laquelle on ne peut faire un pas sans se sentir pour ainsi dire une démangeaison d'acheter.

Il est aisé de croire, que le loyer d'une maison dans la rue Saint-Honoré lui coûtera un millier d'écus. Ce n'est pas tout : il faut meubler cette maison. Il faut décorer l'extérieur dans la boutique, de manière qu'elle puisse frapper les regards des passans, & leur inspirer l'envie d'y entrer

Cette dépense peut - être mise en ligne de compte pour 2000 livres.

De plus, des marchandises en grand nombre doivent garnir ses magasins, il achète un fonds de boutique. Ce fonds lui est vendu 30000 liv., il donne sur cette somme un à compte de 10000 liv. & prend des termes pour le reste.

Nous avons vu une dépense de 1500 liv., en second lieu, une de 3000 liv., troisièmement, une de 2000 liv. enfin, une de 10000 liv. ; il ne reste donc plus à notre nouveau marchand que 3500 liv. ; suivons-le dans toute sa marche nous le verrons voyageant dans différens pays du royaume, même chez des nations étrangères,

pour

pour cultiver l'utile connoissance des correspondans de son prédécesseur , & en dérober quelques-uns aux marchands chez lesquels il a fait ses premiers essais.

De retour à Paris , il compte ce que son voyage lui a coûté , & il voit avec douleur que les frais montent à 2400 livres.

Le voilà donc presque sans ressource , car pendant son absence , la consommation de son ménage , a absorbé l'argent qui pourroit lui rester , & sa maison n'a pas prospéré. Les hasards du commerce ne lui ont pas été favorables ; les acheteurs ne sont pas venus. Un deuil public a resserré les bourses.

Un des termes qu'il a pris pour le paiement de vingt-mille liv. qu'il doit , est prêt à échoir. Lecteur , peignez-vous son embarras. Que va-t-il devenir ? Que va-t-il faire ? Faire banqueroute ? Non : il va faire le malheur d'une femme. Il épouse quarante mille livres , & en cela , d'après les singuliers mariages qui se font tous les jours à Paris , il n'y a rien d'étonnant.

Voilà donc notre marchand qui a de plus chez lui une femme & quarante mille livres sur lesquelles il faut , & à grand regret , en prélever dix mille pour l'ornement , la parure & les fantaisies de madame. Car un marchand mercier , & de la rue Saint - Honoré , ne peut pas à moins , faire les choses honnêtement. Il est donc réduit à trente-mille livres , je ne dirai pas qu'il est obligé d'augmenter son domestique , son ménage

& ses ameublemens. Je laisse à juger de ces sortes de dépense.

Mais on se rappelle le terme qui étoit prêt d'échoir avant le mariage. Ce terme est malheureusement échu. C'est cinq mille liv. qu'il faut prendre encore sur la dot, reste vingt-cinq mille livres. Aux yeux d'un homme censé, cette somme paroîtra suffisante pour soutenir & alimenter un commerce naissant. Mais si l'on se représente une jeune femme qui s'abandonne à l'effervescence de ses passions, qui se livre à tous les maneges de la coquetterie, & qui poursuit tous les plaisirs bruyans de la capitale. Si l'on se peint un mari dont la trempe de l'ame trop molle, & trop facile, se prend trop facilement, qui suit l'impulsion soudaine que son épouse lui donne, qui est enthousiasmé de se voir jouer avec elle un petit rôle dans un petit coin du théâtre du monde, & qui l'étourdit ainsi sur le soin de ses affaires, on ne fera pas étonné que ces vingt-cinq mille livres qui font toute sa ressource, se réduisent à rien.

Le tems se traîne pour un créancier, & vole pour un débiteur. C'est ce que celui-ci éprouve. Un nouveau terme va encore échoir, il faut encore payer cinq mille livres. Cependant son commerce n'a pas été avantageux, il n'a pas trouvé le débit des marchandises de son fonds. Une nouvelle mode en a été la cause. Il n'a que des draps tout uni, le bon ton veut qu'on n'en porte que de mouchetés, ou bigarrés, ou cailloutés. Il

à des étoffes de toutes les couleurs ; le dernier goût s'est fixé sur un seule : nouvel embarras. Néanmoins la dépense de la maison est toujours la même , on ne retranche rien des plaisirs. Que faire ? il n'est pas possible de vendre les anciens assortimens sans perdre beaucoup. Enfin il attend encore , puis se détermine à en acheter de nouveaux. Il prend à crédit dans différentes fabriques pour des sommes considérables , espérant gagner au moins un tiers sur ces sommes. Son commerce ainsi assorti , il met tout en œuvre pour vendre ; des adresses sont imprimées & distribuées avec profusion ; les plus beaux échantillons sont exposés devant la boutique , une firene est placée dans le comptoir ; enfin des commis sont rangés sur le seuil de la porte , à peu près comme des pêcheurs sur le bord d'une rivière. Quelques passans se laissent prendre , achètent & paient ; mais bien des gens achètent & ne paient pas. Des comtes de la veille , des marquis du jour , & des barons du moment enlèvent beaucoup de marchandises , & ne reparoissent plus que quelquefois entre les mains de la justice.

Il se plaint , se désespère , & jure , mais trop tard , qu'il n'y fera plus pris ( a ).

---

( a ) Il n'y a pas de pays où les marchands soient plus trompeurs & plus trompés qu'à Paris : ils ont toujours la conscience à la bouche , & rarement dans le cœur.

Nous avons vu la femme sacrifier tout à ses plaisirs. Aujourd'hui elle est attaquée d'une maladie dangereuse. Rien n'est épargné pour sa guérison ; mais quelle dépense n'occasionne pas cette maladie !

On doit bien penser qu'après tant de pertes , de défordres & de désastres , le commerce de cette maison ne peut guere se soutenir. Hélas ! voici le moment le plus terrible pour ces deux êtres infortunés , ils vont être ensevelis sous les ruines de leur fortune. Les époques prises pour le remboursement du fond de boutique , & pour le paiement des fabriques & des loyer , expirent tous à la fois , & l'argent manque.

Il ne leur reste plus de ressources que dans la pitié de leurs créanciers en leur abandonnant le peu qui leur reste , mais non , ils ont recours à ces gens que l'on nomme faiseurs d'affaires , tels que les courtiers , courtieres , revendeuses à la toilette & autres de cette espece. Ils leur confient des marchandises , pour en avoir de l'argent à tel prix que ce soit. Ils empruntent le plus qu'il leur est possible , & combien n'emploient-ils pas de fourberies , de mensonges , & de stratagèmes pour y parvenir. On croira peut-être que cet argent va servir à acquitter leurs dettes : non. Envain l'honneur cherche à se faire entendre par eux ; envain la vertu leur parle. L'intérêt les rends sourds ; les promesses du crime les aveuglent , & le mauvais exemple les entraînent. Enfin , ils s'évadent clandestinement , em-

portent tout ce qu'ils peuvent dérober à leurs créanciers, & vont chercher dans les pays étrangers, l'impunité de leur crime.

Concluons que si ce marchand qui avoit vingt mille livres pour commencer son commerce; au lieu d'acheter un fonds de boutique de trente mille livres, n'en eut acheté un que de dix; si au lieu de louer dans la rue Saint-Honoré une boutique de trois mille livres; il n'en eut loué une que de mille dans une autre rue; si au lieu de dépenser dix mille livres en frivolités, il n'en eut dépensé que cinq au plus; si au lieu d'approuver & même de favoriser les extravagances & dépenses de sa femme & son goût défordonné pour les plaisirs, il l'en eut détournée; s'il n'eut pas affiché le faste, le luxe, l'ostentation & l'impureté des mœurs: il vivroit encore parmi nous avec moins d'éclat peut-être, mais avec plus d'honneur: il n'auroit pas violé les loix de sa patrie: il ne se feroit pas écarté des devoirs sacrés de citoyen; enfin, il n'auroit pas manqué à la société entière.

Tel est le caractère des banqueroutes frauduleuses dans le commerce: en un mot, on peut juger à peu près de tous les commerçans banqueroutiers frauduleux dans tous les pays, par le portrait de celui-ci.

65X59



*Cause des banqueroutes dans la finance.*

**T**OUTES les banqueroutes dans ce que l'on appelle la haute finance , sont frauduleuses , excepté celles de quelques banquiers , parce qu'ils sont nécessairement exposés à en essuyer plusieurs à la fois , & se trouvent par là dans une impossibilité absolue de remplir leurs engagemens : encore en est-il peu parmi ceux qui jouissent d'un nom recommandable , qui ne soient dans le cas de parer de tels événemens , soit en empruntant , soit en obtenant des égards , des ménagemens de leurs créanciers.

Il en est d'autres qui , après peu d'années d'établissement , sont entièrement ruinés , & entraînent une foule de victimes dans leur ruine. Pour ceux-là , ce sont des intrigans hardis qui , n'ayant rien à perdre , cherchent à gagner aux dépens de toutes les dupes qui veulent bien leur abandonner le soin de leurs intérêts ; mais ce fameux adage qui veut que la fortune aide les audacieux , & qu'ils ont pris pour devise , se dément bientôt pour eux. Ils ont embrassé cet état important , cet état si honorable & si noble , puisqu'il rend un citoyen utile , non-seulement à sa patrie , mais même aux pays étrangers ; puisqu'on y gagne la confiance , & de ses concitoyens & des habitans du monde entier ; puisqu'enfin il a donné depuis

peu à la France un directeur général de ses finances ; ils ont , dis-je , embrassé cet état sans aucunes ressources ; ils n'ont eu , pour tout appui , qu'une foible espérance ; pour toute recommandation , que la hardiesse ; aussi n'est-il pas étonnant qu'après avoir ouvert au public une caisse vuide , ils la lui laissent telle.

Mais ce qui doit étonner , c'est que des potentats de la finance , après avoir ébloui tout un peuple par l'éclat de leurs richesses , s'exposent au mépris , à l'indignation , à l'exécration de ce même peuple. Ce qui doit étonner , c'est que des hommes favorisés de la fortune , & choisis par le prince pour être les dépositaires des deniers de l'état , en deviennent les spoliateurs ; je ne les nommerai pas , leurs noms sont trop présens à l'esprit de bien des gens. Je parlerai seulement d'eux en général , parce qu'ils se ressemblent tous dans leurs actions , & que le même penchant les porte tous à commettre les mêmes délits ; je dis délits , parce que l'on ne doutera certainement pas que la banqueroute n'en soit un. Pour moi , je ne fais presque aucune distinction entre cette manière de voler , & celle de détrousser les voyageurs sur un grand chemin.

En effet , un homme est accablé sous le poids de la misère ; les flammes ont consumé une partie de sa chaumière ; une maladie contagieuse a fait périr ses bestiaux ; la grêle a ravagé les champs qu'il espéroit moissonner ; les impôts lui ont tout enlevé ; ses enfans sont sans

pain ; lui-même en manque , & sa femme enceinte est prête à expirer dans les tourmens de la faim ; il sait que la pitié n'est pas toujours bienfaisante ; que la mendicité est punie , & que la barrière de ces lieux destinés à être l'asile de l'indigence , ne s'ouvre que très-lentement : cependant il entend la voix mourante des infortunées victimes de son union ; il voit leurs yeux noyés de pleurs , leurs bras palpitans , tantôt s'élevant vers le ciel , tantôt se tournant vers lui ; il les voit ces tendres enfans l'un après l'autre se jeter à ses pieds ; puis tous ensemble se précipiter dans son sein comme pour y rendre les derniers sours : il voit sa malheureuse compagne étendue , immobile sur un lit trempé de larmes : elle veut lui parler , mais la parole expire sur ses levres : elle veut laisser tomber ses regards sur lui ; mais ses yeux semblent se fermer pour toujours. A ce spectacle affreux son cœur se déchire ; le feu du désespoir s'allume dans ses veines : il accable d'imprécations le sort qui a uni la vie d'une femme à la sienne : il maudit le jour qu'il a reçu , & le jour plus malheureux encore qu'il a donné à ses enfans : il implore envain le secours du ciel ; enfin il oublie la nature qui l'abandonne : il sort , il court & s'élance avec la fureur d'un lion vers le premier homme qui se trouve sur son passage & arrache de lui , à force de menaces , ce qu'il ne peut en obtenir par prières.

Quelle différence y a-t-il donc entre un financier ,

un trésorier , un receveur des deniers publics qui fait banqueroute & cet homme assassin ; celui-là , vous fascine les yeux par le faste de sa représentation , & attire par là votre argent dans ses coffres. Ce faste est un talisman qui a dans le commerce autant de force , pour ainsi dire , que les menaces de celui-ci , en ont sur un grand chemin. On peut se mettre en garde contre l'un , parce que l'on fait qu'il y a à craindre des voleurs sur une route , & on ne peut guere se méfier d'un homme qui est dans un état d'opulence , & à qui le prince a conféré un titre sacré ; enfin , le premier jouissoit d'une fortune considérable , & a commis des vols de plusieurs millions , suite d'une ambition démesurée & d'un amour déréglé pour les plaisirs ; tandis que le dernier n'a volé que très-peu de choses , & qu'il n'y a été porté que parce qu'il avoit essuyé toutes les rigueurs de l'infortune , que sa famille étoit dans la plus grande disette & manquoit de la première subsistance ; enfin la seule différence qu'on peut y voir , c'est que le voleur de grand chemin expire sous la main d'un bourreau , que son sang coule aux yeux du peuple , tandis que le financier banqueroutier vit dans les excès de la joie ou meurt de plaisir.

Des trésoriers ou receveurs des finances du roi font banqueroute ; comment & pourquoi ? c'est qu'étant dépositaires des deniers qu'ils doivent verser dans la caisse royale , aussi-tôt qu'ils les ont reçus , ils les con-

servent pour les faire fructifier , ou en me servant de leurs expressions pour les *faire travailler* : tantôt ils arment des vaisseaux ; tantôt ils établissent des manufactures , ou font d'autres entreprises considérables , & après avoir épuisé l'argent du roi , ils empruntent aux particuliers pour en fournir à Sa Majesté , quand ses besoins l'exigent ; ensuite les vaisseaux font naufrage ; les manufactures échouent ; les entreprises manquent ; l'échéance des paiemens arrivent , & les uns se brûlent le peu de cervelle qu'ils ont , & les autres prennent la fuite.

Il y a cent treize notaires à Paris. Supposons que tous fassent travailler l'argent qu'ils ont en dépôt , puisque tous les particuliers qui leur ont confié cet argent arrivent chez eux au même instant pour l'en retirer ; alors de cent treize notaires , il n'en restera pas cinquante à Paris : eh bien ! il en est de même de la plupart des financiers.

Le banquier républicain qui a eu pendant quelques années la direction des finances de la France y a fait des réformes , qui , suivant la renommée ont produit au moins trente millions par an de bénéfice au roi. Il en résulte que , si depuis des siècles , ces trente millions n'eussent pas été perdus pour le fisc , son revenu au roi été augmenté chaque année de quinze cents mille livres qui auroient au moins servis à nourrir une multitude de pauvres : or , la misère n'auroit pas tant fait de progrès ,

elle ne seroit pas venue à son comble ; il n'y auroit pas eu un si grand nombre de crimes commis. Tant il est vrai que les erreurs publiques coûtent souvent bien cher aux nations.



*Des banqueroutes par rapport au peuple.*

DANS un état gouverné par les loix d'une sage politique, chaque homme reçoit un échange des services qu'il rend à la société : s'il l'éclaire par son génie, la gloire est sa récompense : s'il veille au maintien de l'ordre public, il a des droits à la confiance & aux respects de ses concitoyens ; s'il l'enrichit par ses talens, l'aïssance, & des distinctions flâteuses, sont le prix de ses heureux efforts : s'il la sert par son travail, il doit trouver dans les dépositaires de l'autorité des protecteurs de son industrie, & des garans de sa tranquillité ; c'est ainsi qu'une législation éclairée qui n'est autre chose que l'art de conduire les hommes au *maximum* du bonheur, ou au *minimum* du malheur, fait concourir tous les membres à l'utilité du corps, en confondant les intérêts particuliers avec l'intérêt public.

Personne n'a plus le droit de demander l'exécution de cet engagement réciproque, que le citoyen, qui dans l'ordre social occupe un des derniers rangs. Perdu dans la foule, sans autre appui que sa foiblesse, sans autre

protection que celle des loix , sans autre moyen de réclamation que la piété qu'il inspire ; ses ressources , son état , sa vie même dépendent de la probité du gouvernement. Un plan d'administration dans lequel son bonheur ne seroit pas compris , offriroit tous les inconvéniens du despotisme ; cet infortuné pressé par ses devoirs , ses besoins , & sa dépendance se verroit abandonné aux hasards des accidens , sans espérer d'intéresser à son sort , la patrie qui lui deviendrait étrangère , ni ses représentans dont il seroit ignoré.

Telle sera cependant l'existence d'un grand nombre de nos concitoyens , si le gouvernement ne s'intéresse plus particulièrement à leur sort. Quoique l'orgueilleuse opulence les méprise , le philosophe qui estime chaque individu , en raison des valeurs réelles , fait apprécier leur laborieuse industrie : il voit tous les rapports qu'elle a nécessairement avec nos besoins & nos plaisirs , & croit devoir de la reconnoissance à des hommes qui ne demandent pour récompense de leurs services , pour dédommagement de leurs privations , que la faculté d'être utiles.

Dans un pays où les impôts sont aussi mal assis , aussi mal répartis que perçus ; où en un mot , c'est la partie la plus pauvre qui en paie le plus , au moins doit-elle recevoir des secours du gouvernement , surtout quand ils ne lui coûtent rien.

Or il est certain que le peuple souffre considérable-

ment de toutes les banqueroutes qui éclatent de tous côtés. En effet, qu'un commerçant *manque*, tous ses commis, ses domestiques, à qui il est dû souvent plusieurs années d'appointemens & de gages, se trouvent réduits à rien. Le tort qu'il fait à ses correspondans, les forcent aussi de *manquer*. S'il a des fabriques, une foule d'ouvriers sont frustrés de leur salaire, & n'ont plus de pain. En voici un exemple bien sensible. Un négociant d'une grande ville fit, il y a quelques années, une faillite de dix-huit cent mille livres, il étoit à la tête de plusieurs manufactures : quinze cent ouvriers se sont trouvés denués de tout, & ils auroient déserté le pays, si les officiers municipaux inspirés par de vrais sentimens de patriotisme n'eussent pris le parti de supplier le roi de leur permettre de faire un emprunt de soixante mille livres pour le soutien de ces manufactures & le soulagement de ces ouvriers. Mais ce qu'ont fait ces vertueux citoyens, ces sages tuteurs d'une ville célèbre par son commerce & par les grands hommes dans tous les genres qu'elle a produits, n'est malheureusement pas imité dans d'autres villes dévastées par de tels désastres (a), & ce qui, hélas ! n'est pas

---

(a) Un Anglois, qui voyage en observateur & en philosophe, me disoit dernièrement qu'il avoit trouvé en Picardie, une famille entiere d'ouvriers en toile, que leur misere obligea d'avoir recours à sa générosité; ce sont, ajouta-t-il, vos erreurs qui nous enrichissent, nos manufactures sont remplies d'ouvriers que vous avez négligés.

encore imité, c'est la probité, la générosité, avec lesquels la famille de ce négociant infortuné, famille qui a toujours prospéré par ses vertus, & dont un des respectables membres est aujourd'hui maire de cette ville capitale a acquitté tout à la fois la dette de l'honneur & la dette de la nature.

Si nous portons nos regards sur les campagnes, nous y verrons une foule d'artisans occupés à construire ces somptueux édifices, ces châteaux superbes qui annoncent l'orgueil de ceux à qui ils appartiennent, obligés d'abandonner leurs travaux & d'en perdre tout le fruit. Nous verrons de malheureux manœuvres, de misérables journaliers employés continuellement à tourmenter la nature, à frayer des chemins, percer des allées, dessiner des compartimens, donner de la grace à un arbre, élaner des eaux, en un mot, embellir ces parcs immenses qui absorbent presque en pure perte une partie du meilleur sol de la France. Nous le verrons, dis-je, forcé de quitter ces lieux, de perdre le prix de leurs sueurs, sans être sûrs de pouvoir trouver ailleurs, & de l'ouvrage & des alimens.

D'après cela, s'il est quelqu'un qui doute encore des maux que les banqueroutes font au peuple, je lui dirai d'écouter la voix, les cris de ce peuple : par-tout, il l'entendra se plaindre de l'excessive cherté des choses les plus nécessaires à la vie. Pourquoi ? parce que les banqueroutes faisant perdre au commerce la con-

France publique , la plupart des capitalistes achètent des terres. Leur argent leur produit moins , mais ils aiment mieux faire de plein gré de petits sacrifices , que de s'exposer à se voir forcés d'en faire de grands , en voulant gagner davantage. Or la plus grande partie du numéraire de la nation se tournant vers le commerce foncier de la glèbe , il en résulte nécessairement un surhaussement sensible dans les denrées , & les denrées renchérissant , tout renchérit à proportion , parce qu'il est constant qu'elles donnent le ton au prix de toutes les marchandises , & quelles en sont pour ainsi dire le thermomètre.

Que seroit-ce donc , si je parlois des autres classes de citoyens ! je ferai revivre la mémoire de ces anciennes & illustres maisons dont les noms avoient surnagé sur l'immensité des siècles , mais qui , ayant ainsi perdu dans un jour l'héritage de leurs ancêtres , sont tombées dans l'abîme de l'oubli , parce que malheureusement les grands noms ne brillent que par l'éclat de grandes richesses , semblables à ces antiques & précieux monumens de la peinture qui n'ont de valeur aux yeux du stupide vulgaire , qu'autant qu'ils sont enrichis d'un superbe cadre.

Je représenterois un vénérable pere de famille , à qui la fortune avoit donné un bien au-dessus de la médiocrité , dont il avoit toujours fait un noble usage , qu'il avoit sur-tout employé à faire à ses enfans le plus

beau de tous les dons , celui d'une bonne éducation ; & qui , au moment , où il pense à les établir , apprend qu'un dépositaire infidèle vient d'emporter la plus grande partie de ce bien. Mais pourrois-je peindre la douleur dont il est accablé, le passage soudain qu'il va faire d'une honnête aisance à une vie remplie de privations ! La désespérante situation de sa femme & encore plus celle de ses enfans qui n'ont aucun état & ne peuvent plus en avoir , & qui , pour me servir des expressions d'un illustre prélat , ne sont pas même assez riches pour faire vœu de pauvreté (a) , c'est ici sur-tout que je regrette de ne pouvoir saisir tous les traits de la plus vive éloquence. Je montrerois ces infortunées victimes à leur patrie , j'attirerois ces tendres regards sur elles , & je lui dirois : ô patrie , ces enfans pouvoient travailler à ton soutien , ta gloire & ton bonheur , ils auroient eu à leur tour des enfans qui l'auroient servi comme eux. Mais c'en est fait , ils sont frappés par le malheur , le chagrin a flétri leur cœur , a énervé leur ame , & étouffé les germes qui étoient prêts à s'y développer , il a affoibli leurs organes , attaqué le principe de leur existence ; enfin ils sont con-

---

(a) M. Fléchier voulant exciter son auditoire à faire une dote à une pauvre fille qui vouloit être religieuse , dit : nous recommandons à votre charité une fille qui n'est pas assez riche pour faire vœu de pauvreté.

fumés de langueurs , & ils meurent fans pour ainfi dire avoir vécu.

O mes concitoyens , mes amis , dont les travaux enrichiffent l'état , & dont le fang coule fouvent pour la défenfe de la patrie : vous qui portez le respectable nom de peuple que l'orgueil prétend en vain dégrader , confolez-vous de vos maux , ils ne font pas encore fans remede. Livrez-vous à une fage efpérance , qu'elle ranime votre industrie , qu'elle exerce vos talens , & qu'elle augmente vos reffources , n'enviez plus à vos ancêtres le bonheur qu'ils eurent d'être gouvernés par un prince dont la mémoire fera toujours chere à la nation , vous avez comme eux un roi citoyen.



*Des banqueroutes par rapport à l'état.*

**T**OUT état qui eft furchargé de dettes , qui eft en proie aux fureurs de la guerre & dont le commerce & les finances ont perdu la confiance du peuple , eft fur le penchant de fa ruine ; il ne peut l'éviter que par de grands efforts , de violentes fecouffes , par ce , qu'on appelle des coups de parti , des coups d'état , & comme dans l'ordre phyfique , ces phénomènes effrayans qui paroiffent bouleverfer la nature , font nécessaires pour renouveler les germes de fes productions & préparer fa fécondité ; de même il faut dans l'ordre

politique de grandes révolutions pour ranimer les forces d'un état.

Si la France étoit jamais dans cette accablante position, si elle étoit obérée & qu'une guerre augmentât encore ses dettes, le peu de confiance qui régneroit dans ses finances & son commerce, pourroit la réduire à se voir privée des secours dont elle auroit besoin; car on fait que dans des tems de calamités, l'état ne pouvant forcer la mesure des impôts, a recours à des compagnies de financiers, ou aux corps de marchands, ou aux communautés d'arts & métiers & que ceux-ci sont souvent obligés d'emprunter au public pour pouvoir ensuite prêter à l'état.

On dira que les engagements d'un corps sont des engagements sacrés auxquels on ne doit pas craindre qu'il manque. Mais qui peut assurer que si l'on a peu de confiance dans chaque membre séparé de ce corps, on en aura davantage lorsqu'ils seront réunis? eh, peut-on répondre de la force d'une chaîne, si les chaînons qui la composent sont foibles. Qui fait si des nations étrangères ouvrieroient des emprunts à un taux d'intérêt supérieur ou même égal à celui de la France, bien des particuliers d'entre nous ne préféreroient pas d'y placer? Car enfin depuis que les papiers sont des signes représentatifs de l'argent, la force ne peut opposer aucune barrière au virement d'une partie du numéraire d'une

nation chez une autre nation, (a) une sage politique peut donc parer ces dangereux événemens.

Mais ce ne font pas là les seuls maux que les banqueroutes peuvent causer à un état. Premièrement, un banqueroutier frauduleux qui veut se soustraire aux poursuites de ses créanciers est obligé de se retirer dans des contrées étrangères, & il y emporte des sommes considérables qui se trouvent perdues pour son pays. En second lieu, le ridicule préjugé national qui fait rejaillir le déshonneur sur sa famille, la force souvent de s'expatrier aussi. Ainsi la patrie fait une double perte; ainsi la population (b) & le numéraire de la nation diminuent tous deux à la fois. Enfin les banqueroutes en appauvrissant le peuple, appauvrissent l'état; & où l'état n'est pas riche, le peuple est toujours malheureux, où le peuple n'est pas heureux, le prince ne peut l'être; car comme on l'a souvent dit aux rois, leur bonheur consiste dans celui de leurs sujets. Ainsi le

---

(a) Je n'ignore pas que l'intérêt de l'argent chez les nations qui nous avoisinent est beaucoup au-dessous du nôtre; mais des révolutions, des raisons de politique peuvent le faire hausser; & quand on a vu l'Angleterre en moins d'un siècle diminuer l'intérêt de son argent, depuis dix jusqu'à trois pour cent, on peut croire que dans le même espace de tems, la révolution contraire pourra arriver.

(b) La diminution de la population est un des plus grands malheurs qui puisse arriver au peuple, parce que plus elle déeroit, plus le fardeau des impôts s'étend & s'appesantit sur lui.

difoit ce grand roi de l'Asie , Lyfimaque , “ je fuis le roi d'un peuple qui m'aime. Les peres de famille efpèrent la longueur de ma vie , comme celle de leurs enfans : les enfans craignent de me perdre , comme ils craignent de perdre leur pere. Mes fujets font heureux & je le fuis „.



*Luxe , caufe des banqueroutes.*

**O**N a fouvent raifonné fur le fyftême économique de la France : l'induftrie doit-elle être préférée à l'agriculture , ou ce royaume trouve-t-il plus de reffources dans fes manufactures que dans fes productions ?

L'expérience pourroit feule réfoudre ce problème ; mais dans l'ordre politique , elle agit avec trop de lenteur pour que fes opérations foient le réfultat d'une feule adminiftration , & quand il eft queftion du bonheur d'un peuple entier , il eft trop dangereux de faire l'effai d'un projet exclusif , & de fuppléer les faits par des spéculations incertaines.

Une nation doit être agricole , fi elle habite un pays dont la température favorife la population , que fa fertilité enrichit des productions de prefque tous les climats , qui eft affez borné pour jouir des facilités de l'importation , affez étendu pour trouver dans le fuperflu du produit de la culture , les avantages d'un commerce floriffant.

Lorsque ce pays sur-tout a de vastes rivières, des canaux navigables, des chemins commodes qui entretiennent une correspondance continuelle entre ses principales villes, & qui enrichissent ses provinces par la circulation réciproque de leurs denrées; lorsqu'il possède des ports avantageux, des havres sûrs & tous les moyens faciles d'exporter l'excédent de sa consommation, lorsqu'enfin il est environné de voisins que leur disette oblige d'avoir recours à son abondance, il est heureux & florissant, tant qu'il regarde l'agriculture comme le fondement de sa gloire & de sa prospérité.

Mais si la nation qui peuple ce pays a renoncé à sa simplicité native; si la partie la plus riche & la plus éclairée qui gouverne l'autre par l'exemple & par l'autorité a perdu le goût des mœurs antiques; si elle regarde les jouissances du luxe comme des besoins réels; des richesses de convention, comme l'attribut de la grandeur; l'appareil de la représentation, comme le premier privilège du rang & de l'opulence; si ces préjugés ont même séduit le dernier ordre des citoyens; si enfin ils sont devenus tellement inhérens au caractère national que les plus sévères loix ne pourroient les détruire; comme les besoins factices & les goûts n'ont point de bornes, ce peuple dépendra bientôt de ses voisins, & il épuîsera ses ressources, s'il ne les augmente par son industrie.

L'administration la plus sage fera donc celle qui en-

richira l'agriculture des produits du commerce, & fera partager au commerce les biens de l'agriculture, qui accordera une protection spéciale à cet ordre de négocians dont la profession a des rapports immédiats avec celle des cultivateurs. Or, ces hommes vraiment utiles sont les fabriquans dont le travail s'exerce sur les productions nationales. En tirant de leur pays les matières premières, ils en assurent le débit, & leur main-d'œuvre fixe chez eux les richesses qu'y enlèveroit une manipulation étrangère. Toutes les ressources que leur procureroit leur travail, réunies aux gains du commerce, toutes les loix qui favoriseroient leurs entreprises & qui donneront de la consistance à leurs établissemens, reflueront sur l'agriculture (a).

Le luxe est la source des banqueroutes. Mais sans

---

(a) Certaines gens prétendent que le luxe est utile dans un état ; il faut savoir ce qu'on entend par *luxe*. Si l'on veut dire, qu'il est utile que ceux qui possèdent les espèces les fassent circuler, au lieu de les garder dans leurs coffres, cela est vrai ; mais si l'on entend qu'il est à propos que les grands fassent des dépenses qui excèdent de moitié leurs revenus ; que le peuple imite les grands, & que toutes les conditions s'oberent, c'est un principe faux & ruineux pour un état. Le luxe en travaux utiles, en améliorations de fonds est un luxe avantageux : celui qui introduit les prohibitions & les marchandises étrangères est nécessairement onéreux. Le moyen d'enrichir l'état, c'est de fournir beaucoup à l'étranger, & d'en tirer peu, c'est de lui fournir de l'industrie pour tirer de lui de la substance. (Manuscrit du duc de Bourgogne.)

lui que deviennent toutes nos fabriques, toutes nos manufactures, tous nos ateliers ? Or, de deux choses l'une, ou il faut détruire le luxe, & par-là anéantir les manufactures, ou il faut conserver le luxe, & établir des loix qui préservent le commerce de la fréquence des banqueroutes.

Mais pour détruire le luxe, il faudroit qu'il n'eût pas tant fait des progrès, qu'il n'eût pas jeté de si profondes racines. En vain tous nos raisonneurs, nos sermo-neurs déclameront - ils contre lui; en vain nous peindront-ils avec les couleurs les plus noires ses funestes effets; en vain nous mettront-ils devant les yeux les exemples les plus touchans (a); en vain évoquera-t-on de leurs tombeaux les ombres des plus illustres Romains pour nous dire, que tant que Rome eut des mœurs, & quelle ne connut point le luxe, Rome fut heureuse & florissante (b); & je demande quels effets ont pro-

---

(a) Je vois souvent qu'on nous propose des images de vie, lesquelles ni le proposant, ni les auditeurs n'ont aucune espèce de suivre, ni qui plus est, envie; de ce même papier où il vient d'écrire l'arrêt de condamnation contre un adultère; le juge en dérobe un lopin pour faire un poulet à la femme de son compagnon. (Montaigne.)

(b) L'histoire nous apprend que le luxe a été dans tous les tems une des causes qui a le plus contribué à la décadence & à la ruine des états même les plus puissans. Suétone rapporte que Jules César n'entreprit de se rendre maître de la liberté de sa patrie, que parce qu'il ne savoit comment payer ses dettes contractées par une excessive prodigalité, ni comment soutenir

duit tous ces ouvrages immortels où l'esprit est éclairé par des pensées sublimes, & où l'ame se nourrit d'excellens préceptes ? En les lisant, on s'est écrié, ah ! que c'est bien dit : oh ! comme s'est écrit ! voici une expression charmante, une idée délicieuse ! Enfin le livre a été oublié aussi-tôt que refermé. Ainsi après un beau sermon, vous entendez des gens répéter tout haut, ah ! qu'il a bien prêché ! Demandez-leur ce que le prédicateur a dit ? Ils ne s'en souviennent déjà plus.

Mais, me dira-t-on, si tous les moyens dont vous parlez, ne peuvent arrêter le luxe, il en est un autre qui doit être plus puissant ; c'est l'exemple du prince, parce que dans les empires tout porte l'empreinte du caractère des rois ( a ). La cour se conforme aux actions du souverain, & le particulier à celles de la cour. Je réponds qu'à la vérité, les actions du souverain peuvent influencer sur celles des sujets, mais non pas dans un

les dépenses énormes qu'il faisoit. Bien des gens n'entrèrent dans son parti, que parce qu'ils n'avoient plus de quoi fournir au luxe, dans lequel ils étoient engagés, & qu'ils espéroient gagner dans la guerre civile de quoi soutenir leur premier faste. ( *Sall. ad Cæsar. de rep. ordinand.* )

( a ) *Regis ad exemplum totus componitur orbis.* ( *Horat.* )

*Hæc conditio superiorum est, ut quidquid faciunt præcipere videantur & perniciosissimus est malæ, rei maximus quisque autor.* ( *Quintil.* )

*Vita principis censura est, eaque perpetua ad hanc dirigimur, ad hanc convertimur ! nec tam imperio nobis opus est quam exemplo.* ( *Plin. Traj. panegy.* )

siècle où une philosophie séductrice a égaré les esprits, dans un siècle, pour tout dire, où la vertu est presque un crime, & le vice, un devoir.

Et d'ailleurs, le prince qui nous gouverne, ne nous montre-t-il pas qu'il a reçu du ciel toutes les qualités qui font les bons rois ? & l'auguste princesse qui partage avec lui la royauté, ne nous offre-t-elle pas le spectacle majestueux de la grandeur tempérée par les graces, & des graces encore embellies par la bienfaisance ?

On ne manquera pas de m'objecter que si l'on créoit des loix somptuaires, ou que si l'on mettoit de forts impôts sur les objets de frivolité, on arrêteroit le luxe. Je réponds qu'il ne faut que consulter l'expérience pour reconnoître les mauvais effets de pareilles loix ; qu'elles causeroient le plus grand désordre & le plus grand bouleversement dans l'état, & qu'il est trop facile de les éluder. " Toutes les loix somptuaires, a dit un grand homme, ne prouvent rien autre chose, sinon que le gouvernement n'avoit pas de grandes vues & qu'il parut plus aisé aux ministres de proscrire l'industrie que de l'encourager. „

A l'égard des impôts sur les objets de luxe : ce raisonnement est vicieux, c'est un parollogisme en politique. Eh ! si l'on y faisoit bien attention, on verroit que c'est-là précisément, ce qui a accru & accroît tous les jours le luxe. Car il est constant que très-souvent

la cherté des choses en fait tout le mérite. Or , les impôts sur les objets de luxe ne serviroient qu'à les faire payer plus cher , & non pas à détruire le luxe.

La conclusion de tout ceci est , que c'est dans le sein du luxe que naissent les banqueroutes , qu'on ne peut extirper le luxe , que par conséquent les banqueroutes existeront toujours ; mais que l'on pourra en arrêter la fréquence par de bonnes loix.



*Loix principales sur les banqueroutes.*

**A**VANT que de faire aucunes réflexions sur les loix relatives aux banqueroutes , nous croyons devoir les rapporter nuement pour pouvoir davantage fixer l'attention & l'intelligence des lecteurs.

*Ordonnance d'Orléans. Art. 143.*

“ Tous banqueroutiers qui feront faillite , faillite en fraude, seront punis extraordinairement & capitalement „

*Ordonnance de Blois. Art. 205.*

“ Voulons que les ordonnances faites contre les banqueroutiers , & ceux qui doloisement & frauduleusement font faillite ou cession de biens , soient gardées , & que telles tromperies publiques soient extraordinairement & exemplairement punies „

*Henri IV. Paris. Edit du mois de mai 1507, enregistré  
le 4 juin suivant.*

“ Desirant pourvoir aux défordres & crimes plus fréquens que la corruption des mœurs procédant de la licence des troubles passés & introduites; & remettre en celui, notre royaume, la justice en son autorité & ancienne splendeur, afin que sous elle nos sujets soient conservés & maintenus en leur devoir: nous avons considéré que l’une des choses, à laquelle nous avons promptement à remédier, c’est l’abus & tromperie évidente qui se commet sous le nom & prétexte de banqueroute au préjudice des pauvres veuves, orphelins & autres nos bons sujets; par le moyen duquel crime qui se rend fréquent & comme ordinaire, faute d’être puni comme il le mérite, la foi publique & confiance entre nos sujets est grandement diminuée, & le trafic & commerce quasi du tout ôté, & d’autant que les anciens rois nos prédécesseurs auroient ordonné peu de peines contre les banqueroutiers, parce que durant leurs regnes, l’infidélité & corruption des mœurs ne s’étoit point encore si avant glissé es-cœurs de leurs sujets: le roi François Ier., notre très-honoré, sieur & grand-oncle sur les avis qui lui furent donnés en la ville de Lyon, ordonna en l’an 1536 (a), qu’il feroit extraordinaire-

---

(a) Déclaration du 10 octobre 1536. Art. 3.

ment procédé contre les banqueroutiers faisant doulou-  
sement faillite , leurs facteurs & entremetteurs , par in-  
formations , confrontations de témoins & autres voies  
extraordinaires ; & la fraude découverte , les coupables  
punis corporellement par condamnation d'amendes hono-  
rables & profitables aux parties intéressées , application  
au carcan & pilori & autrement , comme il seroit ar-  
bitré par justice , & à tenir prison fermée jusqu'à pleine  
& entiere satisfaction. Et le roi Charles IX , aussi notre  
très honoré sieur & frere , sur les plaintes qui lui furent  
faites en l'assemblée des états tenus à Orléans ( *a* ) ,  
que ledit crime de banqueroute se rendoit trop fré-  
quent , ordonna que ceux qui seroient faillite en fraude ,  
seroient punis extraordinairement & capitalement. Les-  
quelles ordonnances , le feu roi dernier décédé auroit  
confirmées par son édit de Blois de l'an 1579 ( *b* ) , &  
déclaré son intention , être que ceux , qui doulousement  
seroient faillite ou cession de biens , fussent punis &  
châtiés exemplairement , sans statuer d'autres peines  
plus particulieres contre les délinquans ; ce qui a rendu  
ledit crime si familier , que plusieurs de nos sujets en  
ont souffert , & souffrent journellement de grandes per-  
tes. Voulant faire cesser les plaintes qui nous ont été  
faites , après mûre délibération , nous avons jugé néces-

---

( *a* ) Ordonnance d'Orléans. Art. 143.

( *b* ) Ordonnance de Blois. Art. 205.

faire de renouveler & augmenter lefdites peines contre les banqueroutiers & ceffionnaires faifant faillite en fraude : POUR CES CAUSES , ftatuons & ordonnons , voulons & nous plaît , que conformément à l'ordonnance de notre fieur & frere fur les plaintes des états tenus à Orléans , il foit extraordinairement procédé contre les banqueroutiers & débiteurs , faifant faillite & ceffion de biens en fraude de leurs créanciers , leurs commis , facteurs & entremetteurs , de quelque état , qualité , & condition qu'ils foient , & la fraude étant prouvée , ils foient exemplairement punis de peine de mort , comme voleurs & affronteurs publics , & néanmoins , parce que le plus fouvent les banqueroutiers font faillite en intention d'enrichir leurs enfans & héritiers , & pour couvrir plus aifément leurs deffeins malicieux , font transports & ceffion de leurs biens à leurdits enfans , héritiers ou autres leurs amis , afin de leur conferver : nous avons par même moyen déclaré , & déclarons tels transports , ceffions , venditions , & donations de biens , meubles ou immeubles faits en fraude des créanciers directement ou indirectement , nuls & de nul effet & valeur , faifant défenses à tous nos juges d'y avoir égard : au contraire , s'il leur appert que lefdits transports , ceffions , donations , & ventes foient faites & achetées en fraude defdits créanciers : voulons les ceffionnaires , donataires , & acquéreurs , être punis comme complices defdites fraudes & banqueroutes : voulons

aussi & nous plaît, que ceux qui se diront contre vérité créanciers desdits banqueroutiers, comme il advient souvent par monopole & intelligence, afin d'induire les vrais créanciers à composition & accord, soient aussi exemplairement punis comme complices desdites fautes & banqueroutes, faisant très - expresse inhibitions & défenses à toutes personnes de retirer lesdits banqueroutiers, leurs cautions, facteurs ou commis, biens, meubles & papiers, ni leur donner aucun confort ni assistance en aucune sorte de manière qui puisse être, à peine d'être punis comme complices, ainsi que dit est: défendons aussi à ceux qui sont véritablement créanciers, à peine d'être déclarés, déchus de leurs dettes & actions, & autres plus grandes peines s'il y échet, de faire aucuns accords, contrats ni atermoiemens auxdits banqueroutiers & leurs entremetteurs, ains les poursuivre par les voies de justice suivant notre intention: permettons à un chacun de nos sujets, même sans décret, ni permissions, d'arrêter les banqueroutiers fugitifs, & les représenter à justice, nonobstant tous jugemens, arrêt, usage & coutume à ce contraires, &c. ».

*Ordonnance de 1629. Art. 144.*

“ Déclarons que ceux, lesquels par leur faute ou débauche, ains par malheur ou inconvénient, seront tombés en pauvreté & auront été contraints à cette cause de faire cession de biens, n'encourront pour cela in-

famie, ni aucune marque, sinon la publication & affiche de leurs noms, & en sera fait mention par la sentence du juge, par laquelle ils seront reçus à ladite cession de biens ».

*Ordonnance de 1673, titre II.*

## A R T I C L E X I I .

“ Les banqueroutiers frauduleux seront poursuivis extraordinairement & punis de mort ».

## A R T I C L E X I I I .

“ Ceux qui auront aidé ou favorisé la banqueroute frauduleuse en divertissant les effets, acceptant des transports, ventes ou donations simulées, & qu'ils seront être en fraude des créanciers, ou se déclarant créanciers, ne l'étant pas, ou pour plus grande somme que celle qui lui étoit due, seront condamnés en quinze cent livres d'amende, & au double de ce qu'ils auront diverti ou trop demandé au profit des créanciers ».

*Louis XV. Déclaration du 11 janvier 1716, enregistrée le 6 février suivant.*

“ Défendons à toutes personnes de prêter leurs noms pour aider ou favoriser les banqueroutes frauduleuses, en divertissant les effets, acceptant des transports,

ventes ou donations simulées , & qu'ils sauront être en fraude des créanciers ; en se déclarant créanciers ne l'étant pas , ou pour plus grande somme que celle qui leur est due , ou en quelque sorte & maniere que ce puisse être : Voulons qu'aucun particulier ne se puisse dire & prétendre créancier , & en cette qualité assister aux assemblées , former opposition aux scellés & inventaires , signer aucune délibération ni contrat d'attribution , qu'après avoir affirmé dans l'étendue de la ville , prévôté & vicomté de Paris , ou son lieutenant , & par-devant les juges & consuls dans les autres villes du royaume où il y en a d'établis , que leurs créances leur sont bien & légitimement dues en entier , & qu'ils ne prêtent leur nom directement ni indirectement au débiteur commun , le tout sans frais : voulons aussi que ceux d'édits prétendus créanciers qui contreviendront aux défenses portées par ces présentes , soient condamnés aux galères à perpétuité , ou à tems , suivant l'exigence des cas , outre les peines pécuniaires contenues dans l'ordonnance de 1673 ; & que les femmes soient outre lesdites peines exprimées par ladite ordonnance , condamnées au bannissement.



*Réflexions*



*Réflexions sur les loix concernant les banqueroutes:*

ON vient de voir que les ordonnances d'Orléans & de Blois concernant les banqueroutiers frauduleux, n'insistent qu'une punition extraordinaire & exemplaire, telles par exemple, que l'amende honorable, que la punition corporelle, le carcan, le pilori ou autres, à l'arbitrage des juges. Mais d'où vient cette modération dans les peines ? C'est qu'alors il étoit très-difficile d'acquérir une preuve complète de la banqueroute frauduleuse ; les marchands & négocians n'étant point tenus d'avoir des livres & registres signés & paraphés, contenant leur actif & leur passif : aussi depuis que cette difficulté a été levée aux termes de l'édit d'Henri IV de 1664, & de l'ordonnance de 1673, les banqueroutiers frauduleux doivent être punis de mort.

Cette même peine de mort a été renouvelée depuis par une déclaration de 1725.

Cependant l'application de ces loix est encore très-rare, quoique les banqueroutes ne le soient pas (a) :

---

(a) Il n'y a actuellement pas plus de danger, a dit Horace, en parlant de Rome, à faire banqueroute, que d'aller du Mont-Esquilain, à la rue Suburra.

*Cedere namque foro non est deterius quam  
Esquilias à ferventi migrare Suburra.*

Nous pouvons aussi dire qu'il n'y a pas plus de danger en

on pourroit croire que si elle eut eu plus lieu, les banqueroutes seroient devenus moins fréquentes (a) ; mais au surplus, toutes les fois que les magistrats s'efforceront de concilier les loix avec les droits de la nature & de l'humanité, leurs jugemens seront à jamais respectables.

On a vu, par l'édit de Henri IV, par l'ordonnance de 1673, & la déclaration de 1716, les auteurs & prête-noms des banqueroutiers, punis dans l'un, comme complices, dans l'autre, condamnés en quinze-cent livres d'amende, & au double de ce qu'ils auront diverti ou trop demandé, en dernier lieu, condamnés aux galeres à tems, ou à perpétuité.

La jurisprudence des arrêts a encore été moins sévère que ces loix.

Enfin, on voit par l'ordonnance de 1619, que les banqueroutes qui n'arrivent point par la faute ou débauche, mais par malheur ou accident, & qu'on appelle

France, à faire banqueroute, que d'aller de la montagne Sainte-Genevieve à la place Maubert.

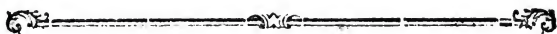
(a) Là, où les loix penchent le plus à l'indulgence, les citoyens sont les plus méchans : il est quelquefois nécessaire d'exagérer les peines, il faut faire des exemples qui intimident les méchans, lorsqu'on ne peut empêcher le mal, que par des remèdes violens.

*Non nunquam evenit ut aliquorum malefactorum supplicia exercebantur, quoties nimirum multis personis grassantibus exemplo opus sit. Leg. 16. §. 10. ff. de penis.*

plus proprement faillite ; ne peuvent donner lieu à aucunes peines.

Cependant il est un genre de peine pour eux , car la prison en est réellement une, sinon infamante , au moins affligeante , humiliante , & suivant l'ordonnance de Moulins , ils sont condamnés à la contrainte par corps.

Autrefois ceux qui avoient fait cession en justice , étoient obligés d'avoir un bonnet ou chapeau verd , & s'ils étoient trouvés sans cette coëffure , ils étoient déboutés du bénéfice de la cession , & il étoit permis à leurs créanciers de les emprisonner , en leur fournissant un bonnet tous les ans à leurs dépens (a). On ne s'est tenu ensuite qu'à ce que le cessionnaire portât sur lui le bonnet ou chapeau verd , & qu'il le montrât à son créancier pour éviter la prison. A présent , il n'en est plus question , aussi il n'y a pas long-tems que c'étoit la mode de porter des chapeaux verts.



*De la prison à l'égard de ceux qui sont en faillite.*

UN banqueroutier non-frauduleux est criminel , ou il ne l'est pas : s'il est criminel , il doit recevoir la punition due à son crime , s'il ne l'est pas , il doit jouir du

---

(a) Ainsi ordonné par arrêt du parlement du 26 juin 1582 ; en forme de réglemeut.

droit de tout citoyen qui vit paisiblement à l'abri des loix, il doit jouir de la liberté ; or, un homme qui a essuyé des malheurs inévitables à toute la prudence humaine, est-il criminel ? non sans doute. Eh bien ! tel est le banqueroutier non-frauduleux. Cependant une main barbare le jete dans une prison, & quelle prison, grand dieu ! A en parler, on frémit d'horreur : en la voyant, on recule d'épouvante & d'effroi. Tout y est confondu, l'innocence avec le crime ; le voleur avec le scélérat ; le débiteur, le contrebandier, avec le voleur. Là, regne une corruption contagieuse, & pour le corps & pour l'ame. Là, les imprécations, les juremens, les blasphêmes retentissent de toute part. Là, si l'on entre innocent, on sort criminel. Là, enfin, tous les maux à la fois, attaquent les ressorts de l'existence, & la mort exerce avec lenteur ses cruautés.

La contrainte par corps contre celui qui fait une faillite tend dira-t-on, à assurer la propriété des biens, ainsi que les intérêts du commerce : & la prison sert à lui faire avouer les friponneries dont il se sera rendu coupable. Quoi, la propriété est-elle plus sacrée que la liberté d'un citoyen infortuné, mais honnête ! Et d'ailleurs, cette propriété, vous l'attaquez vous-même en attaquant sa liberté : en effet, vous punissez cet infortuné de ce qu'il n'a pas pris la fuite, de ce qu'il n'a pas emporté une partie de votre bien, aussi est-ce votre cruauté qui cause une multitude de banqueroute frau-

droleuses. Vous l'attaquez , parce que vous mettez votre débiteur dans l'impossibilité de veiller à toutes les opérations de son commerce , à ses recouvremens , à la sûreté de vos créances , & que vous allumez dans ses affaires le feu dévorant de la procédure. Vous l'attaquez encore , parce que les lenteurs des formes judiciaires retardent la rentrée des fonds d'un créancier , & que souvent ce retard le met à son tour dans le cas de manquer à ses engagements.

La prison lui fera avouer ses fripponneries. Eh ! tous les jours vous rappelez un débiteur qui s'est expatrié , & lorsque vous êtes convaincus qu'il a commis toutes sortes de fraudes envers vous , vous consentez à perdre les trois-quarts de vos créances , & vous lui laissez sa liberté , tandis que vous en privez celui-ci , sans savoir s'il est coupable. Quelle contradiction ! D'ailleurs , quand il seroit vrai qu'il auroit commis des fripponneries ; ne deviez-vous pas avant de l'incarcérer , apporter l'examen le plus sérieux dans ses affaires pour vous en assurer. Alors , vous eussiez pu sans crainte & sans remords , user des droits que la loi vous donnoit. Mais s'il n'est pas coupable , vous le devenez vous-mêmes : vous avez enlevé un citoyen à la société , un époux à une épouse , un pere à des enfans ; vous avez plongé une famille dans le plus cruel désespoir , & vous lui avez porté les coups de la mort. Ah ! si vous ne craignez la vengeance des hommes , craignez , craignez celle des dieux.

Je conviens que la loi qui ordonne la contrainte par corps est très - sage & très - utile , parce qu'elle maintient l'ordre , qu'elle assure la propriété , & qu'elle empêche beaucoup de marchands de se livrer à des spéculations trop incertaines , de contracter des engagemens indiscrets. Mais je pense que lorsqu'un débiteur qui n'est que malheureux se met sous l'égide des loix , qu'il présente à la justice le tableau fidele de son bien & de ses pertes , qu'il abandonne tout ce qui lui reste à ses créanciers , & qu'il offre de prouver qu'il n'en impose point ; je pense , dis-je . qu'il a droit à l'indulgence à la clémence de ses créanciers & à la protection des magistrats. C'est pourquoi , la loi qui le soumet à la contrainte par corps me paroît trop rigoureuse par l'abus que l'on en fait , & je desirerois , pour le bonheur de l'humanité & l'intérêt du commerce , qu'il y eut des magistrats chargés du soin d'examiner sommairement les affaires de tous ceux qui feroient banqueroute ; qui les maintinssent dans leur liberté , s'ils les trouvoient de bonne foi , & les envoyassent en prison , s'ils reconnoissoient en eux de la fraude.

Quand on considère qu'un commissaire au Châtelet dispose seul dans son cabinet de la liberté de la plupart des citoyens , ne doit-on pas être porté à croire qu'un ou plusieurs magistrats en disposeront au moins aussi sagement à l'égard des banqueroutiers.

*Des loix que l'on pourroit établir relativement aux  
banqueroutiers frauduleux.*

**S**I la philosophie de nos jours n'avoit pas corrompu les cœurs , si elle n'avoit pas troublé les esprits jusqu'au point de les porter à mépriser l'essence physique & l'essence morale : je dirois qu'il faut renouveler toute la sévérité des ordonnances contre les banqueroutiers frauduleux , qu'il faut les punir de mort.

Mais que peut avoir d'effrayant la peine de mort dans un siècle où l'on se la donne volontairement soi-même , dans un tems où les supplices & les tourmens meurtriers n'arrêtent pas même les plus noirs forçats ; je ne crains pas de le dire , il faudroit un nouveau genre de peines pour un nouveau genre d'hommes : il faudroit que les loix changeassent avec les siècles : il faut , dit Cicéron , considérer ce que les tems & les personnes exigent.

C'est d'après ces considérations que je vais proposer les moyens que je crois les plus propres pour empêcher le grand nombre des banqueroutes.

Premièrement , il seroit nécessaire que les banqueroutiers frauduleux fussent poursuivis à la requête du ministère public. L'essence de son institution est de poursuivre la punition des crimes qui troublent l'ordre général de la société , aucuns n'échappent à sa vigilance

& à sa rigueur ; pourquoi celui de la banqueroute seroit-il le seul qui n'y fût pas soumis ?

M'opposera-t-on que cela occasionneroit des frais considérables pour le fisc ? soit. Mais je soutiens qu'un mal devient un bien , quand il peut empêcher un plus grand mal , & si cette vérité n'est pas reçue en morale , du moins doit-elle l'être en politique ; d'ailleurs , ne pourroit-on pas stipuler par la loi , que le roi deviendrait créancier privilégié pour le remboursement des frais faits dans les procès suivis à sa requête ? Le public applaudiroit sans doute à cette nouvelle législation , car il est certain que si la plupart des banqueroutiers frauduleux demeurent impunis , c'est que les créanciers ne sont pas en état de faire les avances nécessaires pour les poursuivre , avances qui excèdent , ou les facultés des uns , ou les créances des autres.

Secondement , au lieu de punir de mort , peine qui , comme nous l'avons fait voir , est devenue presque chimérique , il voudroit mieux , ce me semble , établir pour les banqueroutiers frauduleux une maison de force , où après avoir été au pilori , ils seroient renfermés toute leur vie , & nourris comme le sont ordinairement les criminels , & occupés à différens ouvrages , dont le produit , déduction faite des frais pour leur entretien & nourriture , serviroit à payer à fur & à mesure leurs créanciers. Je conviens que ce produit ne sera pas bien considérable ; mais encore vaut-il mieux

les retenir ainsi , que de les laisser impunément retourner à leur état , pour y répéter des banqueroutes.

Troisièmement , comme la nature des peines doit toujours être combinée avec la nature des délits , & que parmi les banqueroutiers frauduleux , il y en a de plus coupables que d'autres , tels que ceux qui prennent la fuite , le sont plus que ceux qui ne quittent pas leur patrie ; je serois d'avis que les fugitifs arrêtés , fussent plus sévèrement punis que les autres.

Quatrièmement , il seroit à propos que dans chaque ville les magistrats de police fixassent tous les ans , d'après les circonstances , le nombre des réceptions dans les maîtrises , c'est-à-dire , qu'ils n'admissent que le nombre qu'ils jugeroient convenable , suivant la situation du commerce , des arts & métiers ; par exemple , qu'ils en requissent moins dans un tems de guerre que dans un tems de paix , &c.

Cinquièmement , les négocians , marchands & artisans n'ont plus de registres cottés & paraphés par les juges consuls ou juges royaux : ceux qui sont de mauvaise foi , & dont le dessein est de faire banqueroute pour s'enrichir , modifient , ou font de nouveaux livres journaux , qui quadrent avec le plan qu'ils ont formé pour tromper leurs créanciers , & ils se soustraient , par ce moyen , à la rigueur des loix. On peut donc les astreindre sous les peines les plus sévères à faire exactement cotter & parapher leurs livres & registres par les juges consuls ou juges royaux.

Sixièmement, enfin si tous ces moyens ne suffisent pas, on peut par un édit :

## I.

Créer dans toutes les villes de la France des charges de commissaires inspecteurs du commerce, lesquelles seront héréditaires, & dont les pourvus seront reçus sans frais par les lieutenans généraux de police, sur les simples quittances de finance.

## II.

Ordonner que dans toutes lesdites villes & banlieues des justices royales y séantes, dans un mois pour tout délai de la publication dudit édit, tous banquiers, manufacturiers, marchands, négocians, entrepreneurs, fournisseurs & artisans, généralement quelconques légalement reçus maîtres, seront tenus d'avoir des livres journaux qui contiendront leur négoce, fournitures, ouvrages, billets, lettres de change, dettes actives & passives, l'état des deniers employés à la dépense de leur maison, un registre des lettres qu'ils écriront, & de tenir liasse de celles qu'ils recevront, comme aussi de faire cotter, parapher lesdits registres par lesdits commissaires inspecteurs qui ne pourront exiger pour chaque livre que une livre quatre sols, d'insérer tous les jours leurs opérations de commerce, achat, vente, livraison, entreprise, fournitures, façons, débets, billets, lettres de change, arrêtés de mémoire sans pouvoir laisser aucun blanc.

## III.

Ordonner que lesdits inspecteurs feront tenus de marquer en tête des livres le jour qu'ils les auront cottés & paraphés, & le nombre des pages ; comme aussi d'avoir un livre cotté & paraphé du lieutenant général de police du lieu, sur lequel ils feront mention également du jour qu'ils coteront & parapheront chaque livre, & du nombre des pages, laquelle mention sera signée de ceux à qui appartiendront les livres, afin qu'en cas de faillite, s'ils ne représentent pas tous leurs registres, leur procès soit fait & parfait, comme banque-routiers frauduleux.

## IV.

Que ledit délais d'un mois expiré, lesdits commissaires inspecteurs légalement reçus, feront & demeureront autorisés à faire visite chez tous lesdits banquiers, manufacturiers, négocians, marchands, entrepreneurs, fournisseurs & artisans reçus maîtres, & par-tout où besoin sera à se faire assister de cavaliers, gens du guet en nombre suffisant, sans que lesdits cavaliers de maréchaussée & gens du guet, puissent demander aucune rétribution, même à faire ouvrir les portes par le premier ferrurier sur ce requis, pour en cas de contravention ou de refus de représentation de livres, en être par eux dressé procès-verbal qui sera signé de deux des cavaliers ou soldats du guet assistans, rapporté, affirmé devant le lieutenant général de police du lieu,

ou son représentant en cas d'absence , déposé au greffe , pour ensuite , sur les conclusions du procureur du roi , être les contrevenans , sans qu'il soit besoin d'affignation , condamnés dans le délais de trois jours , après l'affirmation dudit rapport , en cent livres d'amende , & outre ladite amende , en cas de récidive , à fermer boutique , cesser tout commerce , ou tous ouvrages , comme maîtres , sauf l'appel aux cours de parlement , lequel appel ne sera recevable un mois après la signification de la sentence : ordonner que ladite sentence fera , quant à l'amende , exécutée nonobstant l'appel , & qu'il ne pourra même être accordée par les cours aucunes défenses.

V.

Que lesdits commissaires , inspecteurs réitéront leurs visites autant qu'ils le jugeront à propos , que néanmoins il ne pourra être par eux exigé , soit qu'il y ait plusieurs commissaires ou qu'il n'y en ait qu'un dans le lieu , par chaque négociant , banquier , manufacturier , marchand , entrepreneur , fournisseur & maître reçu , qu'une livre quatre sols pour droit de visite tous les six mois.

V I.

Que sur les amendes qui seront prononcées au profit du roi , il sera distrait pour lesdits commissaires inspecteurs six livres pour chaque procès-verbal sur lequel sera intervenue sentence qui aura prononcé une amende , laquelle somme ils seront tenus de restituer en cas d'infirmité sur l'appel.

## VII.

Que la signification des sentences sera faite à la requête des procureurs du roi.

## VIII.

Commettre ou créer un inspecteur général qui, après avoir été reçu sur sa simple commission ou quittance de finance sans frais, par le lieutenant général de police de la ville de Paris, commis à cet effet, pourra visiter à son gré lesdits livres journaux dans toute la France, lors desquelles visites, il sera tenu de se faire accompagner d'un des commissaires inspecteurs, qui assisté, que dit est, article IV, verbalisera si besoin est, lequel inspecteur général ne pourra exiger de ceux qu'il aura le droit de visiter que 15 sols tous les trois ans, en cas encore qu'il fasse visite chez eux.

## IX.

Attendu que dans beaucoup de petites villes, il y a une infinité d'artisans & marchands qui n'ont point levé de lettres de maîtrise, conformément à l'édit de rétablissement, & qui pourroient prétendre n'être pas dans le cas desdites visites, autoriser lesdits commissaires inspecteurs assistés, que dit est article IV, à saisir lesdits marchands & artisans dans lesdites villes pour lesquelles il y a création de maîtrises, pour, sur leur rapport signé de deux des assistans affirmé, déposé, & sur les conclusions du procureur du roi, les contrevenans être condamnés par le lieutenant de police dans les trois jours après l'affirmation du rapport, sans qu'il

soit besoin d'assignation , en cinquante livres d'amende ; fermer boutique , cesser de travailler comme maîtres , si mieux ils n'aiment se pourvoir de lettres de maîtrise , & se faire recevoir dans le mois de la signification de la sentence du lieutenant général de police , à la requête du procureur du roi , auquel cas l'amende sera restreinte à vingt-cinq livres ; sauf l'appel aux cours de parlement , qui ne pourra être relevé un mois après la datte de la signification de la sentence , que ladite sentence sera exécutée par provision , & qu'il ne pourra être accordé défenses par les cours de parlement.

## X.

Ordonner que les amendes , le coût de la sentence ; la signification d'icelle & les frais de contraintes , seront payés aux receveurs des amendes du lieu , qui sera tenu de faire distraction au profit desdits commissaires inspecteurs des six livres , à eux accordés par l'art. VI , & dont il tirera quittance.

## X I.

Que dans les villes où il y aura plusieurs commissaires inspecteurs , il sera fait division des lieux soumis à leur inspection , & que de trois mois en trois mois , ils changeront de lieu pour leur exercice.

## X I I.

Qu'il y aura un bureau commun dont les loyers & frais seront prélevés sur les deniers de la communauté.

## X I I I.

Qu'il y aura bourse commune pour toute la recette ,

soit à raison des droits résultans des procès-verbaux , soit à raison des droits pour coter & parapher les livres ; en conséquence , que toute la recette sera portée chaque jour sur un livre journal , cotté & paraphé par le lieutenant général de police du lieu , qui sera tenu successivement par chaque pourvu , & restera déposé , ainsi que les papiers de la communauté , dans un coffre ou armoire placé à cet effet dans le bureau , dont la clef sera remise , ainsi que celle du coffre ou sera l'argent , à ceux qui seront nommés par une délibération en regle. Ordonner qu'en cas d'opposition sur l'un desdits pourvus , la portion à lui afférante restera dans la caisse , & que les deniers communs seront partagés tous les premiers de chaque mois.

## XIV.

Ordonner que dans les villes pour lesquelles il y aura plusieurs charges créées , le premier pourvu & légalement reçu , jouira seul de tous les droits jusqu'à ce qu'il y en ait d'autres qui soient pourvus & reçus.

La finance de toutes ces charges , au moyen des droits qui y seront attachés , sera conséquente : le produit général formera un capital susceptible de fixer l'attention du gouvernement.

Oui , si les moyens , si les remèdes que je viens d'indiquer étoient exactement mis en usage. La propagation des banqueroutes s'arrêteroit , la bonne foi , la confiance qui sont l'ame & le soutien du commerce renaîtroient : le commerce , les finances & l'état se rele-

veroient de leur affaiffement , & le peuple si respectueux dans ses malheurs , & si reconnoiffant dans sa prospérité , se consoleroit de ses maux , en voyant que l'on s'occupe d'y remédier.

Si les vérités que m'a inspirées une philosophie amie de l'humanité , & que ma plume à fixées dans le cours de cet ouvrage , parviennent à jamais jusqu'au trône : elles toucheront , fans doute , le cœur sensible du monarque : elles le porteront à donner en ce moment à ses sujets de nouvelles marques de sa bienfaisance , & les fidels sujets feront éclater de nouveau leur amour pour lui (a).

Déjà la voix publique a voulu ajouter à son auguste nom un de ces titres glorieux dont elle décora ceux de ses plus illustres ancêtres : alors il faudra les rassembler tous & les mettre au pied de sa statue : il a mérité celui de sage , par le choix des dépositaires de sa confiance qu'il associe à ses importantes fonctions ; celui de juste , en s'étant déclaré le protecteur des loix ; celui de grand ; il se fera occupé de la maniere la plus éclatante du bonheur de son peuple , & la félicité publique est le seul fondement de la grandeur des rois ; celui de bien-aimé , la reconnoissance l'a déjà gravé dans nos cœurs.

---

(a) O tems heureux où l'on n'obéit qu'aux loix , où l'on peut penser librement , & dire librement ce qu'on pense , où l'on voit tous les cœurs voler au-devant du prince , où sa vue seule est un bien fait ! ( Tacite. )

# T A B L E

## D E S M A T I E R E S.



|                                                                                                                                             |        |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| <b>I</b> NTRODUCTION.                                                                                                                       | Page 1 |
| <i>Des postes , diligences &amp; messageries.</i>                                                                                           | 9      |
| <i>Des abus pernicioeux qui regnent dans le commerce<br/>des cires &amp; du miel en France , &amp; les moyens<br/>de reformer ces abus.</i> | 27     |
| <i>Reffources pour les tems de guerre.</i>                                                                                                  | 38     |
| <i>Moyens pour payer facilement &amp; promptement<br/>les dettes de l'état.</i>                                                             | 44     |
| <i>De la taille &amp; autres impositions.</i>                                                                                               | 46     |
| <i>Du marc de l'argent.</i>                                                                                                                 | 53     |
| <i>De la caisse d'escomptes.</i>                                                                                                            | 55     |
| <i>Du paiement des contrats sur la ville ; &amp;c.</i>                                                                                      | 59     |
| <i>Des notaires de Paris.</i>                                                                                                               | 58     |
| <i>Des dépôts volontaires.</i>                                                                                                              | 61     |
| <i>Des dépôts forcés.</i>                                                                                                                   | 62     |
| <i>De l'agriculture.</i>                                                                                                                    | 63     |
| <i>Des eaux &amp; forêts.</i>                                                                                                               | 68     |
| <i>Du choix des commis.</i>                                                                                                                 | 71     |
| <i>Du centieme denier &amp; de la capitation sur les<br/>offices de judicature.</i>                                                         | 74     |

|                                                                                                                                                                |         |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------|
| <i>Du lustre &amp; de l'encouragement qu'il est nécessaire de donner à la magistrature.</i>                                                                    | Page 79 |
| <i>Du parlement de Paris.</i>                                                                                                                                  | 84      |
| <i>De la Cour des Aides.</i>                                                                                                                                   | 92      |
| <i>Du Châtelet.</i>                                                                                                                                            | 93      |
| <i>Des bailliages &amp; présidiaux.</i>                                                                                                                        | 111     |
| <i>Des commissions attribuées à la police.</i>                                                                                                                 | 113     |
| <i>Des Avocats.</i>                                                                                                                                            | 115     |
| <i>Des saisies réelles.</i>                                                                                                                                    | 119     |
| <i>Des testamens déposés dans les études des Notaires.</i>                                                                                                     | 122     |
| <i>Des séparations de corps par lettres de cachet.</i>                                                                                                         | 123     |
| <i>D'un registre général &amp; alphabétique des baptêmes, mariages &amp; enterremens dans toutes les villes, fauxbourgs, bourgs &amp; villages du royaume.</i> | 124     |
| <i>Des locataires de maison, appartement &amp; chambres garnies.</i>                                                                                           | 129     |
| <i>Des saillies &amp; avances en charpente &amp; maçonnerie pratiquées aux maisons &amp; bâtimens de la ville &amp; fauxbourgs de Paris.</i>                   | 126     |
| <i>De la franchise accordée à Paris aux propriétaires de maisons de campagne, &amp; de terre, sur l'entrée de leurs denrées.</i>                               | 127     |
| <i>Des Corvées.</i>                                                                                                                                            | 128     |
| <i>Des Moines.</i>                                                                                                                                             | 131     |
| <i>Des Moineaux.</i>                                                                                                                                           | 133     |

|                                                                                                                                                         |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <i>Des chiens , des chats , des oiseaux.</i>                                                                                                            | Page 136 |
| <i>Des cloches.</i>                                                                                                                                     | 139      |
| <i>Des mesures &amp; proportions qui pourroient être observées dans l'emploi du revenu des gens d'église.</i>                                           | 141      |
| <i>Des Evêques.</i>                                                                                                                                     | 155      |
| <i>Des enfans trouvés.</i>                                                                                                                              | 162      |
| <i>Des spectacles pour les enfans.</i>                                                                                                                  | 163      |
| <i>Invention physique pour faire arriver les lettres beaucoup plus promptement que par la poste.</i>                                                    | 165      |
| <i>D'un embellissement utile aux Tuileries &amp; aux Champs-Elisés.</i>                                                                                 | 167      |
| <i>De la Garre.</i>                                                                                                                                     | 170      |
| <i>De la garde de Paris.</i>                                                                                                                            | 172      |
| <i>De l'espionnage de Paris.</i>                                                                                                                        | 174      |
| <i>Des inspecteurs de police.</i>                                                                                                                       | ibid.    |
| <i>Des boues &amp; lanternes.</i>                                                                                                                       | 175      |
| <i>Des usurpateurs de titres &amp; de noms.</i>                                                                                                         | ibid.    |
| <i>Des halles.</i>                                                                                                                                      | 176      |
| <i>Des boulangers.</i>                                                                                                                                  | 177      |
| <i>Des marchands de vin.</i>                                                                                                                            | 179      |
| <i>Des marchands roulans.</i>                                                                                                                           | 180      |
| <i>D'une machine hydraulique propre pour puiser une grande quantité d'eau en peu de tems, &amp; très-utile pour les incendies, les jardins, &amp;c.</i> | 181      |
| <i>Affurance pour les incendies.</i>                                                                                                                    | 183      |
| <i>De différentes écoles &amp; d'un cours public pour</i>                                                                                               |          |

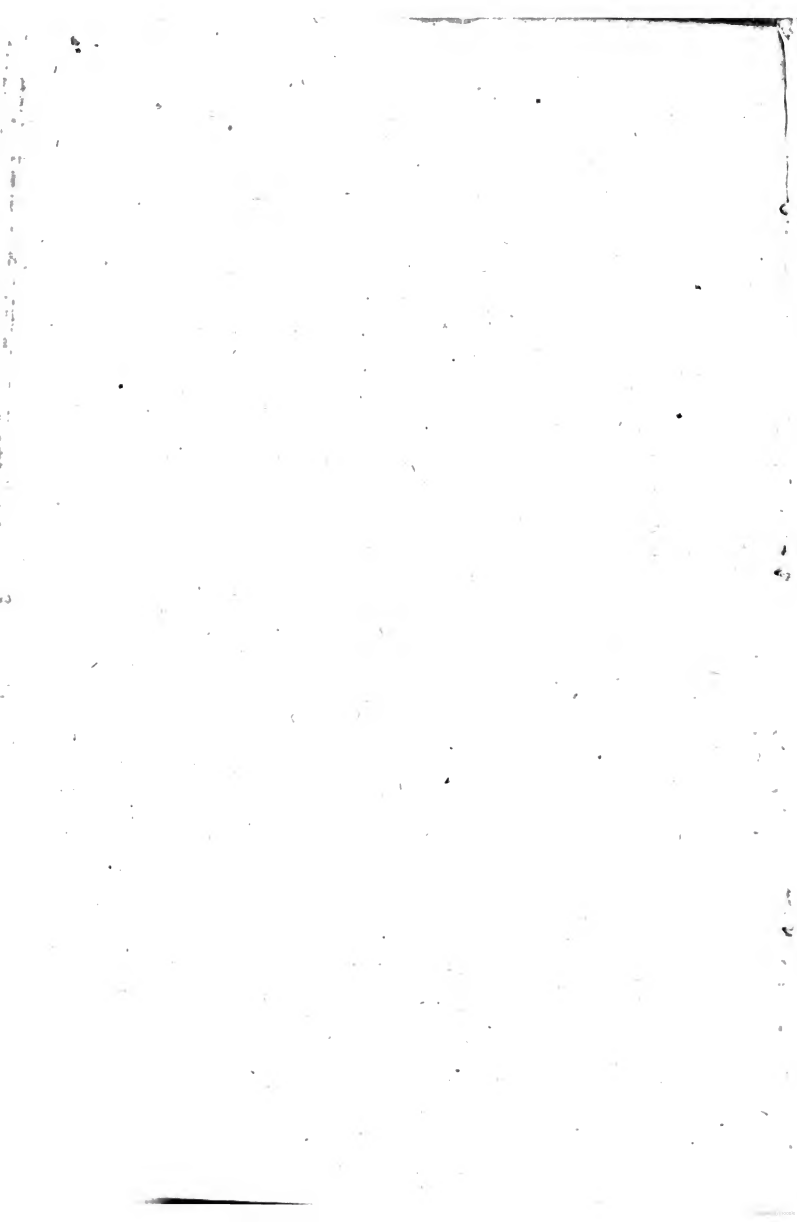
## 260 TABLE DES MATIERES.

|                                                                                       |          |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------|
| <i>ceux qui se destinent aux ambassades. . .</i>                                      | Page 184 |
| <i>Des filles publiques.</i>                                                          | 189      |
| <i>Des banqueroutes.</i>                                                              | 200      |
| <i>Idées sommaires sur le commerce &amp; les finances.</i>                            | 202      |
| <i>Cause des banqueroutes frauduleuses dans le commerce.</i>                          | 207      |
| <i>Cause des banqueroutes dans la finance.</i>                                        | 214      |
| <i>Des banqueroutes par rapport au peuple.</i>                                        | 219      |
| <i>Des banqueroutes par rapport à l'état.</i>                                         | 225      |
| <i>Luxe , cause des banqueroutes.</i>                                                 | 228      |
| <i>Loix principales sur les banqueroutes.</i>                                         | 234      |
| <i>Réflexions sur les loix concernant les banqueroutes.</i>                           | 241      |
| <i>De la prison à l'égard de ceux qui sont en faillite.</i>                           | 243      |
| <i>Des loix que l'on pourroit établir relativement aux banqueroutiers frauduleux.</i> | 247      |

Fin de la Table.

VA11537646





142 C44



